

L'impact socioéconomique de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger



Copyright © Organisation internationale du Travail 2022
Première édition 2022

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Ce rapport a été rédigé par IMPACT initiatives. La supervision de la conduite de l'ensemble des travaux a été assurée par M. Mohamed Belarbi, MIGRANT/ CO-Algiers et Mme Aurelia Segatti, MIGRANT / CO-Algiers, avec l'appui technique de M. Yacouba Diallo, STATISTICS/ CO-Dakar.

Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

Bureau de l'OIT pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, 2022

ISBN : 9789220377062 (Print) ;
ISBN : 9789220377079 (Web PDF)

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Imprimé en Tunisie

2 ► Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de Impact Initiatives et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne et de l'Agence.



Cofinancé par
l'Union européenne



AGENCE ITALIENNE
POUR LA COOPÉRATION
AU DÉVELOPPEMENT

Crédits photographiques : Francesca Garofalo, Tunis (2018)

À propos d'IMPACT Initiatives

IMPACT Initiatives est un groupe de réflexion et d'action de premier plan, basé à Genève, qui a pour vocation de façonner les pratiques humanitaires, d'influer sur les politiques pour une action humanitaire mieux informée et plus efficace et d'améliorer la vie des bénéficiaires de l'aide humanitaire par le biais d'informations fiables, de partenariats et de programmes de renforcement des capacités. Les équipes d'IMPACT sont présentes dans plus de 20 pays du Moyen-Orient, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Europe et d'Asie et travaillent dans des régions touchées par les conflits et les catastrophes, ainsi que celles concernées par les déplacements et les migrations. Les activités d'IMPACT sont menées dans le cadre de ses deux initiatives – REACH et Agora – et apportent un soutien direct en matière d'enquête à ses partenaires humanitaires (PANDA).

Table des matières

Table des matières	1
Liste des acronymes	5
Liste des figures, tableaux et cartes	5
▶ Résumé exécutif	7
Profil des répondants TRE	7
Impact sur l'état de santé physique et mentale des répondants TRE	7
Impact sur la situation professionnelle des répondants TRE	7
Impact sur le logement et la situation administrative des répondants TRE	8
Impact sur les revenus, les prêts divers, l'épargne	8
Impact sur les transferts de fonds	8
Accès à la protection sociale	9
Impact sur les projets de mobilité	9
▶ Introduction	10
▶ Méthodologie	12
Couverture géographique	12
Population d'intérêt.....	12
Revue des données secondaires.....	13
Collecte des données primaires.....	13
Taille et caractéristiques de l'échantillon	17
Méthodes de collecte de données et analyse	18
Limites et contraintes.....	18
▶ La crise de la COVID-19 et les TRE	20
Qui sont les TRE ?.....	20
Phases récente de l'émigration pour le travail depuis la Tunisie	20
Répartition et caractéristiques socio-démographiques des TRE	21
Répartition géographique des TRE	21

4 ▶ Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger	
Caractéristiques démographiques des TRE	22
Niveau d'éducation et emplois des TRE	25
Impact de la COVID-19 sur l'état de santé physique et mentale des travailleurs migrants	27
Impact de la COVID-19 sur le logement et la situation administrative des travailleurs migrants.....	34
▶ Impact de la COVID-19 sur les revenus et l'épargne.....	38
Impact de la COVID-19 sur les revenus des répondants TRE	38
Impact de la COVID-19 sur l'épargne des répondants TRE	40
Impact de la COVID-19 sur les prêts divers des répondants TRE.....	42
▶ Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds des TRE	45
Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds effectués par les répondants TRE.....	45
▶ Accès à la protection sociale des TRE	48
Accès à la protection sociale des répondants TRE	49
▶ Impact de la COVID-19 sur les projets de mobilité des TRE	53
▶ Conclusions et recommandations	57
Emploi, mobilité et situation administrative	58
Inégalités et protection sociale	58
Transferts de fonds	58
Méthodologie et composition de l'échantillon	59
▶ Annexe.....	60
Origine des répondants TRE.....	60
Localisation des répondants TRE	61
Localisation des répondants TRE dans les pays de résidence	62
Genre, âge et niveau d'éducation des répondants TRE	68
Lieu de résidence des ménages des répondants TRE.....	69

Liste des acronymes

ÉAU:	Émirats arabes unis
UE:	Union européenne
OIT:	Organisation internationale du Travail
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économique
OMS:	Organisation mondiale de la Santé
TRE:	Tunisiens résidant à l'étranger
PIB:	Produit intérieur brut

Liste des figures, tableaux et cartes

Carte 1: Pays cibles et nombre de répondants par pays	17
Figure 1: Phases de la collecte de données	13
Figure 2: Répartition des répondants selon la région de résidence	18
Figure 3: Répartition des répondants selon le genre	18
Figure 4: Tranche d'âge des répondants	23
Figure 5: Tranche d'âge des répondants selon la région de résidence	23
Figure 6: Temps de résidence des répondants	24
Figure 7: Localisation de la famille (nucléaire) des répondants	24
Figure 8: Niveau d'éducation des répondants	25
Figure 9: Dix premiers secteurs d'emploi des répondants	26
Figure 10: Régime de travail des répondants	26
Figure 11: Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants	29
Figure 12: Impact sur l'état de santé. Focus sur les quatre réponses les plus rapportées selon le pays de résidence	29
Figure 13: Impact sur l'état de santé selon le genre	30
Figure 14: Impact sur l'état de santé selon la tranche d'âge	31
Figure 15: Impact sur la situation professionnelle selon la région de résidence	32
Figure 16: Impact sur la situation professionnelle. Focus sur les trois réponses les plus rapportées selon le pays de résidence	33
Figure 17: Impact sur la situation professionnelle selon le genre	33
Figure 18: Impact sur la situation professionnelle. Focus sur les cinq réponses les plus rapportées selon la tranche d'âge	34
Figure 19: Impact sur la situation administrative et le logement selon la région de résidence	35
Figure 20: Impact sur la situation administrative et le logement selon le pays de résidence. Focus sur les quatre réponses les plus données	36
Figure 21: Impact sur la situation administrative et le logement selon le genre	36
Figure 22: Impact sur la situation administrative et le logement selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq réponses les plus données	37
Figure 23: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon la région de résidence	39
Figure 24: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon le pays de résidence. Focus sur deux réponses	39
Figure 25: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon le genre	40
Figure 26: Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)	40

Figure 27: Proportion de l'épargne sur les revenus nets dans les pays du Golfe (avant et depuis la crise)	41
Figure 28: Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)	41
Figure 29: Focus sur la variation de la proportion de répondants n'épargnant rien de leurs revenus (avant et depuis la crise)	41
Figure 30: Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets (depuis le début de la crise).....	43
Figure 31: Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets selon le pays de résidence (depuis le début de la crise).....	43
Figure 32: Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets selon le genre (depuis le début de la crise).....	43
Figure 33: Proportion cumulative des prêts divers sur le total des revenus nets selon la tranche d'âge (depuis le début de la crise).....	44
Figure 34: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)	46
Figure 35: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets dans les pays du Golfe (avant et depuis la crise)	46
Figure 36: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)	46
Figure 37: Variation dans la proportion des transferts de fonds sur les revenus nets selon les pays de résidence (avant et depuis la crise)	47
Figure 38: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon la région de résidence.....	50
Figure 39: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon le pays de résidence. Focus sur les trois réponses les plus rapportées	50
Figure 40: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon le genre	51
Figure 41: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon la tranche d'âge	51
Figure 42: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon la région de résidence.....	53
Figure 43: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon le pays de résidence ..	54
Figure 44: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon le genre.....	56
Figure 45: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon la tranche d'âge.....	56
Figure 46: Gouvernorat d'origine des répondants	60
Figure 47: Répartition des répondants entre les pays cibles de l'enquête.....	61
Figure 48: Région de résidence des répondants en France	62
Figure 49: Région de résidence des répondants en Allemagne.....	63
Figure 50: Région de résidence des répondants en Italie	63
Figure 51: Région de résidence des répondants en Arabie saoudite	64
Figure 52: Région de résidence des répondants au Qatar	64
Figure 53: Région de résidence des répondants aux Émirats arabes unis.....	65
Figure 54: Région de résidence des répondants au Koweït.....	65
Figure 55: Région de résidence des répondants au Canada.....	66
Figure 56: Région de résidence des répondants aux États-Unis.....	67
Figure 57: Genre des répondants.....	68
Figure 58: Tranches d'âge des répondants.....	68
Figure 59: Niveau d'éducation des répondants.....	69
Figure 60: Lieu de résidence de la famille nucléaire des répondants	69

Tableau 1: Avantages et désavantages du recrutement des répondants par annonces sur Facebook	15
Tableau 2: Variation dans la capacité d'épargne nette selon le genre	42

▶ Résumé exécutif

Près de 10 % de la population tunisienne réside en dehors du territoire national. Il s'agit d'une population très hétérogène et susceptible d'être exposée, à différents degrés, aux retombées d'ordres sanitaire et socio-économique de la pandémie de COVID-19¹. Afin de soutenir le gouvernement tunisien dans la collecte de données probantes et d'éclairer l'orientation des politiques publiques concernant les Tunisiens résidant à l'étranger (TRE), **IMPACT Initiatives (IMPACT), en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), a mené une étude sur l'« impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens à l'étranger »** entre les mois de mars et de décembre 2021.

Les résultats présentés dans ce rapport se fondent sur l'analyse d'un ensemble de 1 669 entretiens, menés en deux phases, avec des ressortissants TRE vivant dans neuf pays, répartis entre l'Europe, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord:

Profil des répondants TRE

- Les trois quarts des TRE participant à cette enquête sont de genre masculin. Ils sont pour la plupart qualifiés et en âge actif, appartenant majoritairement à la tranche d'âge 25-39 ans (57 %).
- Une proportion légèrement supérieure à la moitié des répondants résidant en Europe et dans les pays du Golfe (52 %) et 47 % des répondants résidant en Amérique du Nord ont affirmé que leur famille réside en Tunisie.

Impact sur l'état de santé physique et mentale des répondants TRE

- Plus de 40 % des répondants ont déclaré avoir connu une dégradation de leur état de santé, notamment mentale. Les répondants ayant déclaré avoir souffert d'une détérioration de leur santé mentale résident en proportion plus importante dans les pays du Golfe (18 %) et en Europe (16 %), et dans une moindre mesure en Amérique du Nord (13 %).
- Parmi les répondants, le pourcentage des femmes concernées par une anxiété liée à l'état de santé de leurs proches depuis le début de la crise (27 %) est plus de deux fois supérieur à celui des hommes déclarant être dans la même situation (12 %) et presque deux fois supérieur (22 %) à celui des hommes affirmant que leur santé mentale s'est dégradée (13 %).
- Plus d'un tiers des 42 TRE interviewés dans le cadre de la deuxième collecte de données ont déclaré se sentir plus exposés à l'impact de la crise du fait de leur citoyenneté étrangère ou, dans une moindre mesure, de leur nationalité tunisienne.

Impact sur la situation professionnelle des répondants TRE

- La réduction du salaire, la perte d'emploi et la réduction des heures de travail sont les problèmes liés à la situation professionnelle les plus communément cités dans les trois régions cibles.

¹ M. Testaverde et K. Pela: [What we've been reading: Rethinking migration policies in the COVID era](#), 16 mars 2021.

8 ► Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

- Les répondants les plus affectés par une réduction de salaire sont les répondants résidant dans les pays du Golfe (23 %), en particulier au Koweït (26 %). Les TRE vivant dans les pays du Golfe ont également indiqué avoir dû changer d'emploi plus que les autres répondants.
- Une minorité de 5 % des femmes participant à cette enquête ont déclaré ne pas pouvoir effectuer un travail salarié, étant occupées par un travail de soins non rémunéré (garde d'enfants ou d'autres membres de la famille). Aucun des hommes interviewés n'a déclaré rencontrer cet obstacle.
- 24 % des répondants les plus jeunes (18-24 ans) ont perdu leur emploi, 13 % ont connu une réduction salariale et 13 % une baisse de leurs heures de travail. Ce nombre est relativement plus important que chez les répondants appartenant aux autres groupes d'âge.

Impact sur le logement et la situation administrative des répondants TRE

- La proportion la plus importante des répondants ayant connu des problèmes liés au logement depuis le début de la crise résident dans les pays du Golfe. Les répondants résidant dans cette région ont déclaré avoir été expulsés (7 %) ou avoir dû déménager car ils étaient incapables de payer les frais de location (10 %). Au contraire, une large majorité des répondants résidant en Amérique du Nord (84 %) et en Europe (68 %) ont affirmé que leur situation de logement n'a aucunement été affectée par la crise.
- 7 % des répondants résidant en Europe et dans les pays du Golfe ont rencontré des problèmes à obtenir ou à renouveler leur titre de séjour.

Impact sur les revenus, les prêts divers, l'épargne

- Près d'un tiers des répondants résidant en Europe (29 %), 22 % des répondants dans les pays du Golfe et 12 % des répondants d'Amérique du Nord ont dit percevoir des revenus inférieurs depuis le début de la crise.
- Dans les trois régions, il existe également des minorités de répondants qui déclarent percevoir des revenus supérieurs depuis le début de la crise: 18 % en Amérique du Nord, 8 % en Europe et 6 % dans les pays du Golfe.
- Depuis le début de la crise, la proportion de répondants incapables d'épargner a augmenté de 26 % en Europe, de 23 % dans les pays du Golfe et de 22 % en Amérique du Nord.
- Dans chacune des régions de résidence, une minorité de répondants ont affirmé que la proportion de prêts divers à rembourser sur le total de leurs revenus nets a augmenté depuis le début de la crise. L'Amérique du Nord est la région qui présente le pourcentage le plus élevé à ce sujet (28 %), suivie par les pays du Golfe (21 %) et l'Europe (20 %).

Impact sur les transferts de fonds

- Plus de la moitié des répondants continuaient à envoyer des fonds en Tunisie (57 %) au moment de la collecte de données.
- La proportion de répondants incapables de transférer des fonds a augmenté dans toutes les régions cibles, et surtout dans les pays du Golfe. Cependant, la proportion très

9 ► Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

minoritaire des répondants qui transféraient plus de 30 % ou 40 % de leurs revenus nets est restée constante ou a légèrement augmenté, sauf dans les pays du Golfe.

Accès à la protection sociale

- Une majorité relative de 41 % des répondants dans les pays du Golfe et un quart des répondants en Europe (25 %) et en Amérique du Nord (24 %) ont déclaré qu'ils n'avaient accès à aucune mesure de protection sociale avant le début de la pandémie.
- Par rapport aux hommes TRE participant à cette enquête, les femmes interviewées ont déclaré avoir eu un accès plus restreint aux prestations sociales, exception faite de l'accès aux soins de santé pour elles et leurs familles et des accidents du travail (34 % des femmes contre 27 % des hommes).

Impact sur les projets de mobilité

- Des majorités relatives de 44 % des répondants résidant en Europe et de 42 % résidant en Amérique du Nord ont affirmé ne pas avoir changé leurs plans de mobilité depuis le début de la crise. Les répondants dans les pays du Golfe, au contraire, sont les plus susceptibles de reconsidérer leurs projets migratoires. Dans cette région, 24 % des répondants n'ont pas changé leurs plans de mobilité, la proportion la plus modeste des trois régions cibles, un quart des TRE souhaitent changer de pays (25 %) et un autre quart des TRE affirment vouloir rester plus de temps que prévu dans leur pays de destination (25 %).

► Introduction

Environ 10 % de la population tunisienne² réside hors du territoire national. Il s'agit d'une population très variée au niveau des caractéristiques socio-démographiques, des compétences et des trajectoires professionnelles. Le gouvernement tunisien a historiquement entretenu des relations actives³ avec ses ressortissants à l'étranger, notamment dans le contexte de **la pandémie de COVID-19, qui a particulièrement exposé les travailleurs migrants à des risques d'ordre sanitaire et socio-économique**⁴.

Surreprésentés dans les secteurs économiques essentiels, les travailleurs migrants sont moins susceptibles de pouvoir respecter la distanciation sociale et sont exposés à des risques sanitaires plus importants. Comparés aux ressortissants nationaux, ils ont tendance à percevoir des salaires plus bas et à avoir des contrats de plus courte durée, offrant des garanties d'emploi limitées⁵. En outre, les personnes migrantes en condition irrégulière sont souvent exclues des systèmes de protection sociale dans les pays de destination⁶. L'ensemble de ces éléments rend les travailleurs migrants plus susceptibles de perdre leur emploi ou leur source de revenus en temps de crise⁷.

Si, d'une part, la crise risque de fragiliser les conditions des TRE, plus vulnérables, elle soulève d'autre part des interrogations sur ses retombées en termes de développement pour la Tunisie. Dans un contexte de crise qui met en danger la sécurité financière de nombreux individus, la capacité des TRE à continuer à entretenir leur ménage ou à soutenir des projets de développement dans leur pays d'origine pourrait être remise en cause.

Dans le contexte tunisien, le manque de statistiques et d'informations fiables sur la répartition et les profils des travailleurs TRE ne permet pas de définir des mesures adaptées à leurs besoins et vulnérabilités. Cela s'avère particulièrement important dans le contexte d'une crise de portée globale. C'est dans le but de traiter ces questions, de soutenir le gouvernement tunisien dans la collecte de données probantes et d'éclairer l'orientation des politiques publiques qu'IMPACT, en partenariat avec l'OIT, a mené la présente étude sur l'« impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens » résidant dans neuf pays répartis entre l'Europe, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord.

Cette étude a été menée entre les mois de mars et décembre 2021. Ses résultats se fondent sur un total de **1 669 entretiens, menés en deux phases, avec des TRE choisis grâce à des annonces sur Facebook**. L'étude vise à fournir une meilleure compréhension de l'impact de la COVID-19 sur les TRE concernant: (1) l'état de santé, la condition administrative et l'emploi, (2) les revenus et l'épargne, (3) les transferts de fonds, (4) l'accès à la protection sociale et (5) les plans de mobilité.

Ce rapport présente d'abord la méthodologie et les raisons pour lesquelles elle a été choisie. Les sections suivantes sont structurées selon les axes de recherche susmentionnés: le premier chapitre porte sur la situation sanitaire, administrative et professionnelle des TRE qui ont

² En janvier 2020, la population tunisienne s'élevait à 11 708 370 individus (source: Institut national de la statistique; <http://www.ins.tn/en>).

³ S. Pouessel: «*Diaspora Policies, Consular Services and Social Protection for Tunisian Citizens Abroad*», *Migration and Social Protection in Europe and Beyond*, vol. 3, J.-M. Lafleur et D. Vintila, IMISCOE, 2020.

⁴ M. Testaverde et K. Pela: *What we've been reading: Rethinking migration policies in the COVID era*, 16 mars 2021.

⁵ Voir par exemple F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*, Office des publications de l'Union européenne, 2020.

⁶ OCDE; *Talents à l'étranger: Une revue des émigrés tunisiens*, 2018.

⁷ F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*.

participé à l'étude, le deuxième chapitre analyse l'impact de la crise sur les revenus et l'épargne, le troisième chapitre se concentre sur les transferts de fonds, le quatrième chapitre explore l'accès des TRE aux mesures de protection sociale et le cinquième chapitre porte sur l'évolution des plans de mobilité depuis le début de la pandémie.

► Méthodologie

Le but de la présente étude est de contribuer à fournir une meilleure compréhension de l'impact socio-économique de la crise de COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant dans neuf pays, répartis entre l'Europe, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord.

Les questions de recherche traitées par cette étude sont les suivantes:

1. Quel est l'impact sanitaire de la COVID-19 sur les TRE ?
2. Quelle est la situation socio-économique et administrative actuelle des TRE ?
3. Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'emploi et les revenus des TRE ?
4. Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'épargne et les transferts de fonds des TRE ?
5. Quel est l'impact de la COVID-19 sur l'accès à la protection sociale des TRE dans les pays d'emploi ?
6. Comment la pandémie a-t-elle affecté les plans de mobilité des TRE ?

Couverture géographique

L'étude a ciblé les TRE résidant dans neuf pays, répartis entre trois régions:

- Europe: Allemagne, France et Italie.
- Pays du Golfe: Arabie saoudite, Qatar, Émirats arabes unis, Koweït.
- Amérique du Nord: Canada et États-Unis.

Ces pays ont été choisis par l'OIT et le gouvernement tunisien, en raison de l'importance du nombre de citoyens tunisiens qui y résident⁸. Une très faible partie de répondants, résidant dans des pays autres que ceux cités ci-dessus⁹ ont également répondu au questionnaire. Leurs réponses ne figurent dans ce rapport que dans l'analyse agrégée des données.

Population d'intérêt

La définition de «**travailleur migrant international**» utilisée dans cette étude est celle proposée par la Conférence internationale des statisticiens du Travail (CIST), qui définit ainsi **tout individu qui (1) «durant une période de référence définie, faisait partie de la main-d'œuvre du pays où il réside habituellement, en étant en emploi ou au chômage», ou (2) «n'était pas un résident habituel du pays mais était présent et avait un lien avec le marché du travail du pays»**¹⁰.

Il en découle que, dans le cadre de cette enquête, la population d'intérêt comprend tout(e) citoyen(ne):

- de nationalité tunisienne;
- âgé(e) de plus de 18 ans;

⁸ UNDESA: International migrant stock 2019,

<https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp>

⁹ Belgique, Espagne, Luxembourg, Royaume-Uni, Hongrie, Jordanie et Égypte.

¹⁰ La définition utilisée dans le cadre de cette étude est extraite de la directive CIST/20/2018/ de la 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail. Pour plus d'informations, consulter le lien:

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/meetingdocument/wcms_648954.pdf

13 ► Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

- travaillant, ayant travaillé ou étant à la recherche d'emploi et résidant (en condition régulière ou irrégulière) dans un des pays listés dans la section «couverture géographique».

Revue des données secondaires

Une revue des données secondaires a guidé la conception des questions et le choix de l'approche méthodologique pour cette étude. Elle a permis ensuite de contextualiser et de traiter les résultats de la collecte de données primaires. À cette fin, IMPACT a consulté les statistiques nationales sur les TRE dans les pays cibles, lorsqu'elles étaient disponibles, des articles de presse et articles universitaires, des rapports de l'OIT et d'autres organisations internationales sur la situation des TRE dans ces pays ou sur la situation des travailleurs migrants en général.

Collecte des données primaires

Les données primaires ont été collectées lors d'entretiens individuels en ligne, chargés sur la plateforme de sondage Qualtrics. La collecte de données a eu lieu en deux phases:

1. Phase 1: **menée du 10 juin au 8 août 2021** avec 1 627¹¹ TRE sélectionnés grâce à des annonces sur Facebook. Elle a eu pour but d'explorer l'impact actuel de la COVID-19 sur la situation sanitaire et socio-économique des TRE.
2. Phase 2: **menée du 31 octobre au 7 novembre 2021** avec 42 TRE parmi les 236 répondants à la phase 1 qui avaient consenti à être contactés par IMPACT pour répondre à un deuxième questionnaire. Le but était d'approfondir et de nuancer les résultats clés de la première phase de l'enquête.

Figure 1: Phases de la collecte de données



Stratégie d'échantillonnage

Phase 1 de la collecte de données

La première phase de la collecte de données a utilisé une stratégie d'échantillonnage effectuée en ligne. Les répondants ont été ciblés à l'aide d'annonces Facebook. Le questionnaire développé pour l'enquête était structuré en deux parties, qui ont reçu des taux de réponses différents¹²:

- 2 555 TRE ont répondu aux questions de la première partie, portant sur le profil socio-démographique des répondants;
- 1 627 TRE ont répondu aux questions de la deuxième partie, portant sur l'impact socio-économique de la crise de COVID-19 sur les TRE¹³.

Les résultats de cette enquête, présentés dans les chapitres suivants, font référence aux réponses fournies par les 1 627 TRE ayant répondu aux deux parties du questionnaire. Les données sur le

¹¹ Personnes ayant répondu à au moins 70 % du questionnaire.

¹² Les différents taux de réponse s'expliquent par la nature sensible des thématiques traitées, ainsi que par la typologie de l'enquête (en ligne).

¹³ Les répondants avaient la faculté de refuser de répondre à toute question de l'enquête. Le taux de réponses varie ainsi d'une question à l'autre.

profil socio-démographique et la localisation des 2 555 TRE qui ont répondu à la première partie du questionnaire sont présentées en annexe à la fin de ce rapport.

Opérationnalisation de la stratégie d'échantillonnage: comment recrute-t-on des répondants à travers des annonces Facebook ?

La phase de préparation s'est déroulée en deux étapes:

- 1. développement, codage et publication du questionnaire sur la plateforme Qualtrics** (en deux langues: arabe et français) et génération d'un lien d'accès au questionnaire;
- 2. création des annonces Facebook et définition des publics cibles associés** sur la base des caractéristiques socio-démographiques, des intérêts et de la langue parlée par la population d'intérêt.

Une fois validées, les annonces Facebook ont pu être visualisées par les utilisateurs répondant aux caractéristiques de la population d'intérêt pendant la durée de la collecte de données. Chaque annonce contenait le lien du questionnaire et une explication de l'objectif de l'étude. En cliquant sur l'annonce, les répondants étaient dirigés à la plateforme Qualtrics, qui contenait des informations supplémentaires sur les objectifs et la nature de l'enquête, les garanties de confidentialité et les modalités de participation. Des questions filtres sur la nationalité, le statut d'emploi et le pays de résidence ont été posées au début du questionnaire. Les répondants arrivés à la fin du questionnaire ont été invités à partager leur adresse mail et à fournir leur consentement à participer à la deuxième phase de l'enquête.

Pourquoi recruter des répondants à l'aide d'annonces Facebook ?

L'utilisation de cette approche méthodologique a permis, en premier lieu, d'éviter la contrainte représentée par l'indisponibilité d'une base de sondage. En effet, plusieurs études ont mis en évidence les faiblesses des systèmes d'information liés aux migrations vers et depuis la Tunisie¹⁴. D'une part, la base des données consulaires gérée par le ministère des Affaires étrangères est fondée sur les enregistrements volontaires des TRE et n'est pas systématiquement actualisée, d'autre part, les données administratives collectées par les pays de destination sur les ressortissants étrangers ne sont pas toujours accessibles. En outre, elles ne font référence qu'aux personnes étrangères en condition régulière et utilisent des définitions qui varient d'un contexte national à l'autre, ce qui rend toute comparaison difficile¹⁵.

En second lieu, l'utilisation d'une approche par annonces sur Facebook a permis d'atteindre des objectifs ambitieux tout en respectant des contraintes logistiques (dictées par la pandémie en cours) **et budgétaires.** Aucune autre méthode de collecte de données traditionnelle n'aurait permis d'atteindre une portion aussi large de la population d'intérêt dans sa diversité, avec une extension géographique aussi vaste en aussi peu de temps, et sans disposer d'informations fiables sur sa répartition dans les pays cibles.

Une synthèse non exhaustive des arguments pour et contre l'utilisation de cette approche est illustrée dans le tableau ci-dessous¹⁶.

¹⁴ Voir par exemple: OIT: *État des lieux du système d'information sur les migrations internationales de main-d'œuvre depuis et vers la Tunisie*, 2020; M. Poulain et S. Ben Sassi: *Données statistiques sur les migrations internationales comme support au développement d'une politique axée sur la relation entre migration et développement*, 2017; programme OIM, PNUD et ONM: *L'intégration de la migration dans les stratégies nationales de développement*.

¹⁵ OIT: *État des lieux du système d'information sur les migrations internationales de main-d'œuvre depuis et vers la Tunisie*.

¹⁶ Cette liste est le résultat de l'expérience d'IMPACT et des données secondaires consultées pendant la phase de conception de la recherche. Voir par exemple: E. Ersanilli et M. Van der Gaag; *Data report: online surveys. Wave 1*, 2020; MOBILISE working papers; S. Kühne et Z. Zindel: *Using Facebook and Instagram to recruit web survey participants: a step-by-step guide and application". Survey Methods: Insights from the Field.*, 2020.

Tableau 1: Avantages et désavantages du recrutement des répondants par annonces sur Facebook

AVANTAGES	DÉSAVANTAGES
Permet de pallier le manque d'une base de sondage, autrement dit, l'absence d'informations sur l'importance et la répartition de la population d'intérêt dans chaque pays cible.	Nécessité de disposer d'une connexion à internet et d'un compte Facebook pour participer à la collecte de données.
Permet d'obtenir un échantillon large et diversifié, comparé aux méthodes de collecte de données traditionnelles, tout en disposant d'un budget et d'un temps limités.	Biais liés à l'âge, au niveau d'éducation et au genre des répondants difficiles à ajuster ¹⁷ .
Permet de planifier, de mettre en œuvre et d'obtenir des résultats rapides dans des circonstances contraignantes (comme dans le cas de la crise de COVID-19).	Bien que tout membre de la population d'intérêt ait une chance égale de visualiser l'annonce Facebook, dans la pratique ce processus est biaisé par l'algorithme de Facebook.
Avantages spécifiques à l'utilisation de Facebook comparé à d'autres types de promotion publicitaire: (1) son faible coût, (2) sa grande portée ¹⁸ et l'accès aux métadonnées sur les utilisateurs de Facebook permettant d'arriver à des groupes spécifiques et/ou difficiles à atteindre.	
Accès à la population d'intérêt avec une flexibilité de temps grâce à la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux.	

¹⁷ S. Kühne et Z. Zindel: *Using Facebook and Instagram to recruit web survey participants: a step-by-step guide and application. Survey Methods: Insights from the Field.*, 2020.

¹⁸ Plus de 7 millions de Tunisiens utilisaient Facebook en janvier 2021: <https://www.digital-discovery.tn/chiffres-reseaux-sociaux-tunisie-2021/>

Suivi et défis rencontrés

IMPACT a suivi la performance des annonces Facebook¹⁹ et modéré les réactions à ces annonces au quotidien, soit en fournissant des éclaircissements soit en traitant les commentaires offensifs ou déplacés.

Ce suivi a permis d'identifier rapidement deux tendances expliquant un taux de réponse plus faible qu'attendu:

- **Un taux d'abandon élevé: (1) entre la première et la deuxième partie du questionnaire et sur les questions sensibles**, notamment celles relatives aux revenus, à la gestion des finances et aux plans de mobilité future des répondants²⁰; **(2) à cause de la typologie «en ligne» de l'enquête**, cette méthode de collecte de données étant plus susceptible de présenter un taux d'abandon élevé comparé aux méthodes d'enquête en face-à-face.
- **Un taux de réponse et une performance des annonces Facebook différents selon la région de résidence des TRE**, à cause des règles de fonctionnement de Facebook dans chaque pays cible ainsi qu'à la diversité des profils des utilisateurs TRE de chaque région. Depuis le début, par exemple, le taux de réponse des Tunisiens résidant en Amérique du Nord a été plus élevé que celui des autres régions. En Europe, le taux de réponse a été plus lent à démarrer malgré l'ampleur de la population tunisienne qui y réside.

Mesures d'atténuation

En réponse aux problèmes identifiés, IMPACT et l'OIT ont convenu de renforcer mutuellement la stratégie de visibilité et de diffusion du lien du questionnaire et d'utiliser des méthodes d'échantillonnage supplémentaires. À cette fin, IMPACT a:

- créé des posts Facebook ultérieurs, publiés sur la page Facebook officielle d'IMPACT, expliqué le but de l'enquête et invité la population cible à y participer;
- partagé ces mêmes posts sur des groupes Facebook portant sur des thèmes liés à l'émigration tunisienne dans les pays cibles;
- pris contact avec des organisations non gouvernementales, associations de TRE, syndicats et autres entités dans les pays cibles afin de maximiser la diffusion du questionnaire d'enquête auprès de leurs réseaux.

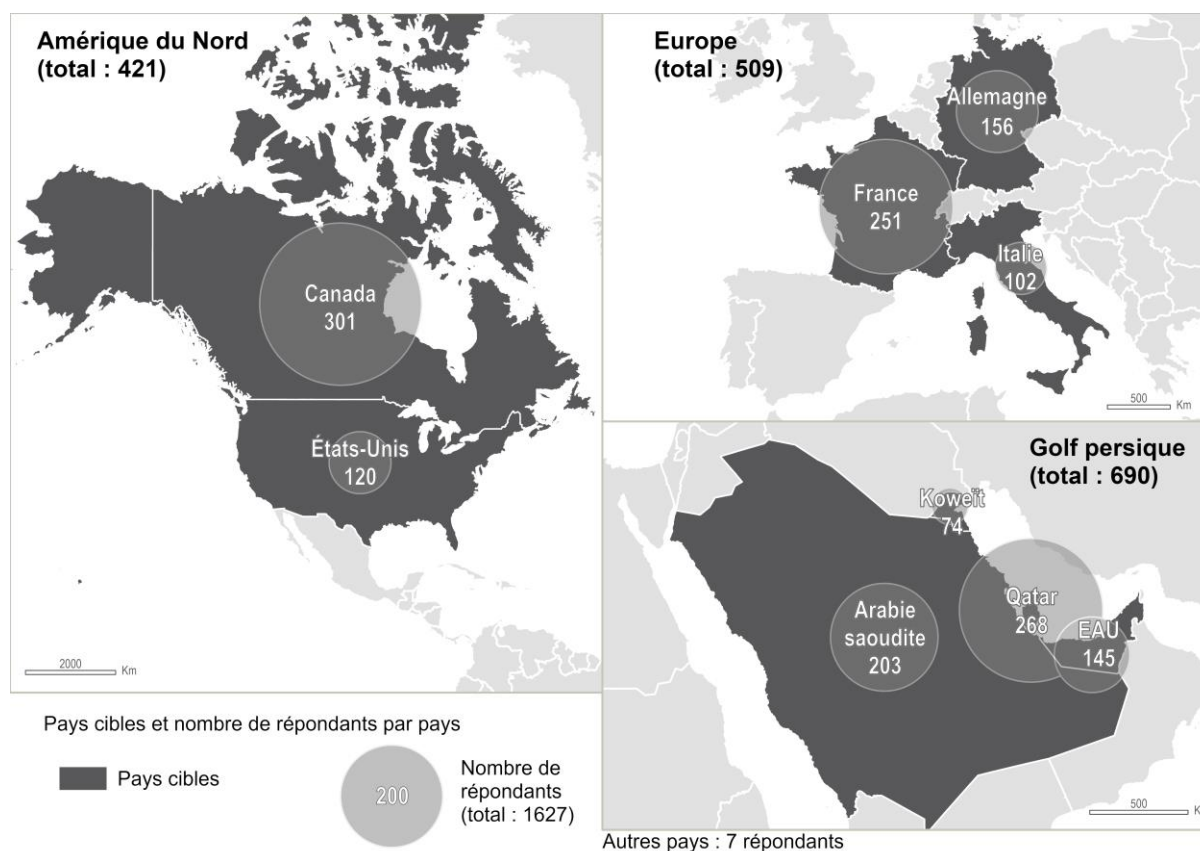
¹⁹ Performance mesurée au nombre de clics sur les annonces en relation et au nombre de questionnaires remplis.

²⁰ La méfiance des répondants sur les sujets de recherche a également trouvé expression dans les commentaires aux annonces Facebook.

Taille et caractéristiques de l'échantillon

La première collecte de données a produit un échantillon de 1 627 répondants²¹. La carte ci-dessous montre la répartition des répondants selon la région et le pays de résidence^{22 23}.

Carte 1: Pays cibles et nombre de répondants par pays²⁴



Phase 2 de la collecte de données

Une deuxième phase de la collecte de données a été menée avec un nombre restreint de répondants afin de confirmer et de nuancer les résultats clés de la première phase de l'enquête.

Parmi les 1 627 répondants, 236 ont fourni leur adresse mail et consenti à être contactés pour participer à la deuxième phase de l'enquête. L'envoi du deuxième questionnaire était accompagné d'une explication des objectifs, des modalités de participation et des garanties d'anonymat. Un total de 42 TRE ont répondu au deuxième questionnaire.

²¹ Ayant répondu à plus de 70 % du questionnaire.

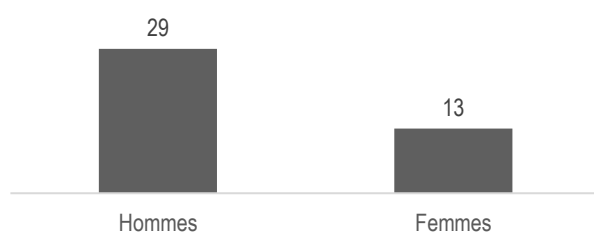
²² Pendant la phase de développement de la méthodologie de cette étude, il était prévu que la cible de l'échantillon global serait de 2 466 répondants. Des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la collecte de données n'ont pas permis d'atteindre cet objectif global. Cependant, les cibles atteintes dans chaque pays dépassent les objectifs qui étaient initialement prévus, sauf pour deux pays: la France et l'Italie. Au niveau régional, le nombre de réponses enregistrées pour les pays du Golfe et l'Amérique du Nord est également plus élevé (690 répondants dans les pays du Golfe au lieu de 204, 421 répondants en Amérique du Nord au lieu de 110, 509 répondants en Europe au lieu de 2 151).

²³ Les caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon sont présentées dans le chapitre «Résultats» de ce rapport.

²⁴ Taille de l'échantillon: 1 627, dont 7 réponses venant d'autres pays.

Figure 2: Répartition des répondants selon la région de résidence

RÉGION DE RESIDENCE	Nombre de répondants
PAYS DU GOLFE	20
AMÉRIQUE DU NORD	14
EUROPE	8
TOTAL	42

Figure 3: Répartition des répondants selon le genre

42 répondants.

Méthodes de collecte de données et analyse

Pour chacune des deux phases de l'enquête, les données ont été collectées à partir d'entretiens structurés en ligne, accessibles publiquement sur la plateforme Qualtrics en langues française et arabe. Une fois la collecte de données achevée, les données ont été nettoyées manuellement et analysées à l'aide des logiciels d'analyse quantitative R et Excel.

Les données ont été collectées dans chacun des neuf pays cibles et agrégées au niveau de la région correspondante (Europe, pays du Golfe ou Amérique du Nord). Dans ce rapport, les résultats sont présentés au niveau régional ou national, selon la pertinence.

Limites et contraintes

À la connaissance d'IMPACT, cette étude présente la première application de l'approche d'échantillonnage par annonces sur Facebook auprès de la population des TRE et portant sur les questions de recherche présentées. Par conséquent, les défis rencontrés pendant la mise en œuvre n'ont pas toujours pu être anticipés et ont demandé des mesures d'ajustement:

- **Le taux de réponse au questionnaire:** Les enquêtes en ligne présentent un taux d'abandon plutôt élevé par rapport aux méthodes de collecte de données en face-à-face²⁵. Les sujets traités dans ce rapport, jugés comme étant très sensibles, ont contribué à augmenter le taux d'abandon. Ceci est démontré par la différence de taux de réponse entre la première et la deuxième partie du questionnaire de la première collecte de données et, plus explicitement, dans certains des commentaires écrits par les utilisateurs de Facebook au sujet de l'enquête.
- **Biais:** Les échantillons utilisés dans cette enquête sont caractérisés par une surreprésentation des hommes, des personnes avec un niveau d'éducation élevé et appartenant à la tranche d'âge 25-39 ans. Bien que les données disponibles sur la

²⁵ F. Dandurand, T. Shultz, et K. Onishi, *Comparing online and lab methods in a problem-solving experiment*, Behavior Research Methods, 40(2), 428-434, 2008.

population des TRE suggèrent que la population tunisienne est en effet plutôt masculine et relativement jeune, on estime que les personnes moins éduquées, les plus jeunes et les plus âgées pourraient être sous-représentées. En outre, cette étude fournit des indications sur les TRE disposant d'un compte Facebook. Les voix des personnes qui n'y ont pas accès ne sont pas représentées.

- **Auto-déclaration:** Les résultats dans ce rapport se fondent sur des données auto-déclarées par les répondants et présentées par IMPACT en format agrégé. Les tendances qui émergent de l'analyse des données ont été contextualisées et croisées avec les données secondaires disponibles, portant à la fois sur l'impact de la COVID-19 sur la population migrante ou des TRE dans les pays cibles.
- **Représentativité:** La couverture géographique et la taille de l'échantillon obtenus pour cette enquête ne sont pas négligeables. Cependant, la stratégie mixte d'échantillonnage qui a été utilisée n'est pas aléatoire. L'échantillon n'est donc pas représentatif et les résultats de cette analyse ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population des TRE.
- **Sélection des répondants:** En principe, le mécanisme de diffusion des annonces est aléatoire. Tous les utilisateurs de Facebook correspondant aux caractéristiques du public cible associé à une annonce, et donc à la population d'intérêt, ont la même possibilité de visualiser l'annonce. Néanmoins, au fur et à mesure que la campagne publicitaire avance, l'algorithme qui «dirige» la diffusion des annonces sur Facebook est progressivement influencé par les «réactions» manifestées par les utilisateurs. Autrement dit, les commentaires, les «j'aime» ou le partage des posts Facebook par certains utilisateurs font que les contacts Facebook de l'utilisateur sont plus susceptibles de les voir.

► La crise de la COVID-19 et les TRE

Ce chapitre présente brièvement les étapes de l'histoire récente de l'émigration tunisienne et fournit un aperçu des caractéristiques socio-démographiques et de la situation professionnelle des TRE répondants à l'enquête.

Qui sont les TRE ?

Selon le ministère des Affaires étrangères tunisien, le nombre de TRE enregistrés dans la base des données JALIA, s'élevait à 1 325 690 individus en 2014²⁶. Il s'agit d'une population en expansion²⁷, en large partie concentrée en Europe (en particulier en Allemagne, en France et en Italie²⁸) et en proportion inférieure dans les pays du Golfe et en Amérique du Nord²⁹.

Il n'y a pas de définition univoque des TRE. L'Organisation de la coopération et du développement (OCDE), par exemple, utilise l'expression «ressortissants tunisiens» pour définir tous les citoyens de nationalité tunisienne indépendamment du lieu de naissance (première, deuxième ou troisième génération), tandis que l'expression «émigrés tunisiens» est employée pour faire référence aux citoyens tunisiens nés en Tunisie³⁰. La diversité de définitions et de méthodologies de collecte de données qui en découlent, telles qu'adoptées par le gouvernement tunisien ou par les pays de destination de l'émigration tunisienne, rend difficile une comparaison entre les statistiques. À titre d'exemple, plusieurs pays de destination cessent de compter les TRE dans les statistiques sur les étrangers dès qu'ils ont acquis la nationalité du lieu de résidence, ce qui n'est pas le cas des données consulaires tunisiennes. Par ailleurs, celles-ci ne sont pas systématiquement actualisées³¹.

Dans le contexte de cette étude, il a été décidé d'inclure dans la définition de TRE les citoyens nés en dehors de la Tunisie. L'échantillon se compose toutefois d'une faible minorité (1 %) de répondants qui sont nés dans le lieu de résidence, donc, de facto, les résultats rapportés dans cette étude font essentiellement référence aux premières générations de TRE.

Phases récente de l'émigration pour le travail depuis la Tunisie

L'émigration tunisienne peut être résumée dans les phases suivantes:

- 1. Entre les années 1950 et le début des années 1960**, l'émigration tunisienne est caractérisée par la réponse aux besoins en main-d'œuvre d'une Europe en pleine croissance. Il s'agit d'une émigration circulaire non réglementée, peu qualifiée et plutôt masculine³².
- 2. Entre les années 1960 et le milieu des années 1970**, l'émigration tunisienne de main-d'œuvre devient de plus en plus réglementée et formalisée par la signature d'accords

²⁶ Selon la Stratégie nationale de la migration (SNM).

²⁷ OCDE: *Talents à l'étranger*.

²⁸ OCDE: *Talents à l'étranger*.

²⁹ *Leaders*, « [Ces Tunisiens dans le monde: Qui sont-ils ? Où résident-ils ?](#) », 8 mai 2016.

³⁰ OCDE: *Talents à l'étranger*.

³¹ OIT: *État des lieux du système d'information sur les migrations internationales de main-d'œuvre depuis et vers la Tunisie*.

³² S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

bilatéraux entre le gouvernement tunisien et plusieurs pays européens³³. En parallèle, la découverte de champs pétrolifères fait de la Libye une destination importante de travailleurs venant de la Tunisie voisine et du reste du continent. Il s'agit encore d'une émigration de main-d'œuvre masculine et peu qualifiée³⁴.

3. **Entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980**, la période est marquée par la crise économique due au choc pétrolier, qui contribue à l'interruption des programmes pour les travailleurs invités et la mise en place des régimes de visa. Ceci produit deux effets inattendus: (1) une stabilisation progressive de la population migrante, y compris à travers un recours croissant au regroupement familial, et (2) l'augmentation de la migration irrégulière d'une population déjà faiblement protégée³⁵.
4. **Entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000**, les pays du Golfe et l'Europe du Sud³⁶ s'imposent comme des nouvelles destinations de l'émigration tunisienne en raison du durcissement des mesures d'entrée dans les pays européens traditionnels et de la détérioration des relations diplomatiques entre la Tunisie et la Libye³⁷. Le manque d'opportunités sur le marché du travail tunisien produit également une «tertiarisation» de l'émigration, qui se dirige notamment vers l'Amérique du Nord³⁸, mais également vers les pays du Golfe et l'Allemagne³⁹.
5. **La révolution de 2011** a des retombées indirectes sur l'émigration tunisienne. Dès 2011, plus de 20 000 Tunisiens ont pris la mer depuis la Tunisie⁴⁰. Dans les années suivantes, des pics temporaires d'émigration continuent d'être enregistrés, surtout à partir de l'année 2017, liés, à différents degrés, à l'instabilité politique et à la faible performance socio-économique du pays⁴¹.

Répartition et caractéristiques socio-démographiques des TRE

Répartition géographique des TRE

D'après les données de l'OCDE, l'Union européenne (UE) accueille les trois quarts des ressortissants TRE⁴². La France reste le pays de résidence principal, suivie par l'Italie et l'Allemagne, destinations traditionnelles de l'émigration tunisienne⁴³. Selon les données consulaires tunisiennes, les pays du Golfe accueillent environ 10 % des TRE. Les pays d'Amérique du Nord suivent avec 4 % de l'ensemble de la population tunisienne résidant à l'étranger⁴⁴.

³³ Des accords ont été signés par la Tunisie avec les gouvernements suivants: France (1963), Allemagne (1965) et Belgique (1969). Voir: S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

³⁴ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

³⁵ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

³⁶ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

³⁷ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

³⁸ A. Mesnard: *Temporary migration and capital market imperfections*, Oxford Economic Papers, vol. 56/2, 2004; S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)», 2017.

³⁹ N. Ragab, E. McGregor et M. Siegel: *Diaspora Engagement in Development: An Analysis of the Engagement of the Tunisian Diaspora in Germany and the Potentials for Cooperation*, UNU-MERIT, 2013,

⁴⁰ H. Boubakri: «[Les migrations en Tunisie après la révolution](#)», *Confluences Méditerranée*, vol. 87/4, p. 31, 2013.

⁴¹ Voir, par exemple: REACH/Mercy Corps: *Tunisia, country of emigration and return*, 2017; Infomigrants: «Départs de la Tunisie: un été record», 10 septembre 2021.

⁴² OCDE: *Talents à l'étranger*.

⁴³ OCDE: *Talents à l'étranger*.

⁴⁴ A. Flayols, D. Jongerius and F. de Bel-Air: *Tunisia: Education, Labour Market, Migration*, SEO Amsterdam Economics, 2019.

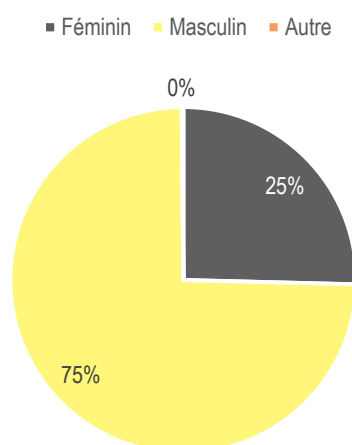
Caractéristiques démographiques des TRE

La population des TRE dans les pays de l'OCDE est principalement masculine, pour les trois quarts en âge de travailler (76 %). Entre 2001 et 2015, elle a connu un vieillissement important⁴⁵. Les caractéristiques socio-démographiques des ressortissants TRE varient, néanmoins, selon le pays de destination. La France présente une population TRE plus âgée et un rapport entre femmes et hommes plus équilibré, par rapport aux autres pays de destination⁴⁶. Le Canada compte une population TRE plutôt jeune, dont une proportion d'enfants importante⁴⁷. En Italie et en Allemagne, la population TRE est également en âge actif, majoritairement masculine, arrivée pour des raisons d'emploi ou bien dans le cadre d'un regroupement familial⁴⁸. L'Allemagne accueille également des TRE arrivés pour des raisons humanitaires⁴⁹.

Caractéristiques démographiques des répondants TRE

Trois quarts des répondants sont de genre masculin. Le quart restant est composé de 443 répondants de genre féminin et d'1 répondant qui ne s'identifie ni au genre masculin ni au genre féminin. Les répondants sont en âge actif, concentrés surtout dans la tranche d'âge 25-39 ans (57 %). Les répondants plus âgés résident en nombre relativement plus important dans les pays de l'Amérique du Nord (38 % ont un âge compris entre 50 et 64 ans), tandis que les plus jeunes résident en proportion supérieure en Europe (8 %).

Figure 2: Répartition de l'échantillon selon le genre des répondants



⁴⁵ OCDE: *Talents à l'étranger*.

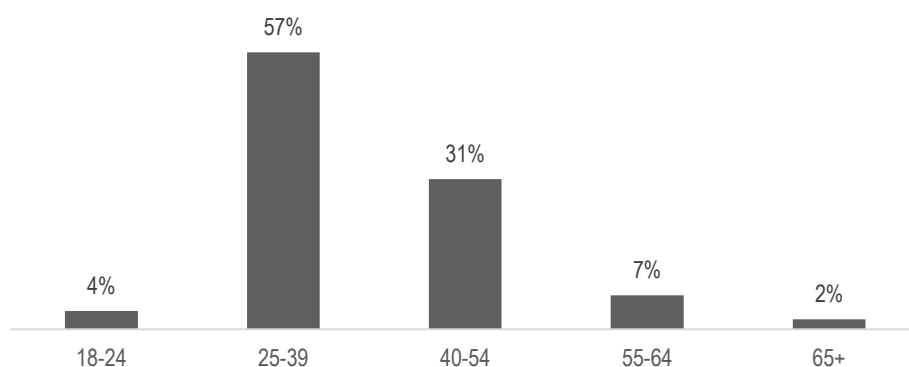
⁴⁶ A. Flayols, D. Jongerius and F. de Bel-Air: *Tunisia: Education, Labour Market, Migration*, SEO Amsterdam Economics, 2019.

⁴⁷ A. Flayols, D. Jongerius and F. de Bel-Air: *Tunisia: Education, Labour Market, Migration*.

⁴⁸ A. Flayols, D. Jongerius and F. de Bel-Air: *Tunisia: Education, Labour Market, Migration*.

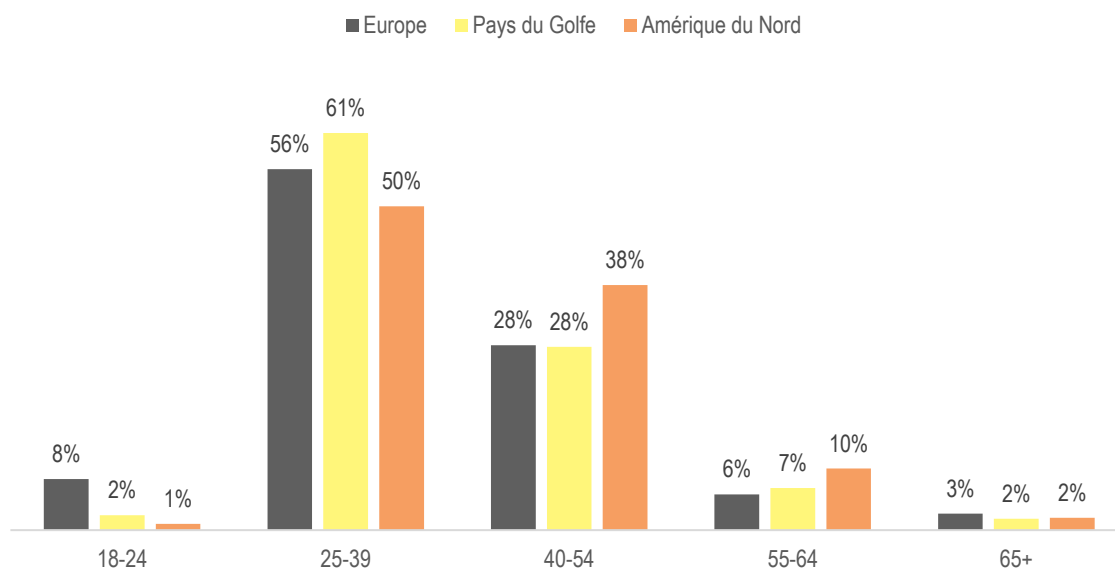
⁴⁹ A. Flayols, D. Jongerius and F. de Bel-Air: *Tunisia: Education, Labour Market, Migration*.

Figure 4: Tranche d'âge des répondants



1 627 répondants.

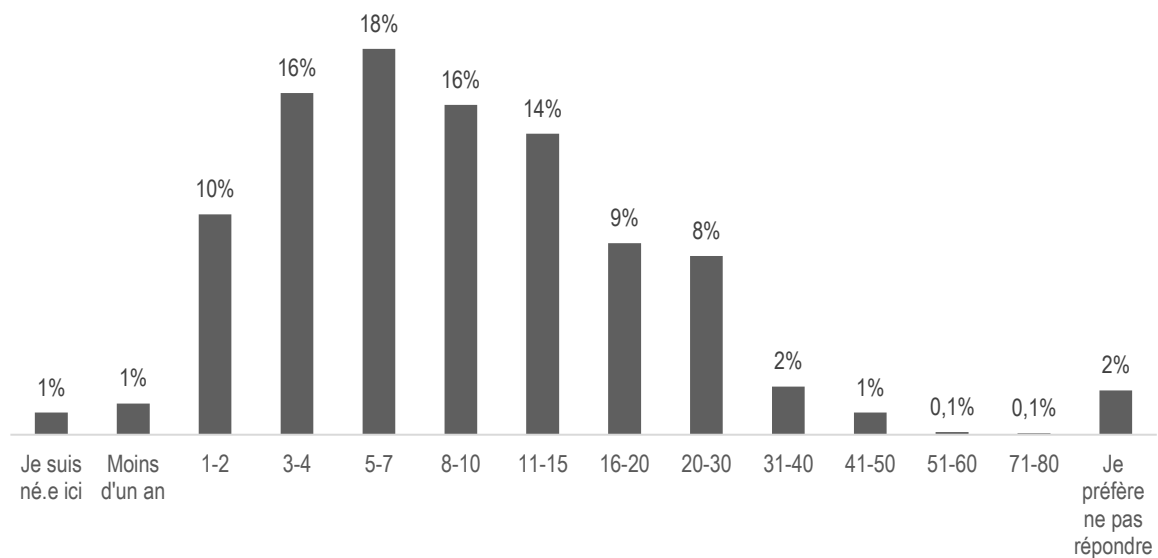
Figure 5: Tranche d'âge des répondants selon la région de résidence



1 627 répondants, dont 509 en Europe, 691 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

Près d'un tiers des répondants résidaient dans leur lieu de destination depuis moins de quatre ans. Seulement 1 % des TRE interrogés ont déclaré être arrivés depuis moins d'un an, probablement à cause des restrictions à la mobilité internationale imposées par la crise de COVID-19.

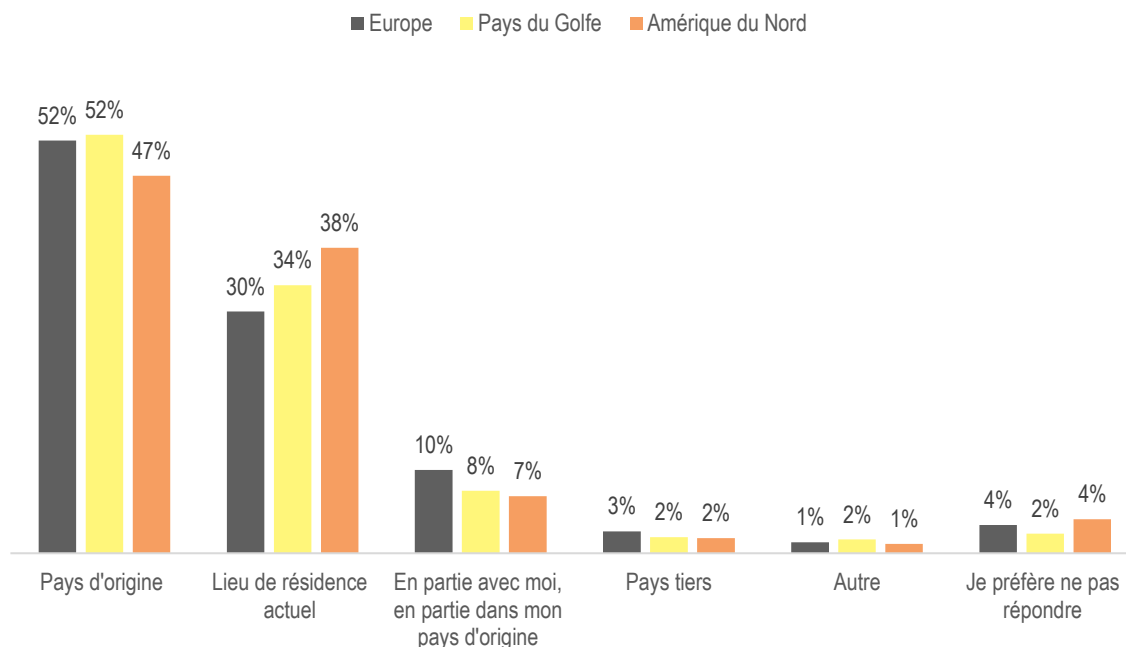
Figure 6: Temps de résidence des répondants



1627 répondants.

Une proportion légèrement supérieure à la moitié des répondants en Europe et dans les pays du Golfe (52 %) et 47 % des répondants en Amérique du Nord ont affirmé que leur famille réside en Tunisie. Les répondants d'Amérique du Nord habitent en nombre relativement plus important avec leur famille dans leur pays de résidence (38 %), suivis par les répondants des pays du Golfe (34 %) et d'Europe (30 %).

Figure 7: Localisation de la famille (nucléaire) des répondants



1 627 répondants, dont 509 en Europe, 691 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

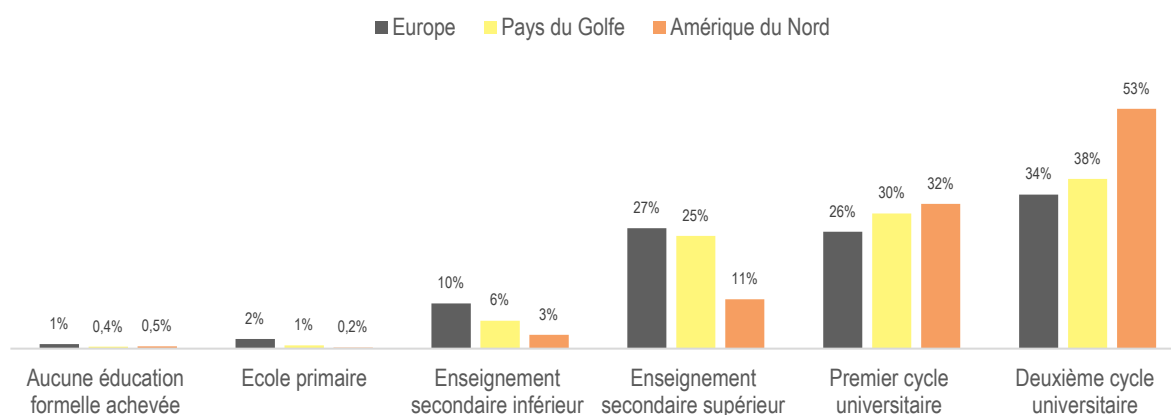
Niveau d'éducation et emplois des TRE

Près de la moitié des TRE résidant dans les pays de l'OCDE présentent un niveau d'éducation peu élevé, notamment en Italie, où les besoins du marché du travail ont toujours attiré une immigration de travailleurs peu qualifiés⁵⁰. Depuis les années 1960, le niveau d'éducation de la population des TRE a néanmoins progressivement augmenté, bien que ce ne soit pas toujours reflété dans le type de postes qu'ils occupent dans les pays de destination⁵¹. En 2017, un quart des TRE dans les pays de l'OCDE étaient diplômés de l'enseignement supérieur, avec des pointes de 20 % au Canada et aux États-Unis, ces deux pays n'accueillant, en proportion, qu'une faible partie des TRE⁵². L'Allemagne, destination traditionnelle depuis les années 1960, a également attiré progressivement les étudiants et les professionnels hautement qualifiés. Dans les pays du Golfe, l'émigration est essentiellement qualifiée, largement réglementée par des accords bilatéraux ou de coopération technique dans les secteurs de l'ingénierie, l'enseignement supérieur⁵³ et dans les professions médicales ou paramédicales⁵⁴.

Niveau d'éducation des répondants TRE

Les TRE participant à cette enquête présentent un profil plutôt qualifié. Les répondants diplômés de l'enseignement supérieur sont relativement plus nombreux dans les pays d'Amérique du Nord (un total de 85 % des répondants sont diplômés du premier ou du deuxième cycle universitaires). Les répondants dans les pays du Golfe sont également très qualifiés, avec une répartition plus équilibrée entre les diplômés de l'enseignement secondaire supérieur (25 %) et l'éducation universitaire (30 % et 38 %). Les répondants relativement moins qualifiés résident en Europe, où 60 % des répondants ont suivi une formation universitaire, 27 % des répondants sont diplômés de l'enseignement secondaire supérieur et une minorité de 10 % ont terminé le cycle d'enseignement secondaire inférieur.

Figure 8: Niveau d'éducation des répondants



1 627 répondants, dont 509 en Europe, 691 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

⁵⁰ OCDE: *Talents à l'étranger*.

⁵¹ OCDE: *Talents à l'étranger*.

⁵² OCDE: *Talents à l'étranger*.

⁵³ F. de Bel-Air, F. *Migration Profile: Tunisia*, Migration Policy Centre at the European University Institute, Florence, 2018; OIT: *Diagnostic sur les processus de recrutement des travailleurs en Tunisie*, 2019.

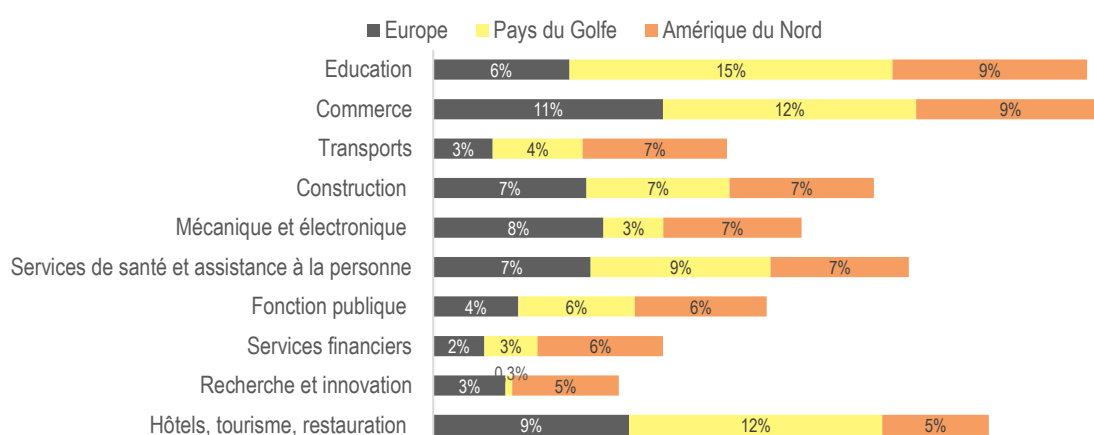
⁵⁴ M. Mokhefi: «L'immigration maghrébine au Qatar: quelles perspectives ?», 2013.

Secteurs d'emploi des répondants TRE

Le commerce est le secteur d'emploi le plus communément mentionné par les répondants des trois régions cibles. Les trois secteurs d'emploi majoritairement cités dans chacune des régions sont les suivants:

- Dans les pays du Golfe: **l'éducation** (15 %); **le commerce** (12 %), **l'hôtellerie, le tourisme et la restauration** (12 %); **les soins de santé et l'assistance à la personne** (9 %).
- En Europe: **le commerce** (11 %); **l'hôtellerie, le tourisme et la restauration** (9 %); **la mécanique et l'électronique** (8 %).
- En Amérique du Nord: **l'éducation** (9 %); **le commerce** (9 %) et avec le même taux de réponse de 7%: **les soins de santé et l'assistance à la personne; les transports; la construction; la mécanique et l'électronique.**

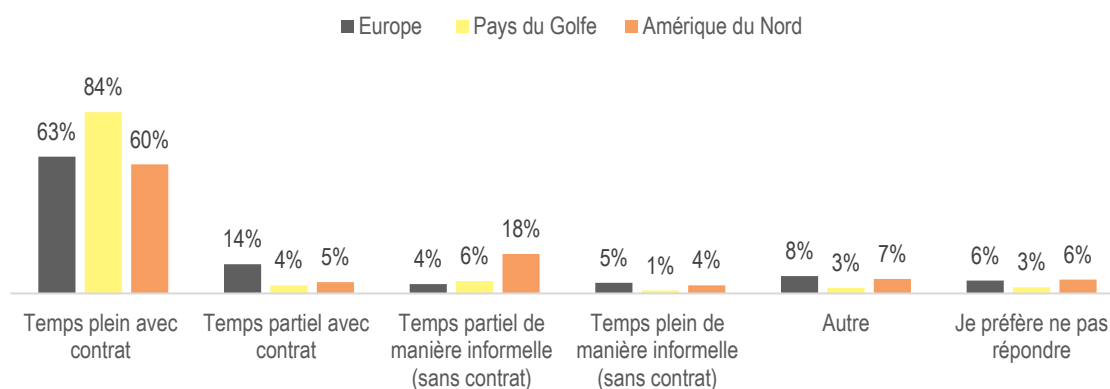
Figure 9: Dix premiers secteurs d'emploi des répondants



1 465 répondants, dont 494 en Europe, 631 dans les pays du Golfe et 335 en Amérique du Nord.

Une très vaste majorité des répondants, allant de 60 % des répondants en Amérique du Nord à 84 % dans les pays du Golfe, travaillent à temps plein avec un contrat. Le pourcentage particulièrement élevé de ces travailleurs dans les pays du Golfe suggère qu'il s'agit d'un type de migration de travail réglementée par des accords bilatéraux ou de coopération technique. **Une minorité importante des répondants en Amérique du Nord (18 %) ont affirmé travailler dans l'informalité.**

Figure 10: Régime de travail des répondants



1 622 répondants, dont 509 en Europe, 692 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

► Aperçu de l'impact socio-économique de la crise de COVID-19 sur les TRE

Ce chapitre porte sur les dimensions principales de l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19: la santé, le logement, la situation administrative et les conditions professionnelles. Chaque sous-section présente l'expérience des TRE participant à l'enquête.

Avec plus de 5,1 millions de décès dans le monde entier à ce jour⁵⁵, la crise de COVID-19 est à la fois la plus grande pandémie du siècle⁵⁶ et une crise socio-économique sans précédent⁵⁷. En 2020, les mesures adoptées pour contenir la propagation du virus ont occasionné une contraction de l'économie mondiale égale à 3,5 %. Bien que les prévisions de croissance mondiale s'élèvent à + 5,6 % pour l'année 2021, la Banque mondiale considère qu'il faudra attendre plusieurs années avant que les pays en voie de développement économique reviennent à leur niveau d'avant la crise⁵⁸.

En outre, les effets sanitaires et socio-économiques de la crise ne sont pas les mêmes pour tout le monde. La crise actuelle reflète et amplifie les profondes fractures socio-économiques du système productif⁵⁹. D'une part, les personnes qui étaient déjà fragiles et faiblement protégées, dont les migrants travaillant dans les secteurs essentiels, sont plus vulnérables aux risques d'infection et à une dégradation des conditions de santé, et disposent de stratégies de protection et d'accès aux soins plus limitées⁶⁰. Elles sont également plus susceptibles de perdre leur emploi ou leurs sources de revenus et, par conséquent, d'être affectées sur d'autres plans, comme l'éducation des enfants ou la situation administrative⁶¹. D'autre part, les personnes ayant un statut socio-économique plus élevé ont été globalement moins affectées par la crise, jusqu'à pouvoir, dans certains cas, en tirer des avantages économiques⁶².

Impact de la COVID-19 sur l'état de santé physique et mentale des travailleurs migrants

Les informations récentes montrent que les personnes migrantes et réfugiées présentent un taux d'infection et un risque de mortalité liés à la COVID-19 plus élevés que les ressortissants

⁵⁵ OMS: WHO Coronavirus (COVID-19) Dashboard, données au 30 novembre 2021.

⁵⁶ A. McKeever: «[COVID-19 surpasses 1918 flu as deadliest pandemic in U.S. history](#)», *National Geographic*, 21 septembre 2021.

⁵⁷ C. Pazarbasioglu et A. Kose: «[Unprecedented damage by COVID-19 requires an unprecedented policy response](#)», *Brookings*, 10 juillet 2020.

⁵⁸ Banque mondiale: [Global Economic Prospects](#).

⁵⁹ J. Stiglitz: «[Conquering the Great Divide. The pandemic has laid bare deep divisions, but it's not too late to change course](#)», Fonds monétaire international, septembre 2020.

⁶⁰ R. Horton: «COVID-19 is not a pandemic», *The Lancet*, 2020.

⁶¹ F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*; ONU Info: [COVID-19 caused 'shocking' inequalities: human rights chief Bachelet](#), 28 septembre 2021.

⁶² K. Makortoff: «[World gained 5.2m millionaires last year in Covid crisis -h report](#)», *The Guardian*, 22 juin 2021.

nationaux⁶³. Les causes sont à rechercher dans les facteurs socio-économiques qui les exposent davantage aux risques d'infection: (1) la surreprésentation dans les secteurs économiques considérés comme essentiels, qui souvent ne permettent pas d'effectuer du télétravail⁶⁴, (2) une tendance majeure à vivre dans des logements surpeuplés, (3) un accès plus limité aux mesures de protection sociale.

Une étude récente de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a souligné qu'une partie des migrants et réfugiés interviewés présentant des symptômes de la COVID-19 n'ont pas bénéficié de soins de santé, soit parce qu'ils n'étaient pas en mesure de payer les frais médicaux, soit par peur d'être expulsés en raison de leur statut migratoire⁶⁵.

Le rapport de l'OMS montre également l'impact profond que la crise de COVID-19 a eu sur la santé mentale des personnes migrantes dans le monde, y compris à cause d'une aggravation des comportements discriminatoires⁶⁶.

Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants

La pandémie a eu des retombées sur la santé mentale et physique de plus de 40 % des TRE participant à cette enquête. Les répondants ayant déclaré que leur état de santé n'avait aucunement été affecté depuis le début de la pandémie résident en nombre relativement plus important en Amérique du Nord (63 %), suivis par les répondants d'Europe (61 %) et des pays du Golfe (52 %).

Les problèmes de santé les plus communément cités concernent l'état de santé mentale des répondants. Les répondants qui ont déclaré avoir souffert une détérioration de leur santé mentale sont 18 % dans les pays du Golfe, 16 % en Europe et 13 % en Amérique du Nord. 18 % des répondants résidant dans les pays du Golfe, 15 % de ceux résidant en Europe et 13 % de ceux résidant en Amérique du Nord ont également dit être concernés par un état d'anxiété lié à la santé de leurs proches. En proportion légèrement plus faible, 12 % des répondants d'Europe, 10 % des répondants des pays du Golfe et 8 % des répondants d'Amérique du Nord ont déclaré souffrir d'un manque de motivation pour accomplir toute activité. Ces résultats sont conformes aux constats de l'enquête de l'OMS mentionnée ci-dessus⁶⁷. Dans le cadre de celle-ci, la moitié des personnes migrantes et réfugiées interviewées déclarent avoir subi une détérioration de leur santé mentale, un sentiment accru d'isolement, des manifestations de dépression et d'anxiété menant, dans certains cas, à une augmentation de la consommation de drogues et d'alcool pour faire face à la situation de détresse due à la pandémie⁶⁸.

⁶³J. Slootjes: *Healing the gap. Building inclusive public-health and migrant integration systems in Europe*, Migration Policy Institute Europe, 2021.

⁶⁴F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*

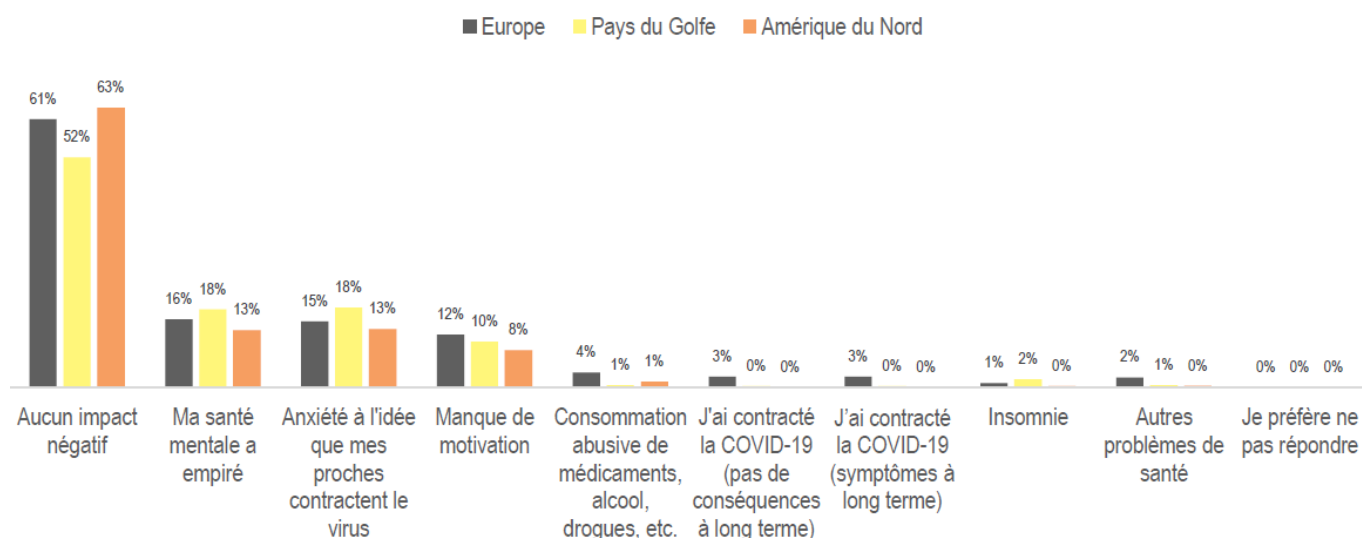
⁶⁵OMS: *ApartTogether survey: preliminary overview of refugees and migrants self-reported impact of COVID-19*, 2020.

⁶⁶OMS: *ApartTogether survey*.

⁶⁷OMS: *ApartTogether survey*.

⁶⁸OMS: *ApartTogether survey*.

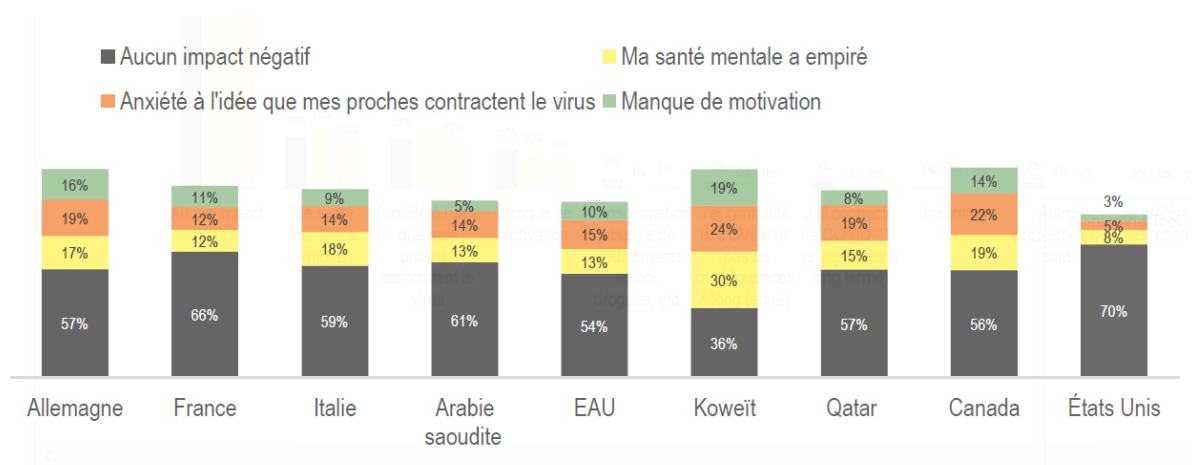
Figure 11: Impact de la COVID-19 sur l'état de santé des répondants



1 620 répondants: 509 en Europe, 690 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

Les répondants résidant au Koweït ont déclaré en nombre relativement plus important avoir connu une détérioration de leur état de santé depuis le début de la crise. Par rapport à la moyenne des répondants des pays du Golfe (52 %) et de l'ensemble des trois régions (59 %), les répondants du Koweït ont déclaré en nombre relativement plus faible n'avoir été aucunement affectés par la crise sanitaire (36 %) et en proportion supérieure avoir connu une détérioration de leur santé mentale (30 %). À l'inverse, aux États-Unis, 70 % des TRE interrogés indiquent que leur santé n'a aucunement été affectée par la crise et seulement 8 % disent avoir connu une détérioration de leur santé mentale. La pandémie ayant été plutôt sévère aux États-Unis⁶⁹, cela suggère que les conditions de vie et de travail des répondants résidant dans cette région leur ont permis d'être moins exposés aux risques sanitaires.

Figure 12: Impact sur l'état de santé. Focus sur les quatre réponses les plus rapportées selon le pays de résidence



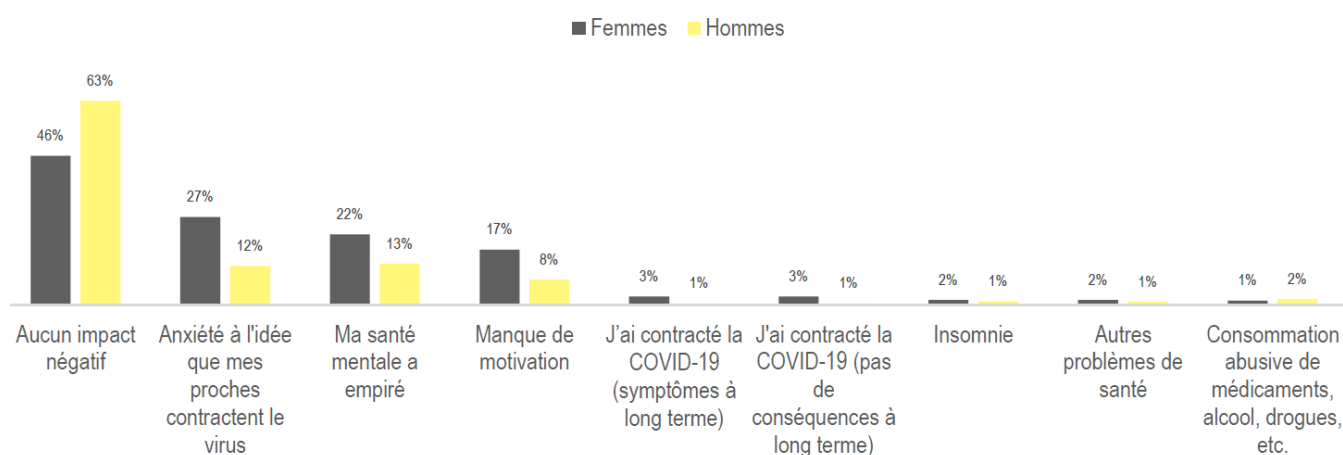
⁶⁹ A. McKeever: «COVID-19 surpasses 1918 flu as deadliest pandemic in U.S. history».

1 620 répondants: 156 en Allemagne, 251 en France, 102 en Italie, 203 en Arabie saoudite, 74 au Koweït, 268 au Qatar, 145 aux ÉAU, 301 au Canada, 120 aux États-Unis.

Par rapport aux hommes interviewés, les femmes participant à cette étude ont déclaré en nombre relativement supérieur avoir connu des problèmes de santé physique et mentale.

Parmi les répondants, le pourcentage des femmes concernées par un état anxieux lié à la santé de leurs proches depuis le début de la crise (27 %) est plus de deux fois supérieur à celui des hommes déclarant être dans la même situation (12 %). Le pourcentage de femmes affirmant que leur santé mentale a empiré est presque deux fois supérieur (22 %) à celui des hommes (13 %).

Figure 13: Impact sur l'état de santé selon le genre⁷⁰



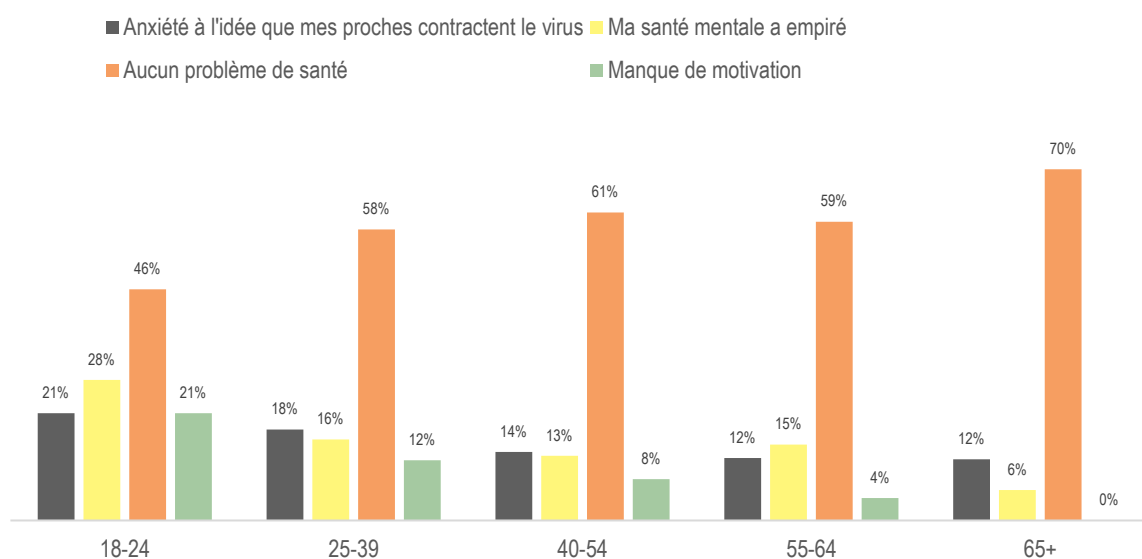
1 626 répondants: 443 de genre féminin, 1183 de genre masculin.

L'analyse par tranche d'âge montre que **les répondants de la tranche 18-24 ans ont été affectés de manière plus importante que les répondants plus âgés**. Les répondants de ce groupe d'âge sont en proportion les moins nombreux à déclarer n'avoir aucun problème de santé (46 %), suivis par les répondants de la tranche 25-39 ans (58 %) et progressivement par les répondants plus âgés. De même, les répondants de la tranche 18-24 ans sont les plus nombreux à affirmer que leur santé mentale a empiré (28 %). D'autres sources⁷¹ soulignent également que, depuis le début de la crise, les jeunes ont particulièrement souffert pendant les longues périodes de confinement, au point d'être plus susceptibles de développer des formes de dépression ou d'anxiété et de consommer abusivement de l'alcool ou des substances stupéfiantes pour faire face à leur détresse. Le fait qu'ils aient été plus durement frappés par des pertes de salaire et d'emploi que les travailleurs plus âgés pourrait également peser sur leur état de santé ou leur capacité de payer les frais médicaux. De plus, les répondants les plus jeunes s'étant installés dans le pays de résidence depuis moins longtemps que les plus âgés, ils risquent de disposer d'un réseau de soutien plus limité.

⁷⁰ La réponse fournie par la seule personne ne s'identifiant ni au genre masculin ni au genre féminin était: «aucun impact négatif».

⁷¹ Voir par exemple: W. Haseltine: «[Young People Hit Hardest By Loneliness And Depression During Covid-19](#)», *Forbes*, 13 avril 2021.

Figure 14: Impact sur l'état de santé selon la tranche d'âge



n=1 627 répondants: 61 de la tranche 18-24 ans, 921 de la tranche 25-39 ans, 499 de la tranche 40-54 ans, 113 de la tranche 55-64 ans et 33 âgés de 65 ans et plus.

Discrimination envers les répondants TRE

La crise de la COVID-19 a produit une aggravation des pratiques discriminatoires à l'encontre des personnes étrangères, soit qu'elles sont perçues comme étant porteuses du virus⁷², soit pour protéger l'emploi des travailleurs nationaux ou leur accorder la priorité d'accès aux mesures de soutien financier⁷³. **Plus d'un tiers des 42 TRE interviewés pendant la deuxième phase de la collecte de données ont déclaré se sentir plus exposés à l'impact de la crise en tant qu'étrangers ou, dans une moindre mesure, du fait de leur nationalité tunisienne.**

Impact de la COVID-19 sur la situation professionnelle des travailleurs migrants

Les travailleurs migrants sont plus vulnérables aux effets des crises économiques sur l'emploi⁷⁴. F. Fasani et J. Mazza ont analysé trois facteurs expliquant que les personnes migrantes présentent un potentiel de vulnérabilité accru depuis le début de la COVID-19, par rapport aux travailleurs nationaux: (1) la faible rémunération des secteurs d'emploi dans lesquels ils ont travaillé majoritairement, (2) les contrats de travail de courte durée et (3) l'emploi dans des secteurs qui ne permettent pas d'effectuer du télétravail⁷⁵. À ces facteurs s'ajoutent une tendance plus élevée à travailler dans l'informalité et l'accès limité aux prestations de protection sociale. En outre, la structure et le fonctionnement du marché de l'emploi du pays de résidence peuvent contribuer à exacerber ce potentiel de vulnérabilité. Dans la région du Golfe, par exemple, où la main-d'œuvre est largement d'origine étrangère⁷⁶, la pandémie a révélé les limites et les inégalités de la «Kafala», un système de gestion des relations entre employeurs et

⁷² K. Jacobsen et C. Simpson: «[Refugees tell stories of problems – and unity – in facing the coronavirus](#)», *The Conversation*, 30 avril 2020; OIM: *COVID-19 Analytical Snapshot #29: Stigmatization and Discrimination*.

⁷³ S. Castelier: «[Coronavirus Exposes the Epic Moral Failure of Gulf States](#)», *Haaretz*, 30 juillet 2020.

⁷⁴ F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*.

⁷⁵ F. Fasani et J. Mazza: *A Vulnerable Workforce: Migrant Workers in the COVID-19 Pandemic*.

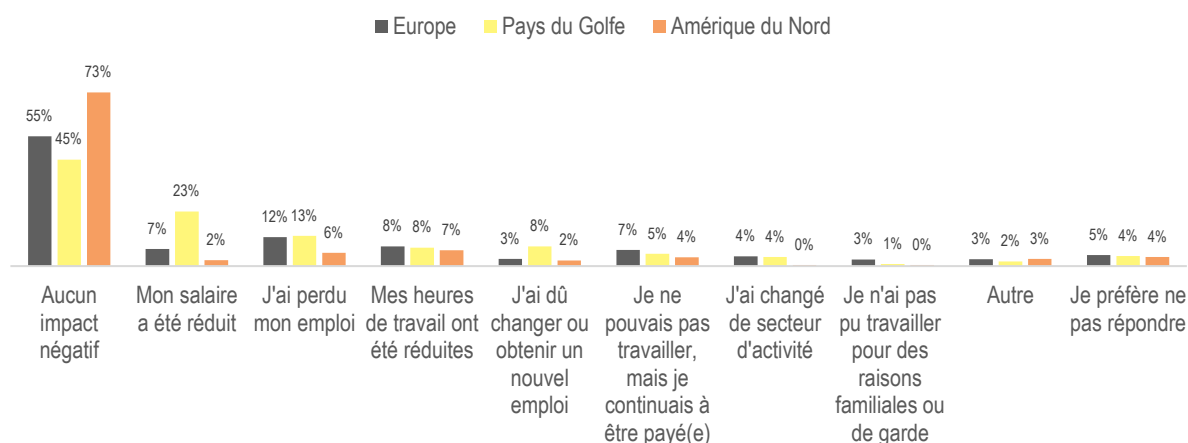
⁷⁶ Au Qatar, plus de 80 % de la main-d'œuvre est d'origine étrangère.

travailleurs migrants qui peut être très défavorable à ces derniers⁷⁷. Le système de la «Kafala», visant à encourager la présence temporaire de personnes étrangères sur le territoire national, rend de facto les employeurs des «agences exécutives» du système national d'immigration⁷⁸ responsables de la sponsorship, du recrutement et du rapatriement des travailleurs selon les besoins de l'employeur. Dans un contexte de difficultés économiques et de restrictions à la mobilité dictées par la pandémie, beaucoup de travailleurs, à tous les niveaux de qualification, ont été renvoyés. D'autres ont été rapatriés ou se sont trouvés bloqués dans le pays de résidence avec un accès extrêmement limité aux mesures de protection sociale⁷⁹.

Impact de la COVID-19 sur la situation professionnelle des répondants TRE

La réduction du salaire, la perte d'emploi et la réduction des heures de travail sont les problèmes liés à la situation professionnelle les plus communément rapportés dans les trois régions cibles. Les répondants les plus affectés par une réduction du salaire sont les répondants résidant dans les pays du Golfe (23 %) et en particulier au Koweït (26 %). Les TRE dans les pays du Golfe ont indiqué également avoir dû changer d'emploi plus que les autres répondants. Ces résultats sont confirmés par l'actualité sur les baisses salariales et les renvois imposés par le secteur privé dans les pays du Golfe⁸⁰. Au contraire, les répondants résidant en Amérique du Nord sont les moins affectés, 73 % d'entre eux ayant indiqué que leur situation professionnelle n'avait pas connu aucun impact négatif à cause de la crise de la COVID-19.

Figure 15: Impact sur la situation professionnelle selon la région de résidence



1 620 répondants: 509 en Europe, 690 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

Les répondants ayant déclaré avoir été affectés par des pertes d'emploi sont le plus nombreux en Italie (21 %). Ceci pourrait être expliqué par le fait que les travailleurs tunisiens employés en Italie sont généralement moins qualifiés que dans les autres pays de destination. Ils sont ainsi susceptibles d'avoir une situation contractuelle précaire ou de travailler dans des secteurs d'emploi déjà particulièrement affaiblis par la crise⁸¹. **Les répondants des pays du Golfe ont été affectés d'une manière plus importante par des pertes salariales** (26 % des répondants au Koweït, 24 % au Qatar, 23 % aux ÉAU et 19 % en Arabie saoudite).

⁷⁷ M. Hvidt: *Highly Skilled Migrants. How and how much do they contribute to the economic development of the Arab Gulf countries?*, Center for Melleløststudier, 2016.

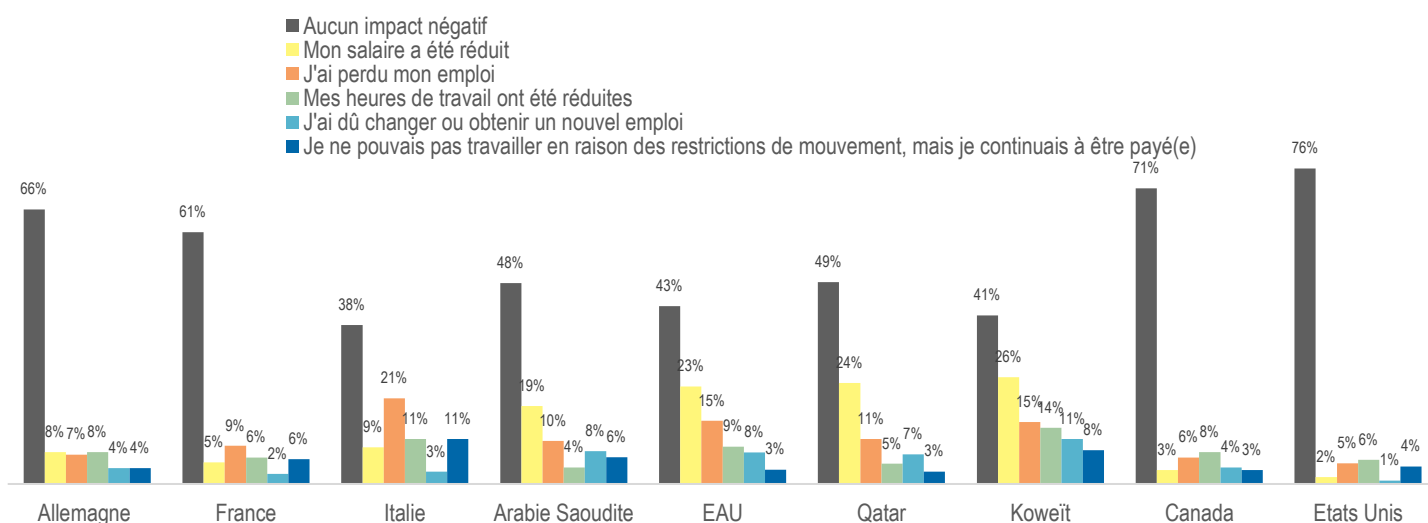
⁷⁸ M. Hvidt: *Highly Skilled Migrants*.

⁷⁹ Z. Bar'el: «[Foreign Workers, Rich and Poor, Sent Packing From Gulf States Over Coronavirus Crisis](#)», Haaretz, 26 juin 2020.

⁸⁰ S. Castelner: «[Gulf migrant workers face crisis of unpaid wages amid pandemic](#)», *Al-Monitor*, 10 août 2020.

⁸¹: «[Italy loses almost one million jobs in a year to the coronavirus crisis](#)», *The Local*, 6 avril 2021.

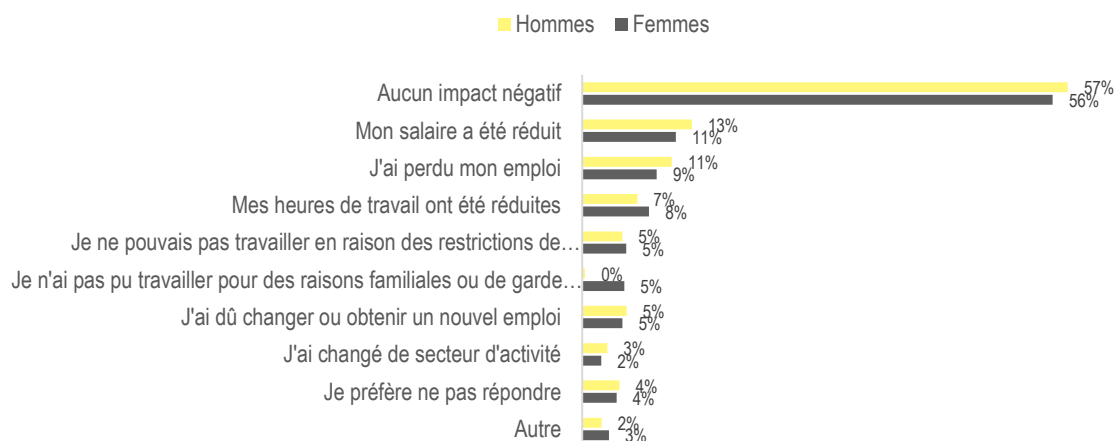
Figure 16: Impact sur la situation professionnelle. Focus sur les trois réponses les plus rapportées selon le pays de résidence



1 620 répondants: 156 en Allemagne, 251 en France, 102 en Italie, 203 en Arabie saoudite, 74 au Koweït, 268 au Qatar, 145 aux ÉAU, 301 au Canada, 120 aux États-Unis.

La situation professionnelle des répondants dans cette enquête diffère peu entre les hommes et les femmes. La différence plus prononcée concerne, néanmoins, la répartition du travail de soins. **Une minorité de 5 % des femmes interviewées ont déclaré ne pas pouvoir effectuer un travail salarié, étant occupées par un travail de soins non rémunéré (garde d'enfants ou d'autres composants de la famille), tandis qu'aucun des hommes interviewés n'a affirmé rencontrer ce type d'obstacle.**

Figure 17: Impact sur la situation professionnelle selon le genre⁸²



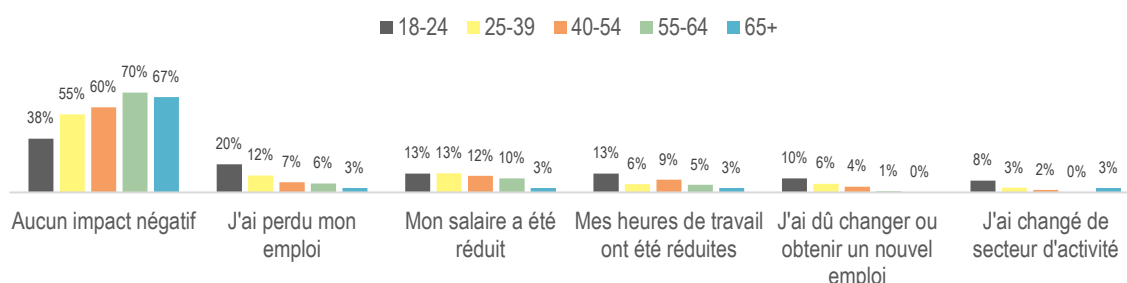
1 626 répondants: 1183 de genre masculin, 443 de genre féminin.

Confrontés à des difficultés d'insertion dans le marché du travail et surreprésentés dans les secteurs économiques les plus affectés par la crise, les jeunes font partie des groupes les plus

⁸² La réponse du répondant de genre autre est: «Mes heures de travail ont été réduites». Elle a été omise car, exprimée en pourcentage, elle aurait pu mener à des interprétations erronées.

pénalisés par la crise économique⁸³. Conformément à ce constat, dans cette enquête, **ce sont les répondants les plus jeunes (18-24 ans) qui ont majoritairement perdu leur emploi (20 %) ou connu une réduction salariale (13 %) et de leurs heures de travail (13 %), par rapport aux répondants appartenant aux autres groupes d'âge.**

Figure 18: Impact sur la situation professionnelle. Focus sur les cinq réponses les plus rapportées selon la tranche d'âge



1 627 répondants: 61 de la tranche 18-24 ans, 921 de la tranche 25-39 ans, 499 de la tranche 40-54 ans, 113 de la tranche 55-64 ans et 33 âgés de 65 ans et plus.

Impact de la COVID-19 sur le logement et la situation administrative des travailleurs migrants

Les problèmes de logement peuvent être un facteur aggravant de l'impact de la crise sur les personnes migrantes⁸⁴. Disposant souvent de revenus plus modestes et d'un réseau de soutien plus limité, les personnes migrantes sont plus susceptibles de vivre dans des logements inadéquats, surpeuplés, ou d'être sans-abri que les ressortissants nationaux⁸⁵. Dans un contexte de crise qui a forcé à l'isolement et provoqué une réduction généralisée des salaires et de l'emploi, de nombreuses personnes se sont retrouvées à la rue ou ont dû changer de logement⁸⁶.

La crise de la COVID-19 a également fragilisé la situation administrative de nombreuses personnes migrantes et par conséquent affecté leur possibilité d'exercer d'autres droits dans leur lieu de résidence. En réponse à la pandémie, les administrations publiques ont dû réduire les interactions avec le public. Cela a eu des retombées sur le traitement des demandes et le renouvellement des visas et des permis de séjour (délais allongés, procédures suspendues). Certaines administrations ont préféré concentrer leurs efforts sur un nombre réduit de demandes de titres de séjour, d'autres ont opté pour la dématérialisation des services. Certains pays ont choisi le renouvellement automatique de tous les titres de séjour ou ont adopté des mesures exceptionnelles pour les travailleurs employés dans les secteurs essentiels⁸⁷.

⁸³ E. Gould et M. Kassa: «[Young workers hit hard by the COVID-19 economy](#)», Economic Policy Institute, 14 octobre 2020; OCDE: «[Young people and women hit hard by jobs crisis](#)», 18 décembre 2020.

⁸⁴ OMS: *Apart Together survey*.

⁸⁵ K. Hermans et al.: «[Migration and Homelessness: Measuring the Intersections](#)», *European Journal of Homelessness*, vol. 14; n° 3, 2020.

⁸⁶ M. Sainato: «[I'm Not Sure Where We Go From Here': Pandemic Fuels Rise In US Homelessness](#)», *The Guardian*, 25 mars 2021; C. Bersch: «[Migrant Workers Face Homelessness In The United Arab Emirates](#)», *The Bergen Project*, 20 décembre 2021.

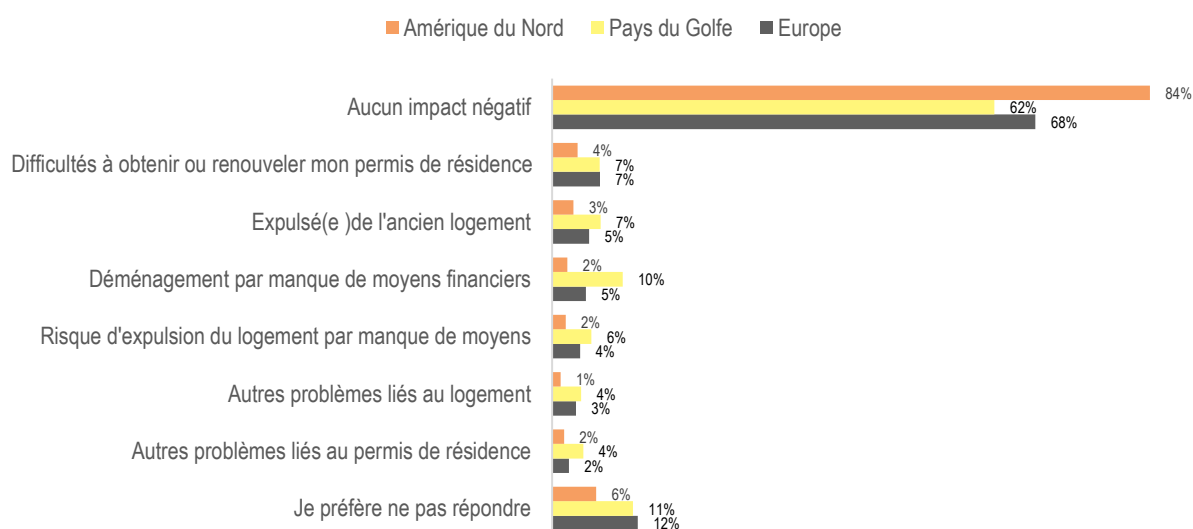
⁸⁷ Réseau européen des migration et OCDE: *Inform # 1 – EU and OECD member states responses to managing residence permits and migrant unemployment during the COVID-19 pandemic*; PICUM: *Non-exhaustive overview of European government measures impacting undocumented migrants taken in the context of COVID-19*, 2020.

Impact de la COVID-19 sur le logement des répondants TRE

La proportion la plus importante de répondants ayant connu des problèmes liés au logement depuis le début de la crise réside dans les pays du Golfe. De nombreux travailleurs de la région sont poussés à vivre dans des logements surpeuplés à cause des loyers très élevés. Cette situation, identifiée comme un facteur facilitant la propagation du virus, est susceptible d'être exacerbée par les pertes de revenus ou d'emploi illustrées dans les sections précédentes⁸⁸. En effet, les répondants de cette région sont ceux qui ont le plus souvent déclaré avoir été expulsés (7 %) ou avoir dû déménager car ils étaient incapables de payer le loyer (10 %).

Au contraire, une large majorité des répondants résidant en Amérique du Nord (84 %) et en Europe (68 %) ont affirmé que leur situation de logement n'avait aucunement été affectée par la crise.

Figure 19: Impact sur la situation administrative et le logement selon la région de résidence

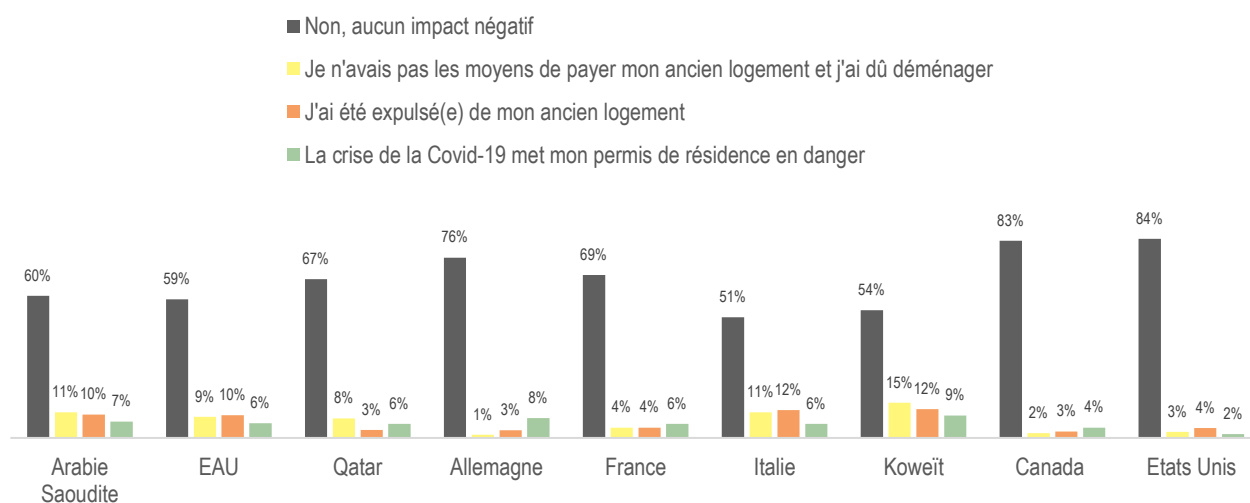


1 620 répondants: 509 en Europe, 690 dans les pays du Golfe et 421 en Amérique du Nord.

Les répondants dans les pays du Golfe et en Italie ont déclaré avoir connu des problèmes liés à leur situation administrative et à leur logement dans une proportion plus importante que les répondants des autres pays cibles. Un petit nombre de répondants au Koweït (15 %), en Italie (11 %), en Arabie saoudite (11 %) et aux ÉAU (10 %) ont déclaré ne pas avoir eu les moyens de payer leurs loyers. Au Koweït (12 %), en Italie (12 %), aux ÉAU (10 %) et en Arabie saoudite (10 %), des minorités de répondants ont également affirmé avoir été expulsés de leur logement. **En revanche, des proportions très importantes de répondants aux États-Unis (84 %), au Canada (83 %) et en Allemagne (76 %) ont déclaré que leurs situations administrative et relative au logement n'avaient pas empiré depuis le début de la crise.**

⁸⁸ A. Cornwell: «Gulf's migrant workers left stranded and struggling by coronavirus outbreak», *Reuters*, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-gulf-workers-idUSKCN21W1O8>

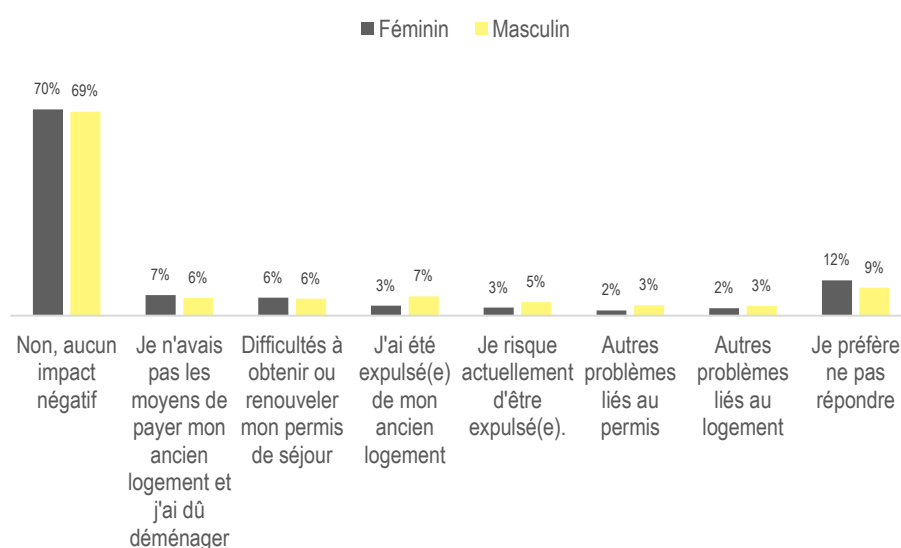
Figure 20: Impact sur la situation administrative et le logement selon le pays de résidence. Focus sur les quatre réponses les plus données



1 620 répondants: 156 en Allemagne, 251 en France, 102 en Italie, 203 en Arabie saoudite, 74 au Koweït, 268 au Qatar, 145 aux ÉAU, 301 au Canada, 120 aux États-Unis

Les hommes participant à cette enquête ont affirmé avoir été expulsés (7 %) ou courir le risque d'être expulsés de leur logement (5 %) dans une proportion légèrement supérieure à celle des femmes interviewées (3 %).

Figure 21: Impact sur la situation administrative et le logement selon le genre



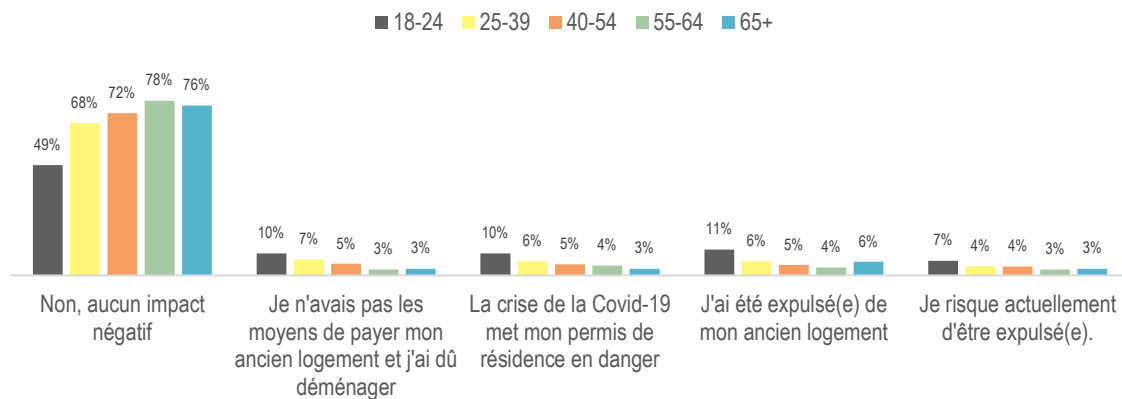
1 626 répondants: 443 de genre féminin et 1183 de genre masculin⁸⁹.

Les répondants de la tranche d'âge 18-24 ans s'avèrent particulièrement susceptibles de rencontrer des problèmes liés au logement. Par rapport aux travailleurs TRE appartenant aux autres tranches d'âge, les répondants de la tranche 18-24 ans ont déclaré avoir été expulsés de

⁸⁹ Le répondant ne s'identifiant ni au genre féminin ni au genre masculin a été omis pour éviter toute généralisation erronée.

leur logement (11 %) ou ne pas avoir eu les moyens de le payer (10 %) dans des proportions plus importantes.

Figure 22: Impact sur la situation administrative et le logement selon la tranche d'âge. Focus sur les cinq réponses les plus données



1 627 répondants: 61 de la tranche 18-24 ans, 921 de la tranche 25-39 ans, 499 de la tranche 40-54 ans, 113 de la tranche 55-64 ans et 33 âgés de 65 ans et plus.

Impact de la COVID-19 sur la situation administrative des répondants TRE

7 % des répondants résidant en Europe et dans les pays du Golfe ont rencontré des problèmes pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour. Les répondants au Koweït (9 %) et en Allemagne (8 %) dépassent légèrement ce taux de réponse moyen. **Il s'agit d'hommes et de femmes en proportion égale (6 %), avec un taux de réponse plus élevé chez les jeunes de la tranche 18-24 ans (10 %).**

► Impact de la COVID-19 sur les revenus et l'épargne

Ce chapitre explore comment la crise de la COVID-19 a affecté les niveaux de revenus et d'épargne des répondants TRE.

La crise de la COVID-19 n'a pas seulement renforcé les inégalités socio-économiques déjà existantes, elle a amplifié l'écart entre les personnes les plus fortunées et les personnes les plus démunies. Selon Oxfam, les 1 000 premiers milliardaires du monde ont récupéré les pertes infligées par la crise économique en neuf mois, depuis le début de la pandémie, tandis qu'il faudra plus d'une décennie pour que les personnes les plus pauvres puissent revenir aux conditions économiques précédant la crise⁹⁰.

Une consommation de biens et services plus modeste, l'adoption de mesures de relance budgétaire et l'augmentation de la richesse chez les plus fortunés ont permis d'enregistrer à grande échelle un niveau d'épargne exceptionnel. En revanche, les personnes disposant de revenus modeste ont dû puiser dans leurs économies ou ont pu trouver de l'aide dans les mesures gouvernementales de soutien aux revenus lorsqu'elles étaient disponibles.

Impact de la COVID-19 sur les revenus des répondants TRE

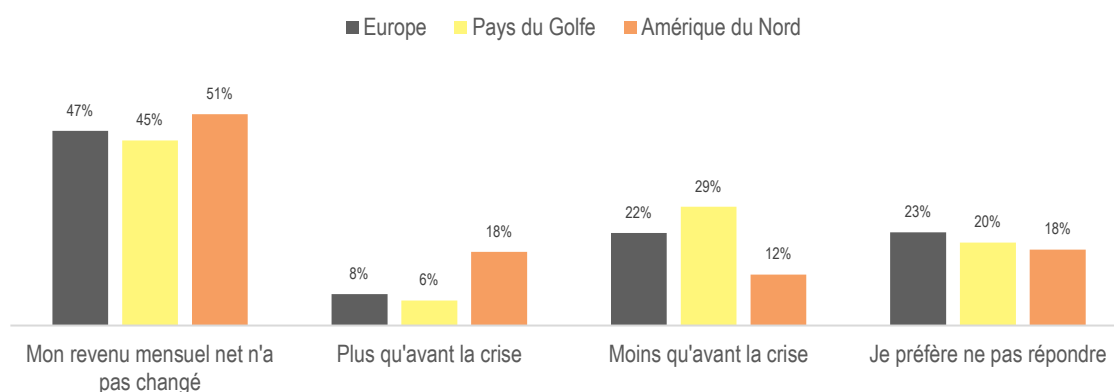
Près d'un tiers des répondants résidant en Europe (29 %), 22 % des répondants des pays du Golfe et 12 % de ceux d'Amérique du Nord ont dit percevoir des revenus plus faibles depuis le début de la crise. À titre indicatif, ces répondants sont essentiellement employés dans les secteurs de l'industrie alimentaire, de l'industrie chimique et de la construction⁹¹.

Dans les trois régions, **une minorité des répondants déclarent percevoir des revenus supérieurs depuis le début de la crise.** Ils travaillent surtout dans les secteurs de la santé, des services financiers et de la recherche et de l'innovation. Le pourcentage le plus élevé de répondants percevant des revenus plus importants est de 18 %, en Amérique du Nord. Les proportions sont plus faibles en Europe (8 %) et dans les pays du Golfe (6 %).

⁹⁰ E. Berkhout et al.: [The Inequality Virus: Bringing together a world torn apart by coronavirus through a fair, just and sustainable economy](#), Oxfam, 2021.

⁹¹ Les secteurs de l'agriculture et des services publics de distribution figurent parmi les cinq réponses les plus données, mais ont été omis car mentionnés par un nombre de répondants inférieur à 20.

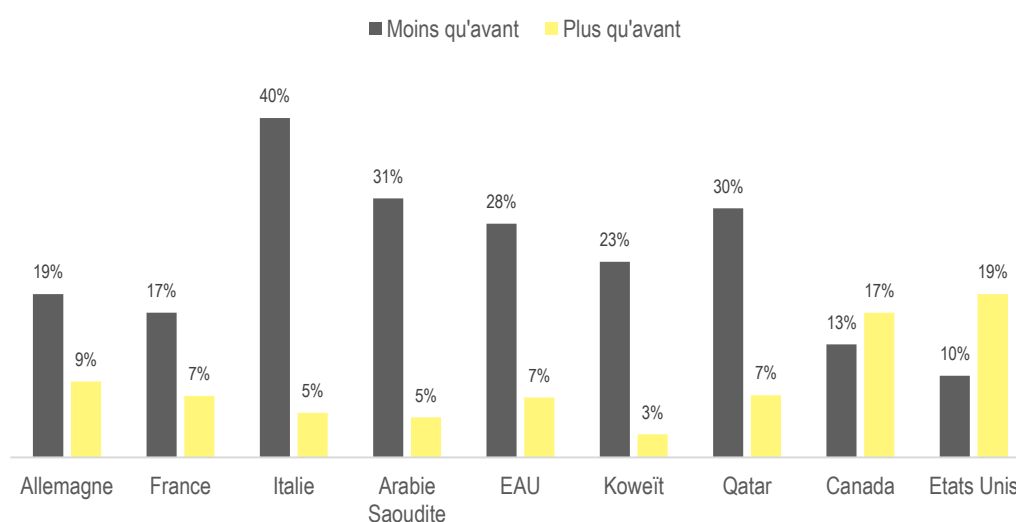
Figure 23: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon la région de résidence



1 508: répondants: 470 en Europe, 658 dans les pays du Golfe et 380 en Amérique du Nord.

En Amérique du Nord, le pourcentage de répondants qui perçoivent des revenus plus importants depuis le début de la crise (18 %) est supérieur à celui des répondants dont le niveau de revenus a baissé depuis le début de la crise (12 %).

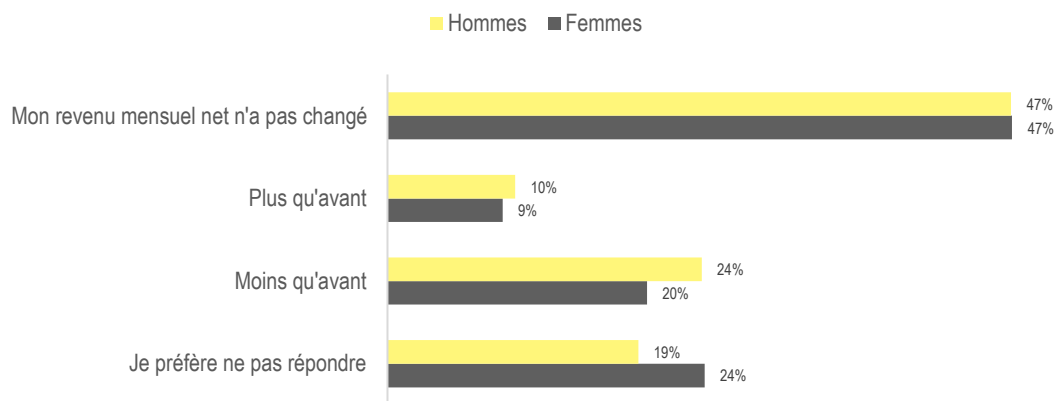
Figure 24: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon le pays de résidence. Focus sur deux réponses



1 507 répondants: 188 en Arabie saoudite, 267 au Canada, 144 en Allemagne, 140 aux ÉAU, 232 en France, 73 en Italie, Koweït, 256 au Qatar et 113 aux États-Unis.

Les hommes interviewés déclarant une baisse de leurs revenus depuis le début de la crise (24 %) sont légèrement plus nombreux que les femmes interviewées (20 %). Ceux qui ont déclaré percevoir des revenus supérieurs (10 %) sont, néanmoins, légèrement plus nombreux que les femmes participant à l'enquête (9 %).

Figure 25: Niveau de revenus depuis le début de la crise selon le genre

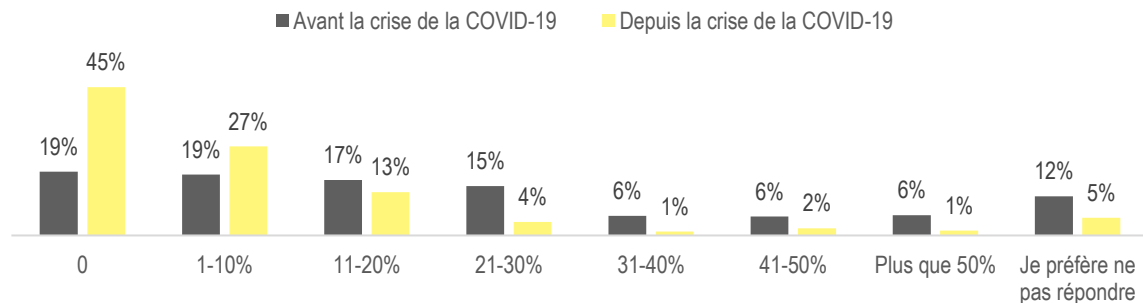


1 507 répondants: 411 femmes et 1102 hommes.

Impact de la COVID-19 sur l'épargne des répondants TRE

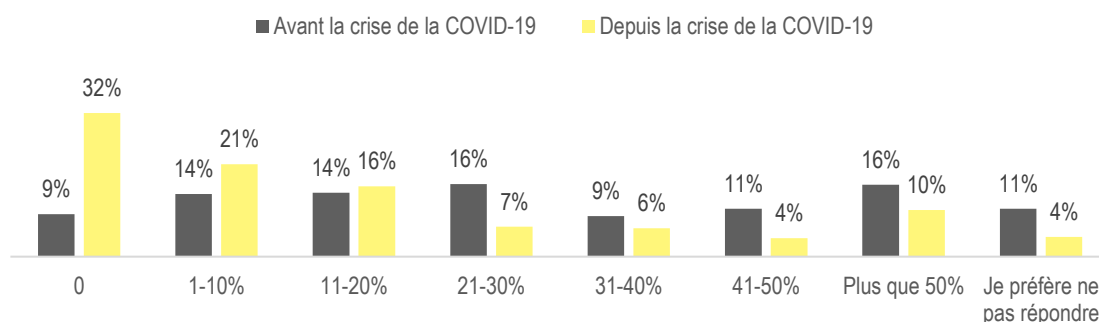
Les résultats de l'enquête montrent que la proportion de personnes qui ne sont pas en mesure d'épargner est en augmentation dans toutes les régions. Depuis le début de la crise, cette proportion a augmenté de 26 % en Europe, de 23 % dans les pays du Golfe et de 22 % en Amérique du Nord. Les trois secteurs d'emploi principaux des répondants ayant connu une baisse de leur capacité d'épargne sont: l'hôtellerie et la restauration, l'industrie mécanique et électronique et le domaine des transports.

Figure 26: Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)



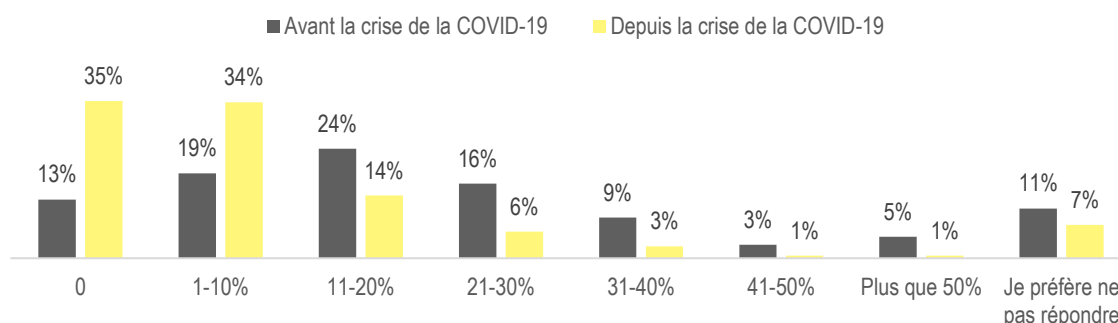
484 répondants avant la crise, 477 depuis la crise.

Figure 27: Proportion de l'épargne sur les revenus nets dans les pays du Golfe (avant et depuis la crise)



676 répondants avant la crise, 671 depuis la crise.

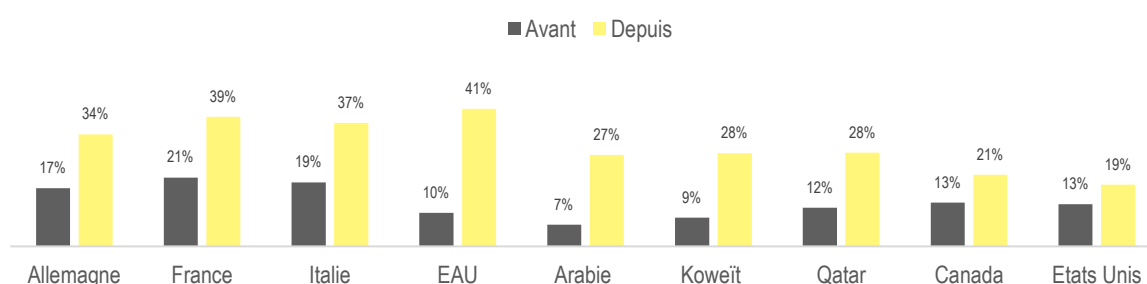
Figure 28: Proportion de l'épargne sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)



421 répondants avant la crise, 392 depuis la crise.

Les résultats de l'enquête confirment une tendance à l'augmentation des inégalités socio-économiques. D'une part, la proportion de répondants qui ne sont pas en mesure d'épargner a augmenté d'une manière importante parmi les répondants aux ÉAU (+ 31 %), en Arabie saoudite (+ 21 %), au Koweït (+ 19 %), en France et en Italie (+ 18 %). D'autre part, la proportion de répondants capables d'épargner plus de 50 % de leurs revenus est restée stable au Canada, en France et en Italie ou a subi une très faible contraction en Allemagne, au Koweït et aux États-Unis (- 1 %).

Figure 29: Focus sur la variation de la proportion de répondants n'épargnant rien de leurs revenus (avant et depuis la crise)



1 560 répondants avant la crise: 143 en Allemagne, 242 en France, 99 en Italie, 139 aux ÉAU, 199 en Arabie saoudite, 70 au Koweït, 267 au Qatar, 290 au Canada et 111 aux États-Unis;

42 ► Impact de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens résidant à l'étranger

1 539 répondants depuis la crise:140 en Allemagne, 237 en France, 100 en Italie, 138 aux ÉAU, 197 en Arabie saoudite, 68 au Koweït, 267 au Qatar, 284 au Canada et 108 aux États-Unis.

La proportion de répondants qui ne sont pas en mesure d'épargner a augmenté d'une manière légèrement plus importante chez les femmes (+ 18 %) que chez les hommes (+ 16 %) participant à cette enquête.

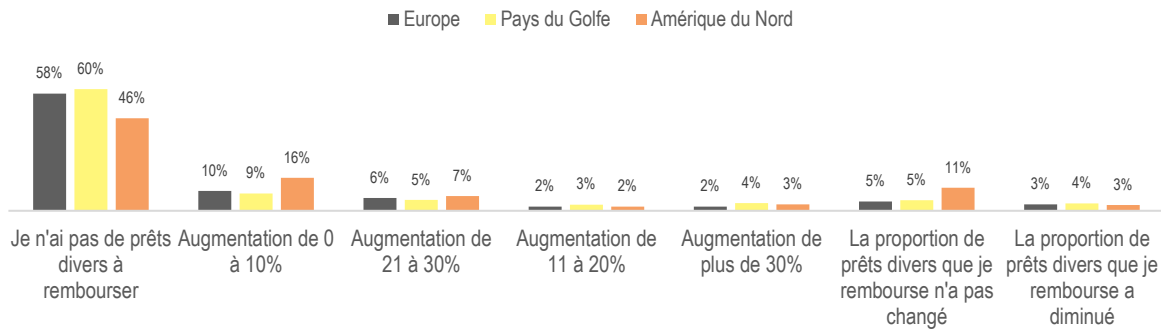
Tableau 2: Variation dans la capacité d'épargne nette selon le genre

	0	0-10 %	11-20 %	21-30 %	31-40 %	41-50 %	+ 50 %	Je préfère ne pas répondre
Femmes	+ 18 %	- 2 %	- 8 %	- 2 %	-2 %	0 %	- 3 %	- 1 %
Hommes	+ 16 %	+ 2 %	- 5 %	- 7 %	- 1 %	- 3 %	- 2 %	0 %
Autre	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %

Impact de la COVID-19 sur les prêts divers des répondants TRE

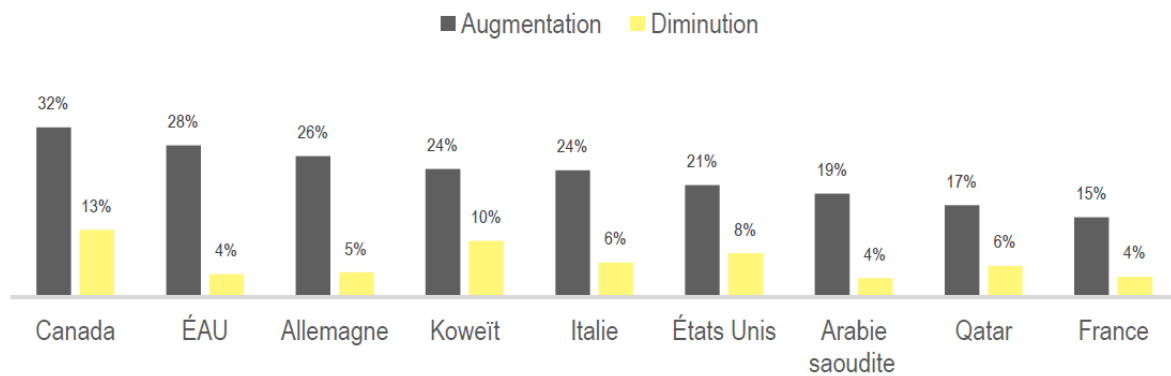
Dans chacune des régions de résidence, une minorité de répondants ont affirmé que la proportion de prêts divers à rembourser sur le total de leurs revenus nets a augmenté depuis le début de la crise. L'Amérique du Nord est la région qui présente le pourcentage le plus élevé (28 %), suivie par les pays du Golfe (21 %) et l'Europe (20 %).

Figure 30: Proportion de prêts divers sur le total des revenus nets (depuis le début de la crise)



1 537 répondants, dont 480 en Europe, 663 dans les pays du Golfe et 388 en Amérique du Nord.

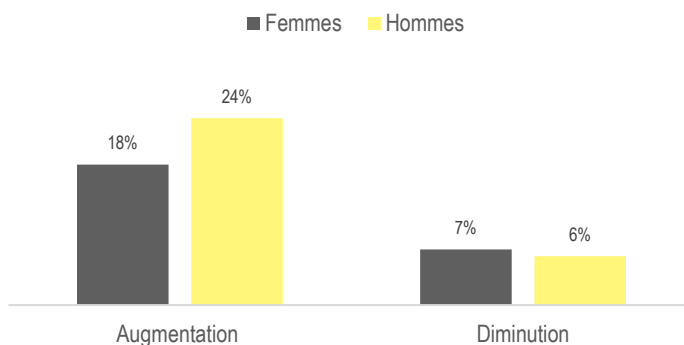
Figure 31: Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets selon le pays de résidence (depuis le début de la crise)



1 530 répondants: 278 au Canada, 141 aux ÉAU, 152 en Allemagne, 67 au Koweït, 93 en Italie, 110 aux États-Unis, 197 en Arabie saoudite, 257 au Qatar et 235 en France.

Dans cette enquête, le pourcentage d'hommes déclarant une augmentation des prêts divers à rembourser (24 %) est plus élevé que celui des femmes dans la même situation (18 %).

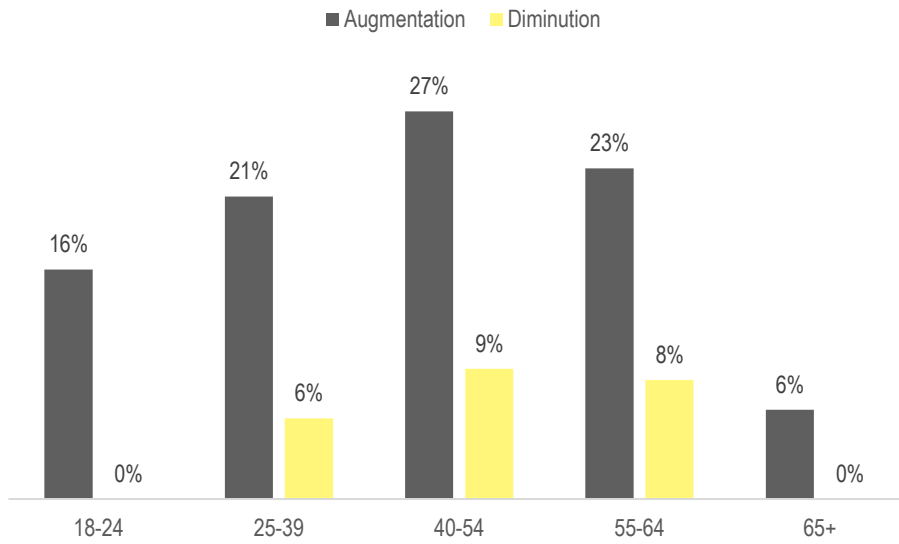
Figure 32: Proportion cumulative de prêts divers sur le total des revenus nets selon le genre (depuis le début de la crise)



1529 répondants, 416 de genre féminin, 1120 de genre masculin.

Parmi tous les répondants, seuls ceux de la tranche 18-24 ans et ceux de 65 ans et plus n'ont connu aucune diminution de leurs divers prêts à rembourser.

Figure 33: Proportion cumulative des prêts divers sur le total des revenus nets selon la tranche d'âge (depuis le début de la crise)



► Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds des TRE

Ce chapitre porte sur la variation de la capacité de remise de fonds des répondants à l'enquête depuis le début de la pandémie.

En avril 2020, la Banque mondiale avait prévu que les transferts de fonds au niveau global se réduiraient d'environ 20 %, la baisse la plus conséquente de l'histoire⁹². Cette prévision, découlant d'une évaluation de l'impact des baisses de salaires et de l'emploi liées à la pandémie, a pourtant été démentie par la réalité des recettes envoyées pendant l'année 2020, ainsi que par les prévisions pour l'année 2021. Le volume des fonds envoyés en 2020 au niveau global a, en effet, atteint à deux points de pourcentage près le volume record de 2019. En termes régionaux, en 2020, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont enregistré une augmentation de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Dans la même région, pour l'année 2021, la Banque mondiale prévoit une augmentation de 2,6 % malgré la reprise économique modérée en Europe et la baisse de l'immigration dans les pays du Golfe⁹³.

Impact de la COVID-19 sur les transferts de fonds effectués par les répondants TRE

En 2020, la Tunisie a reçu plus de 2,367 millions de dollars de remises de fonds, ce qui représente une augmentation de 2,5 % par rapport à l'année précédente⁹⁴. Pour l'année 2021, la tendance semble rester à la hausse⁹⁵.

Les réponses des participants à cette enquête montrent que plus de la moitié des répondants continuaient à envoyer des fonds en Tunisie (57 %) au moment de la collecte de données, surtout pour soutenir leurs proches et, dans une moindre mesure, pour appuyer des projets d'investissement en Tunisie.

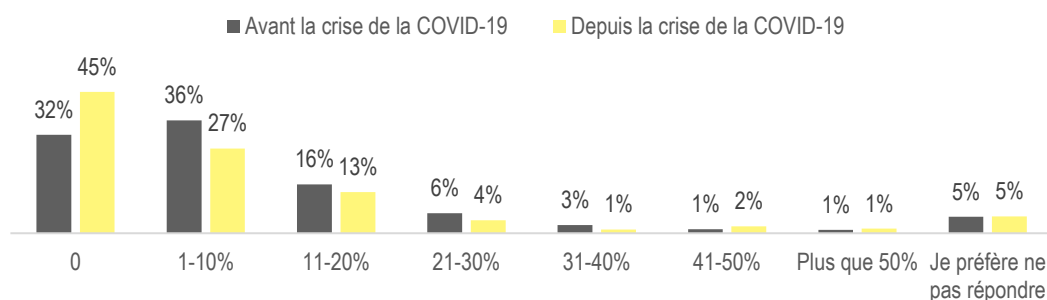
⁹² Banque mondiale: «[World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History](#)», communiqué de presse du 22 avril 2020.

⁹³ Banque mondiale: «[Defying Predictions, Remittance Flows Remain Strong During COVID-19 Crisis](#)», communiqué de presse du 12 mai 2021.

⁹⁴ Banque mondiale: «[Defying Predictions, Remittance Flows Remain Strong During COVID-19 Crisis](#)».

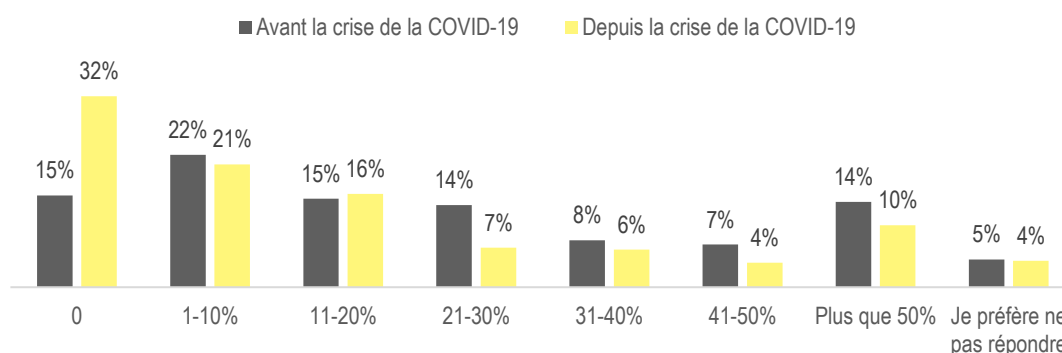
⁹⁵ «[Banque Mondiale, hausse de 15,2 % des envois de fonds dans le Maghreb](#)», *L'Économiste maghrébin*, 22 novembre 2021.

Figure 34: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Europe (avant et depuis la crise)



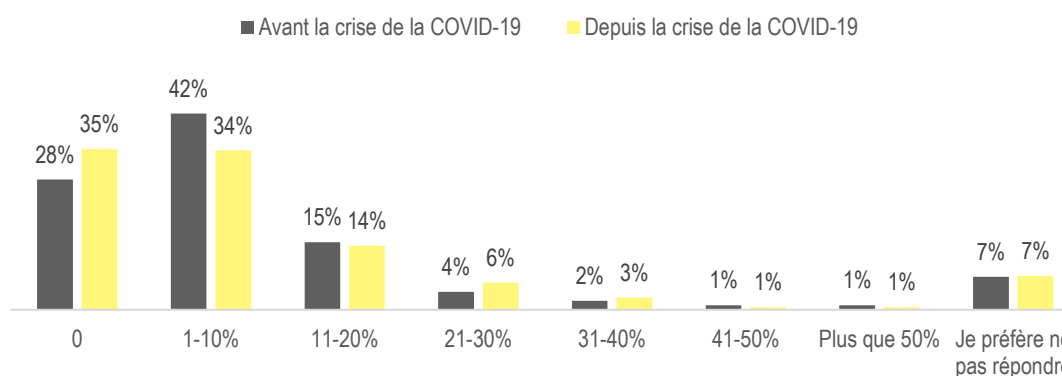
377 répondants avant la crise, 409 depuis la crise.

Figure 35: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets dans les pays du Golfe (avant et depuis la crise)



560 répondants avant la crise, 588 depuis la crise.

Figure 36: Proportion des transferts de fonds sur les revenus nets en Amérique du Nord (avant et depuis la crise)



309 répondants avant la crise, 340 depuis la crise.

La proportion de répondants qui ne sont pas en mesure de transférer des fonds a augmenté dans toutes les régions cibles et surtout dans les pays du Golfe. Cependant, la proportion très minoritaire de répondants qui transféraient plus de 30 ou 40 % de leurs revenus nets est restée constante ou a légèrement augmenté dans toutes les régions, sauf dans les pays du Golfe. De ce résultat découlent deux considérations. Premièrement, on constate que même

des sujets les moins vulnérables en termes d'emploi et de qualifications⁹⁶ ont souffert d'une baisse de revenus et ont vu leur capacité de remise de fonds diminuer. Deuxièmement, on retrouve ici **la tendance à la polarisation et au renforcement des inégalités identifiées dans les sections précédentes sur les revenus et l'épargne: ce sont les répondants qui transféraient une plus petite partie de leur salaire (0-20 %) qui ont été les plus affectés par la crise socio-économique.**

Les répondants aux États-Unis (-1%) présentent la réduction la plus faible en termes de capacité d'envoi des fonds. Celle-ci demeure stable et augmente même d'1% chez les répondants envoyant entre 11 et 20% et entre 31 et 40% de leur salaire. Ils sont suivis par les répondants en France qui enregistre une augmentation de 1% chez les répondants qui envoient plus de 50% de leur salaire. **Les répondants déclarant la contraction la plus forte dans leur capacité d'envoyer des fonds résident en Italie (-31%).** Ce résultat est cohérent avec les problèmes de pertes d'emplois et les difficultés sur le plan socio-économique mentionnées par les répondants résidant en Italie dans les sections précédentes.

Figure 37: Variation dans la proportion des transferts de fonds sur les revenus nets selon les pays de résidence (avant et depuis la crise)

Pays cibles	0 %	1-10 %	11-20 %	21-30 %	31-40 %	41-50 %	+50 %	Je préfère ne pas répondre
Arabie saoudite	+ 17 %	+ 4 %	0 %	- 8 %	- 2 %	- 8 %	- 3 %	0 %
ÉAU	+ 23 %	- 7 %	- 2 %	- 12 %	- 1 %	+ 1 %	- 5 %	+ 2 %
Koweït	+ 9 %	- 3 %	+ 9 %	0 %	- 7 %	- 3 %	- 3 %	- 2 %
Qatar	+ 14 %	- 2 %	+ 1 %	- 6 %	0 %	- 2 %	- 4 %	- 1 %
Allemagne	+ 11 %	- 9 %	- 1 %	- 3 %	- 2 %	+ 2 %	0 %	+ 1 %
France	+ 8 %	- 7 %	- 2 %	0 %	0 %	0 %	+ 1 %	0 %
Italie	+ 31 %	- 13 %	- 6 %	- 7 %	- 5 %	1 %	- 1 %	0 %
Canada	+ 9 %	- 11 %	- 1 %	+ 3 %	1 %	- 1 %	- 1 %	0 %
États-Unis	+ 1 %	- 1 %	+ 1 %	0 %	0 %	+ 1 %	0 %	0 %

Comment expliquer la hausse du volume global des transferts de fonds?

Les flux de transferts de fonds sont contracycliques: leur volume augmente pendant les périodes de crise⁹⁷. Selon la Banque mondiale, l'écart entre les attentes et la réalité des transferts de fonds pour les années 2020 et 2021 est dû à trois facteurs: (1) une meilleure performance économique des pays de destination que celle attendue en raison des plans de relance budgétaire, (2) l'utilisation accrue de canaux numériques pour transférer les fonds en substitution des voies informelles et (3) les changements cycliques dans les prix des hydrocarbures et des taux de change⁹⁸. On peut ajouter à cela des considérations⁹⁹ sur les différents impacts que la crise économique a eu au sein de la population migrante en fonction des profils et des ressources. Autrement dit, l'augmentation globale des transferts de fonds pourrait être le fait de personnes qui ont été moins affectées et/ou disposent de ressources plus importantes. Néanmoins, même

⁹⁶ Dans cette étude, les répondants ayant un contrat de travail stable et habitant depuis des années dans le pays de résidence sont surreprésentés.

⁹⁷ D. Bahar: «[Remittances: One more thing that economists failed at predicting during COVID-19](#)», *Brookings*, 1^{er} juillet 2021..

⁹⁸ D. Bahar: «[Remittances: One more thing that economists failed at predicting during COVID-19](#)».

⁹⁹ D. Bahar: «[Remittances: One more thing that economists failed at predicting during COVID-19](#)».

les personnes à revenus plus modestes pourraient avoir puisé dans leur épargne pour soutenir les familles et les proches dans les pays d'origine.

Les résultats de cette enquête suggèrent que l'augmentation des remises de fonds est liée aux transferts effectués par des répondants pouvant envoyer une grande partie de leur salaire en Tunisie, donc, probablement, les plus fortunés. Cette thèse est appuyée par le fait que les pays de résidence des répondants envoyant les plus grandes parties de leur salaire sont les mêmes que ceux où vivent les répondants confrontés à un impact socio-économique moindre. À l'analyse quantitative s'ajoutent les impressions des répondants lors de la deuxième phase de collecte de données: l'augmentation des transferts de fonds est surtout liée à la capacité des TRE les plus aisés d'envoyer des fonds, ainsi qu'aux mesures de relance budgétaire adoptées par les gouvernements des pays de résidence.

► Accès à la protection sociale des TRE

Ce chapitre présente les prestations sociales auxquelles les répondants avaient accès avant le début de la pandémie de COVID-19.

«La protection sociale, ou sécurité sociale, est un droit de la personne, défini comme l'ensemble des politiques et programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et vulnérabilité tout au long du cycle de vie». Les systèmes de protection sociale peuvent se fonder sur des régimes contributifs (assurance sociale) et des prestations non contributives financées par l'impôt.

Selon la convention n° 102 de l'OIT¹⁰⁰, les socles de la sécurité sociale comprennent: «les soins médicaux de santé, la sécurité des revenus, notamment pour les personnes âgées, ainsi qu'en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, d'accident du travail, de maternité ou de perte du principal soutien de famille, ainsi que pour les familles avec enfants¹⁰¹».

La convention sur les travailleurs migrants (révisée), à l'article 6, précise que tout État où la convention est en vigueur s'engage à réserver aux personnes migrantes un traitement en matière de sécurité sociale (et dans d'autres domaines) aussi favorable que celui qui est offert à ses ressortissants¹⁰². Toutefois, puisque la législation et l'octroi des prestations sociales sont en principe circonscrits au territoire national, les travailleurs migrants sont souvent discriminés dans l'accès à ces mesures sur la base de critères tels que la durée du contrat de travail, les règles sur la cotisation, la nationalité et les conditions de résidence. Bien que la protection sociale soit reconnue comme un droit de la personne, les migrants en condition irrégulière sont souvent exclus de l'accès à la plupart des prestations sociales¹⁰³¹⁰⁴.

La Tunisie a signé 13 conventions bilatérales avec des pays de destination de l'émigration de main-d'œuvre tunisienne, arrivant ainsi à couvrir presque 90 % de la population des TRE¹⁰⁵. Il s'agit de conventions signées à partir des années 1970 et 1980 et conformes aux caractéristiques

¹⁰⁰ OIT: [Convention \(n° 102\) concernant la sécurité sociale \(norme minimum\), 1952](#).

¹⁰¹ OIT: [Plus de 4 milliards de personnes ne bénéficient toujours d'aucune protection sociale](#), 1^{er} septembre 2021.

¹⁰² OIT: Convention (no 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949.

¹⁰³ K. Maddouri: *Protection sociale des travailleurs Tunisiens migrants: examen critique des dispositifs nationaux et internationaux*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2011.

¹⁰⁴ OIT: [Extending social protection to migrant workers, refugees and their families: A guide for policymakers and practitioners](#), 2021.

¹⁰⁵ OIT: *Extending social protection to migrant workers, refugees and their families*.

des flux migratoires d'une main-d'œuvre peu qualifiée, employée dans le secteur privé des pays de destination. Elles sont fondées sur les principes d'égalité de traitement et de transfert des droits liés à la sécurité sociale dans le pays de résidence¹⁰⁶.

Avec le décret n° 89-107 du 10 janvier 1989, la Tunisie a étendu la participation à son régime de sécurité sociale aux travailleurs tunisiens à l'étranger¹⁰⁷. En outre, le réseau des attachés sociaux assignés à chaque consulat et ambassade en Europe, au Canada et dans les pays arabes offre des services et des informations aux TRE en matière de protection sociale¹⁰⁸.

Accès à la protection sociale des répondants TRE

Une majorité relative de 41 % des répondants dans les pays du Golfe et un quart des répondants en Europe (25 %) et en Amérique du Nord (24 %) ont déclaré qu'ils n'avaient accès à aucune mesure de protection sociale avant le début de la pandémie. Selon les 42 TRE interviewés pendant la deuxième phase de la collecte de données, la condition d'irrégularité et la priorité d'accès donnée aux ressortissants nationaux étaient les obstacles majeurs au bénéfice de la protection sociale dans leurs pays de résidence.

Dans les pays du Golfe, les répondants ayant pu bénéficier des mesures de protection sociale avant le début de la crise ont affirmé en proportion relativement supérieure avoir eu accès aux soins de santé de base gratuits (28 %) et en proportion plus faible aux fonds de retraite (9 %) et aux prestations de chômage (8 %).

Les répondants résidant en Europe ont indiqué qu'ils avaient accès principalement: aux soins de santé personnelle, des conjoints et de la famille et liés aux accidents du travail (40 %), aux soins de santé de base et aux allocations familiales (12 %).

En Amérique du Nord, les répondants ont mentionné en proportion plus importante avoir eu accès: aux soins de santé de base gratuits (38 %), au soins de santé personnelle et des conjoints (30 %) et aux allocations familiales (14 %). Le pourcentage élevé concernant l'accès aux allocations familiales dans cette région est confirmé par la présence relativement importantes de répondants vivant avec leur famille dans les pays de destination. Les statistiques de l'OCDE confirment d'ailleurs que le Canada accueille la plus grande proportion d'enfants entre 0 et 15 ans¹⁰⁹.

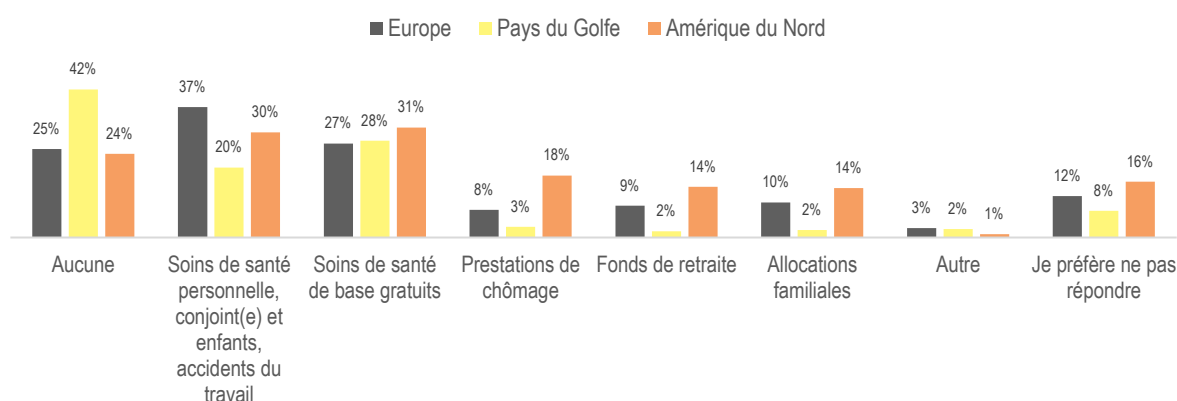
¹⁰⁶ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

¹⁰⁷ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

¹⁰⁸ S. Pouessel: «[Tunisia and Its Diaspora: Between Protection and Control](#)».

¹⁰⁹ OCDE: *Talents à l'étranger*.

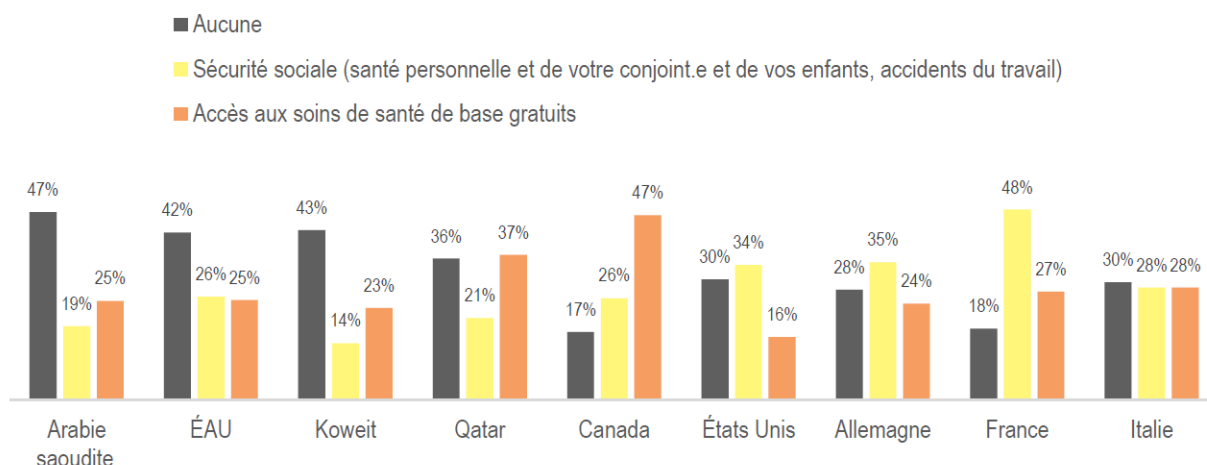
Figure 38: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon la région de résidence



1 200 répondants: 372 résidant en Europe, 536 résidant dans les pays du Golfe et 292 résidant en Amérique du Nord.

L'Arabie saoudite (47 %), le Koweït (43 %) et les ÉAU (42%) sont les pays de résidence des répondants qui ont déclaré dans une mesure plus importante n'avoir eu accès à aucune mesure de protection sociale avant le début de la pandémie.

Figure 39: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon le pays de résidence. Focus sur les trois réponses les plus rapportées

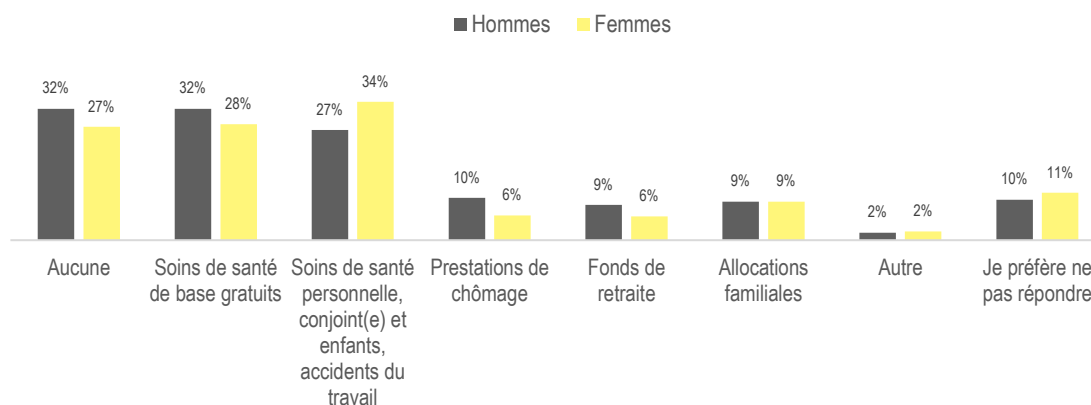


1 200 répondants: 156 en Arabie saoudite, 210 au Canada, 115 en Allemagne, 111 aux ÉAU, 183 en France, 74 en Italie, 56 au Qatar, 213 au Qatar et 82 aux États-Unis.

Les femmes TRE participant à cette enquête ont rapporté avoir proportionnellement moins accès aux prestations sociales que les hommes. Quelques exceptions se distinguent en ce qui concerne l'accès aux soins de santé personnelle, du conjoint ou des enfants, ainsi que pour les accidents de travail (34 % des femmes et 27 % des hommes participant à cette enquête). Selon d'autres données secondaires, les femmes jouissent d'un accès aux prestations sociales généralement plus faible que les hommes, notamment à cause de leur sous-représentation et de la discontinuité de leur accès au marché de l'emploi formel¹¹⁰.

¹¹⁰ Confédération syndicale internationale: *Economic and Social Policy Brief: Gender Gaps in Social Protection*, 2018.

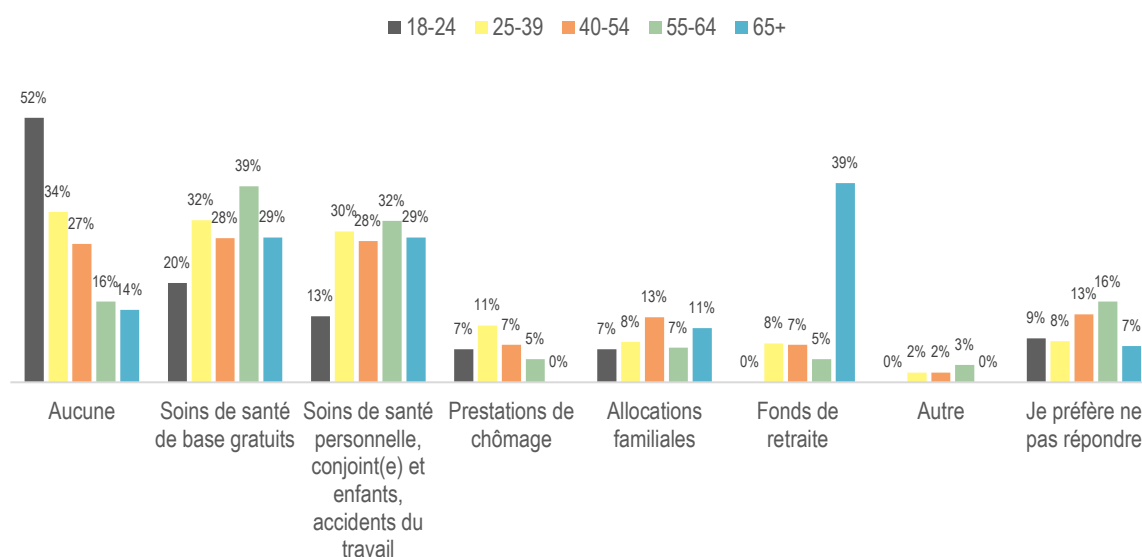
Figure 40: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon le genre



1 206 répondants: 331 femmes, 875 hommes¹¹¹.

Les jeunes de la tranche d'âge 18-24 ans sont la catégorie de répondants ayant eu l'accès le plus limité à la protection sociale avant le début de la crise. Cela montre la fragilité de la situation sociale des répondants de cette tranche d'âge avant le début de la crise, et comment elle pourrait avoir contribué à les rendre plus vulnérables à la perte d'emploi et de revenus lors de la pandémie.

Figure 41: Accès à la protection sociale avant la pandémie selon la tranche d'âge



1 206 répondants: 331 femmes, 875 hommes.

Plus de la majorité des répondants résidant en Amérique du Nord, 49 % de ceux résidant en Europe et 39 % des répondants des pays du Golfe ont dit avoir toujours accès à des prestations de sécurité sociale depuis le début de la pandémie.

¹¹¹ Le total est de 1 207, dont une réponse fournie par une personne ne s'identifiant ni au genre masculin ni au genre féminin, rapportant avoir accès aux soins de santé de base gratuits. Cette réponse a été omise car, exprimée en pourcentage, elle aurait pu amener à des conclusions erronées.

Accès à la vaccination des répondants TRE

La quasi-totalité des 42 TRE interviewés dans le cadre de la deuxième phase de collecte de données a affirmé avoir reçu au moins une dose de vaccin dans le pays de résidence. Bien que ce résultat ne soit pas représentatif de la population des ressortissants tunisiens à l'étranger, il confirme l'extension exceptionnelle des régimes de protection sociale aux personnes migrantes mis en œuvre pendant la pandémie. Plusieurs répondants ont déclaré n'avoir rencontré aucun obstacle d'accès au vaccin. Cependant, la faible connaissance de la langue du pays de résidence, la distance des lieux de vaccination et la difficulté à avoir accès ou à utiliser les services publics numériques ont constitué des obstacles pour une minorité de répondants.

► Impact de la COVID-19 sur les projets de mobilité des TRE

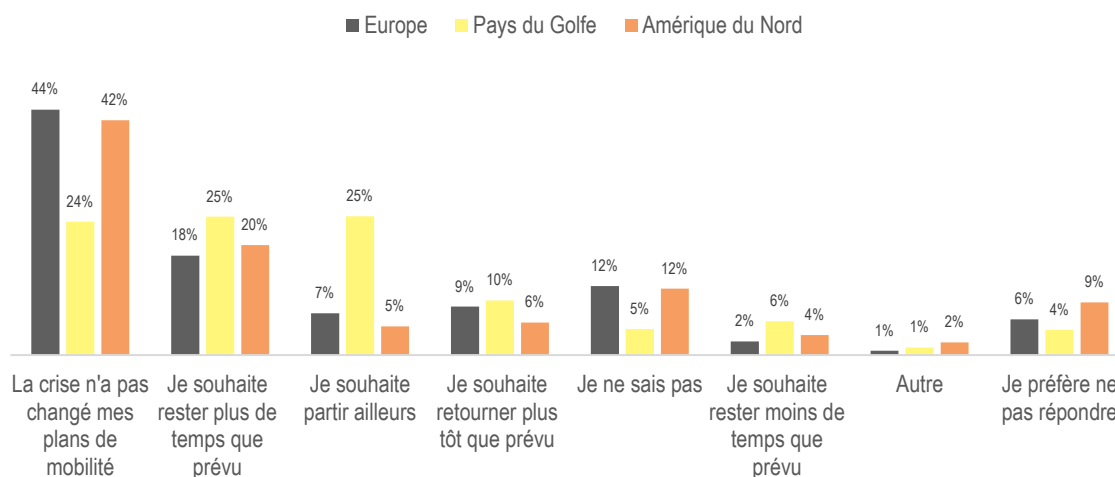
Ce chapitre explore comment les projets des répondants TRE ont évolué lors de la pandémie.

En 2020, les pays de l'OCDE ont connu une baisse historique de 30 % des flux d'immigration permanente, le niveau le plus bas depuis l'année 2003¹¹². De même, les pays du Golfe sont confrontés à une réduction importante de leur main-d'œuvre étrangère, qui les a poussés à la fois à concevoir des programmes d'attraction à destination de cette main-d'œuvre ainsi qu'à essayer d'accroître la participation des travailleurs nationaux dans les secteurs économiques clés¹¹³.

Plans de mobilité des répondants TRE

Des majorités relatives de 44 % des répondants résidant en Europe et de 42 % des répondants résidant en Amérique du Nord ont affirmé ne pas **avoir changé leurs plans de mobilité depuis le début de la crise. Les répondants dans les pays du Golfe**, au contraire, sont les plus susceptibles de reconsidérer leurs projets migratoires. Si 24 % des répondants n'ont pas changé leurs plans de mobilité, le pourcentage le plus bas des trois régions cibles, 25 % souhaitent changer de pays et 25 % affirment vouloir rester plus de temps que prévu dans leur pays de destination.

Figure 42: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon la région de résidence



895 répondants: 346 en Europe, 420 dans les pays du Golfe et 129 en Amérique du Nord.

Les pays de résidence des répondants souhaitant changer de pays présentent également des concentrations élevées de répondants affectés par des pertes de salaire ou d'emploi.

¹¹² OCDE: [COVID hit to migration levels - Recovery efforts must address structural obstacles to migrant integration](#), 28 octobre 2021.

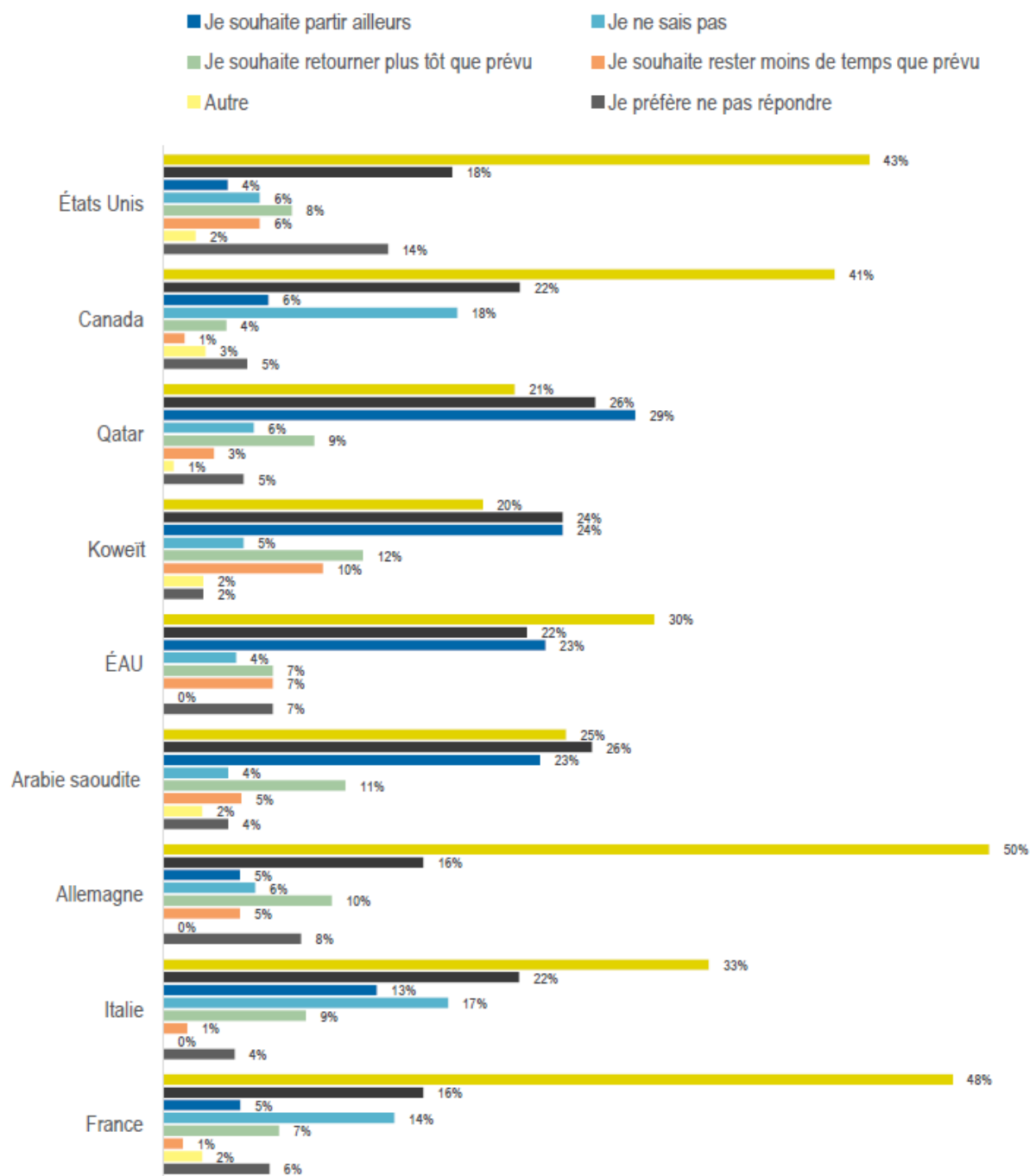
¹¹³ Oxford Business Group: [Can new visa systems drive the Gulf's Covid-19 recovery?](#), 5 octobre 2021.

On constate particulièrement cette tendance dans les **pays du Golfe**: au Koweït (20 %), au Qatar (21 %), aux ÉAU (30 %), en Arabie saoudite (25 %), **mais aussi en Italie** (33 %). **Dans les pays du Golfe, on trouve également les proportions les plus importantes de personnes souhaitant rester plus longtemps que prévu dans les pays cibles.**

La coexistence de ces deux tendances à l'apparence contradictoires peut être expliquée par la diversité des profils et par l'impact que la crise a eu sur ces groupes de répondants. D'une part, une proportion des répondants souhaitant rester plus longtemps pourraient avoir particulièrement souffert de l'impact socio-économique de la crise. Leur souhait de rester correspondrait à une volonté de rattraper les pertes subies, économiques ou autres, avant de quitter leur pays de destination. D'autre part, des facteurs individuels ou liés à la famille peuvent jouer un rôle déterminant dans la prise de décision. Le choix de rester ou de partir peut être lié au sentiment que la situation dans le pays de résidence s'améliore ou se détériore, en comparaison avec les destinations alternatives des travailleurs. La distance ou les conditions de vie de la famille en Tunisie pourraient également avoir un impact sur cette prise de décision.

Les États-Unis (4 %), le Canada (5 %), la France (5 %) et l'Allemagne (5 %) sont les pays où les pourcentages de répondants ayant déclaré vouloir partir sont les plus bas. Les pourcentages de répondants indécis, qui attendent plus d'informations sur l'évolution de la crise pour prendre des décisions concernant leur mobilité, sont les plus élevés au Canada (18 %), en Italie (17 %) et en France (14 %).

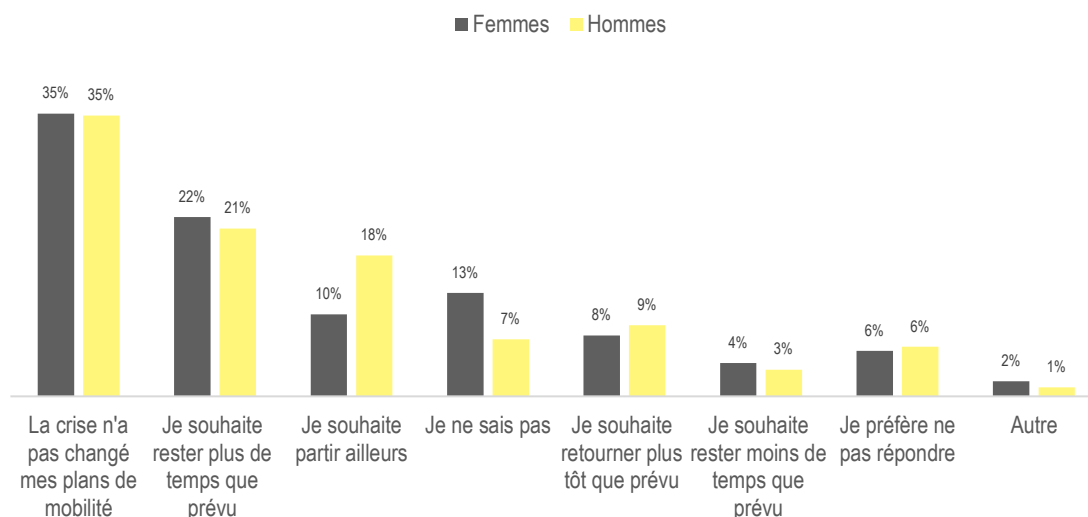
Figure 43: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon le pays de résidence



895 répondants: 51 aux États-Unis, 78 au Canada, 163 au Qatar, 41 au Koweït, 90 aux ÉAU, 126 en Arabie saoudite, 107 en Allemagne, 170 en France et 69 en Italie.

Les différences les plus prononcées entre les réponses fournies par les femmes et celles fournies par les hommes participant à cette enquête concernent l'indécision quant aux plans de mobilité et la propension à partir. Les femmes indécises représentent un nombre relativement plus important (13 %) que les hommes (7 %). En revanche, ces derniers sont plus favorables à un départ (18 %) que les femmes (10 %).

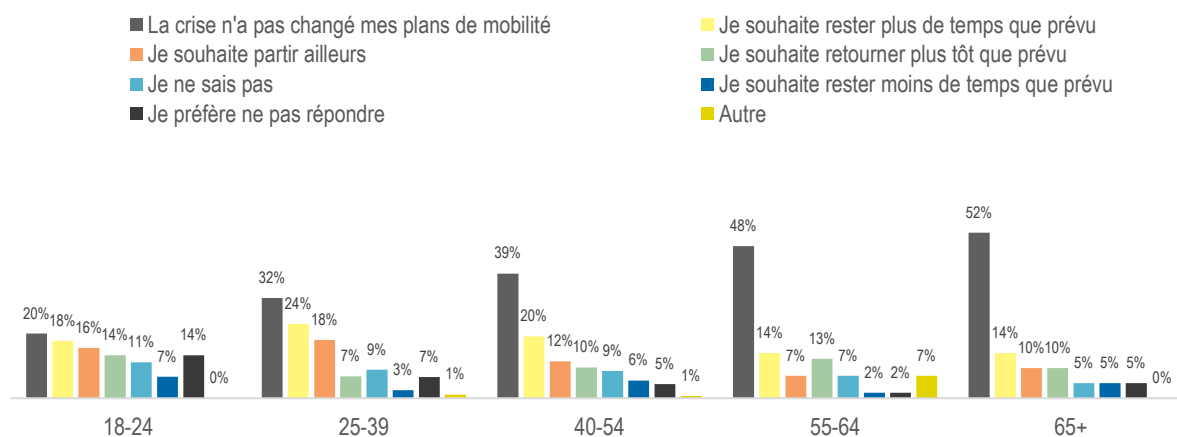
Figure 44: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon le genre



896 répondants: 264 femmes et 632 hommes¹¹⁴.

Les répondants de la tranche d'âge 18-24 ans sont les moins susceptibles de ne pas modifier leurs plans de mobilité future (20 %), et ce probablement à cause des retombées socio-économiques de la crise, notamment sur le plan professionnel. En proportion presque similaire, ils ont déclaré vouloir: rester plus de temps que prévu dans leur pays de destination (18 %), partir ailleurs (16 %) ou retourner en Tunisie (14 %). **Comparés aux répondants plus jeunes, les répondants de la tranche d'âge 25-39 ans sont légèrement plus nombreux à avoir déclaré vouloir rester plus longtemps que prévu dans le pays de destination (24 %) ou partir ailleurs (18 %)**, mais ils ont déclaré vouloir retourner en Tunisie dans une moindre mesure (7 %).

Figure 45: Impact de la crise de la COVID-19 sur les projets de mobilité selon la tranche d'âge



897 répondants: 44 de la tranche 18-24 ans, 510 de la tranche 25-39 ans, 266 de la tranche 40-54, 56 de la tranche 55-64 et 21 âgés de 65 ans et plus.

¹¹⁴ Le total est de 897, mais, afin de ne pas aboutir à des interprétations erronées, la représentation en pourcentage du seul répondant qui ne s'identifie ni au genre féminin ni au genre masculin a été omise. La réponse était: «Je souhaite rester moins que prévu».

► Conclusions et recommandations

Environ 10 % de la population tunisienne réside à l'étranger¹¹⁵. Il s'agit d'une population très hétérogène, exposée à différents degrés aux risques d'ordres sanitaire et socio-économique liés à la pandémie de COVID-19. Le manque de statistiques et d'informations fiables sur la diversité des profils est une limite importante qui empêche d'envisager des mesures adaptées aux besoins et aux vulnérabilités des TRE. Afin de pallier ce manque, de soutenir le gouvernement tunisien dans la collecte de données probantes et d'éclairer l'orientation des politiques publiques concernant les TRE, **IMPACT, en partenariat avec l'OIT a mené une étude sur «l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs tunisiens» résidant dans neuf pays entre l'Europe, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord entre les mois de mars et décembre 2021.**

Un total de 1 669 entretiens¹¹⁶ ont été menés en deux phases avec des TRE échantillonnés à l'aide d'annonces Facebook. Les résultats présentés dans ce rapport ont permis de tirer les conclusions suivantes.

État de santé

La pandémie a eu des retombées sur la santé mentale et physique de plus de 40 % des TRE participant à cette enquête. Ce chiffre rejoint les constats faits par une étude récente de l'OMS¹¹⁷ qui souligne l'ampleur des troubles de santé mentale au sein de la population migrante depuis le début de la crise de la COVID-19. Même si cette situation n'est pas propre aux personnes migrantes, il existe des facteurs de stress liés à l'expérience migratoire qui peuvent contribuer à amplifier leur vulnérabilité. L'exposition à des comportements discriminatoires fréquents et/ou prolongés, tels que mentionnés par les TRE participant à cette étude, ou la probabilité de vivre dans des logements inadéquats en sont des exemples. Dans ce contexte, les mesures de soutien psychologique doivent être prévues dans les politiques de santé publique, notamment sous la forme de programmes de soutien destinés aux personnes migrantes afin de traiter leurs facteurs de vulnérabilité spécifiques.

Les résultats de cette enquête suggèrent une relation étroite entre la dimension sanitaire de la crise et d'autres dimensions, notamment celle de l'emploi et du revenu. On constate par exemple que c'est dans les pays du Golfe que résident les plus hautes concentrations de répondants TRE qui ont signalé des pertes d'emploi et de revenus, ainsi que les proportions les plus élevées de répondants présentant des symptômes directement ou indirectement liés à la COVID-19. Il est très probable que les deux tendances soient liées. En outre, il s'agit des pays où l'offre de protection sociale à destination des personnes migrantes est faible, ce qui pourrait encore contribuer à une dégradation de la santé des TRE.

Le caractère multidimensionnel de la crise de la COVID-19 suggère que le fait d'élargir l'accès aux soins de santé aux personnes migrantes (il s'agit d'un droit et d'un investissement d'intérêt public) produirait des externalités positives, notamment sur le plan économique et social. La décision d'élargir l'accès aux campagnes vaccinales aux personnes d'origine étrangère et en condition irrégulière montre bien la prise de conscience que

¹¹⁵ En janvier 2020, la population tunisienne s'élevait à 11 708 370 individus (source: Institut national de la statistique: <http://www.ins.tn/en>).

¹¹⁶ Total cumulatif de la phase 1 et de la phase 2 de la collecte de données.

¹¹⁷ OMS: *ApartTogether survey*.

la reprise sociale et économique ne peut se réaliser qu'en partant d'un principe d'inclusivité et de réponse aux besoins, et non en imposant des critères de nationalité, de statut migratoire ou de revenu.

Emploi, mobilité et situation administrative

Les pays de résidence des répondants les plus affectés par des pertes d'emploi et de revenus concentrent également une proportion élevée de répondants qui veulent quitter leur pays de résidence. Ces résultats sont confirmés dans l'actualité par une baisse de l'immigration dans les pays du Golfe et, dans une moindre mesure, dans les pays de l'OCDE. Cela est problématique sur deux fronts. Premièrement, le fait que même les répondants qui vivaient depuis plusieurs années dans leur pays de destination envisagent de partir représente une grosse perte pour le parcours d'intégration individuel et pour la société d'accueil. Deuxièmement, en raison de la surreprésentation des travailleurs étrangers dans les économies et dans des secteurs spécifiques essentiels dans les pays cibles, ces travailleurs pourraient se révéler déterminants pour les efforts stratégiques de relance des économies des pays de destination. Malgré le sentiment d'urgence dicté par la crise, **une vision plus stratégique devrait s'intéresser aux besoins essentiels des marchés de l'emploi à moyen et long termes, et cela à tous les niveaux de qualification.** La pandémie a, en effet, bien montré que les travailleurs de faible qualification jouent un rôle économique essentiel, équivalent ou supérieur à celui joué par les travailleurs hautement qualifiés. **Une reconnaissance de ce fait dans le discours politique pourrait avoir un impact positif sur les comportements discriminatoires, auxquels les répondants à cette enquête ont déclaré être exposés.**

Inégalités et protection sociale

La diminution des salaires et des opportunités d'emploi due à la crise de la COVID-19 a engendré une baisse des revenus et de la capacité d'épargne ainsi qu'une augmentation des divers prêts à rembourser pour une majorité des répondants TRE. En revanche, pour une petite minorité de répondants, la crise a généré une hausse des revenus. Les résultats de cette enquête confirment donc une tendance à la polarisation inégale des richesses, accompagnée de disparités liées au genre et à l'âge. Dans un contexte de perte de revenus et d'accès limité à la protection sociale, même pour les répondants les «moins vulnérables», plusieurs TRE pourraient se retrouver dans l'incapacité de répondre à leurs besoins essentiels et adopter ainsi des stratégies d'adaptation négatives. Dans l'immédiat, des programmes de transfert de liquidités ou de biens essentiels pourraient permettre de faire face aux situations d'urgence et d'atteindre les personnes qui sont confrontées à de fortes difficultés. Mais l'adoption de mesures de protection plus structurelles devrait également être progressivement envisagée.

Transferts de fonds

La baisse des revenus d'une majorité des TRE s'est traduite par une réduction de leur capacité d'envoyer des fonds vers la Tunisie, alors que chez une minorité de répondants cette capacité est restée stable ou a même augmenté. Les résultats de cette enquête et les impressions des répondants lors de la deuxième phase de la collecte de données suggèrent que l'augmentation du volume des fonds envoyés en Tunisie est le fait des personnes les plus fortunées. D'autres explications fournies par différentes sources montrent que les plans de

soutien aux revenus dans les pays de destination aident les TRE à revenus plus modestes dans leurs efforts. Mais cette capacité pourrait s'épuiser au fur et à mesure que ces interventions s'épuiseront. Selon d'autres explications, l'augmentation des transferts de fonds pourrait être liée à la traçabilité et aux facilités permises par l'utilisation de moyens numériques. Dans ce cas, le développement de ces moyens contribuerait à faciliter l'envoi de fonds malgré les contraintes à la mobilité internationale.

Méthodologie et composition de l'échantillon

L'approche méthodologique choisie pour cette étude a permis de réaliser une enquête dans des conditions très contraignantes, ce qui aurait difficilement été possible avec les méthodes traditionnelles¹¹⁸. Comme toute méthode d'enquête, celle-ci présente des limites et des points forts. Malgré la variété des profils présentés, la surreprésentation des répondants TRE «moins vulnérables» du fait de leur statut migratoire et de leur régime de travail est un des problèmes qui ont été rencontrés. De cette limite, exposée dans les sections sur la méthodologie et les profils des TRE, découlent deux considérations. Premièrement, l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 n'a pas «épargné» les personnes migrantes hautement qualifiées, les résidents de longue durée et les travailleurs formels. Deuxièmement, le fait que ces groupes de répondants aient été affectés (voire très affectés) par les effets de la pandémie offre des indications sur l'ampleur des retombées de la crise sur les TRE les plus démunis.

La réalisation de cette étude plaide en faveur de la promotion de méthodes de recherche innovantes qui permettent d'en comprendre les modalités d'application et la réussite dans le contexte tunisien. Une fois choisie la méthode d'enquête la plus adaptée pour répondre aux questions dans ce contexte spécifique, les données collectées devraient être croisées avec les données secondaires déjà existantes (administratives ou autres).

Cette enquête a fourni des éclaircissements et des orientations stratégiques sur des interrogations nombreuses et vastes. Certains des résultats présentés dans ce rapport mériteraient d'être approfondis. À titre d'exemple, il serait intéressant d'analyser de près: (1) l'impact à long terme de la COVID-19 sur la situation professionnelle et l'accès aux prestations sociales des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes TRE et (2) la condition des TRE dans les régions les plus affectées telles que les pays du Golfe. Une étude longitudinale permettrait également d'obtenir des informations plus nuancées sur les causes affectant la capacité d'envoi de fonds des TRE.

¹¹⁸ Elle a permis d'obtenir des informations d'ordre stratégique, dans des temps très courts, sur une population dispersée géographiquement (9 pays), sans disposer d'indications précises sur leur répartition au sein de chacun des pays de destination, de surcroît dans un contexte de crise mondiale en évolution constante, qui a fourni peu de marge de planification et de mobilité internationale.

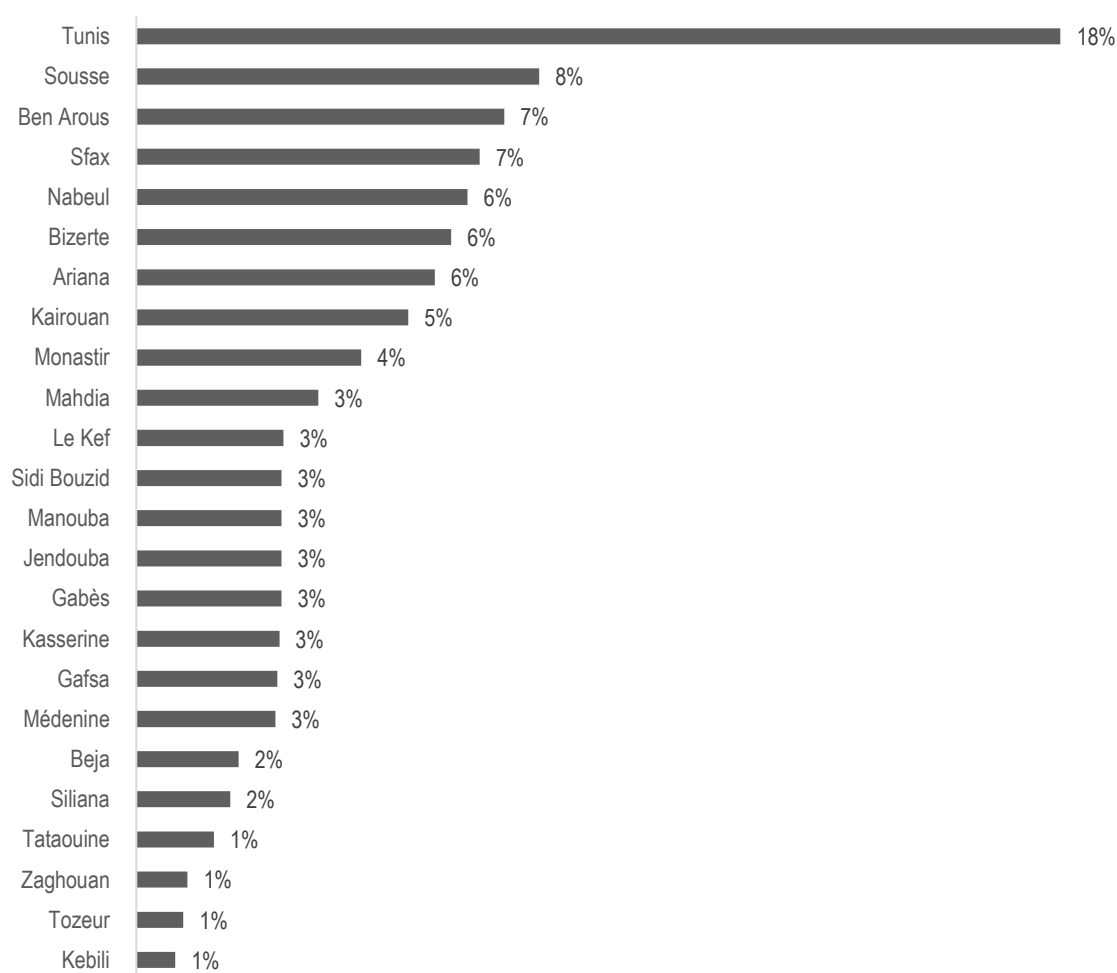
► Annexe

Profil socio-démographique et localisation des répondants à la première partie du questionnaire d'enquête (première phase de collecte de données)

Cette section fournit des indications sur le profil socio-démographique des 2 555 personnes ayant répondu à la première partie du questionnaire développé pour la première phase de la collecte de données.

Origine des répondants TRE

Figure 46: Gouvernorat d'origine des répondants

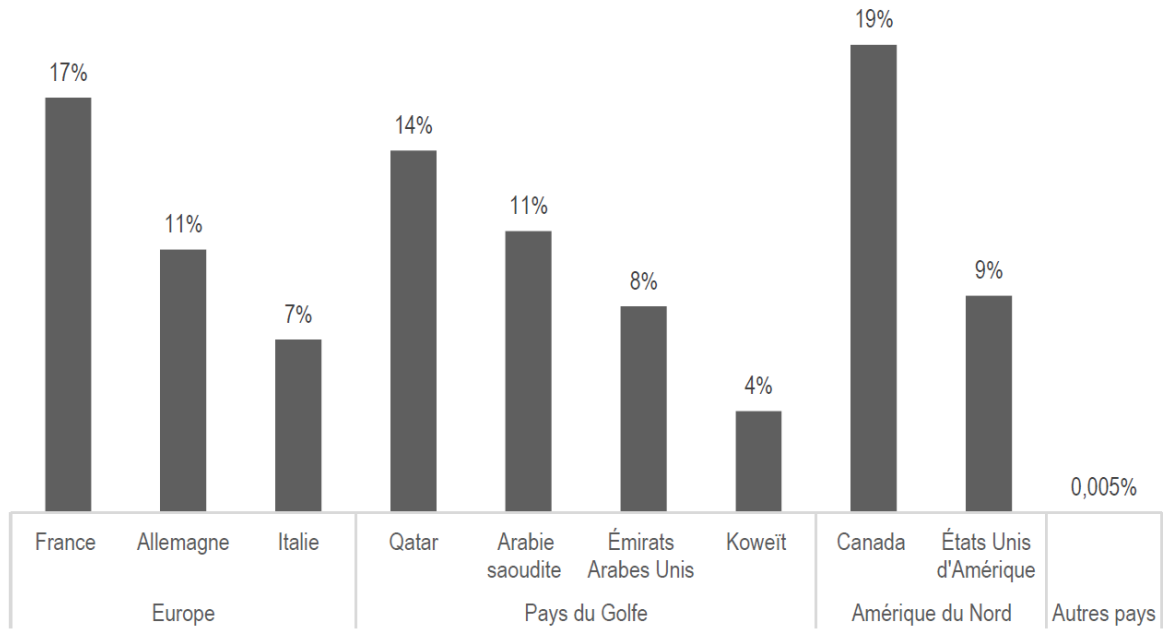


2 555 répondants.

Localisation des répondants TRE

Régions et pays de résidence

Figure 47: Répartition des répondants entre les pays cibles de l'enquête

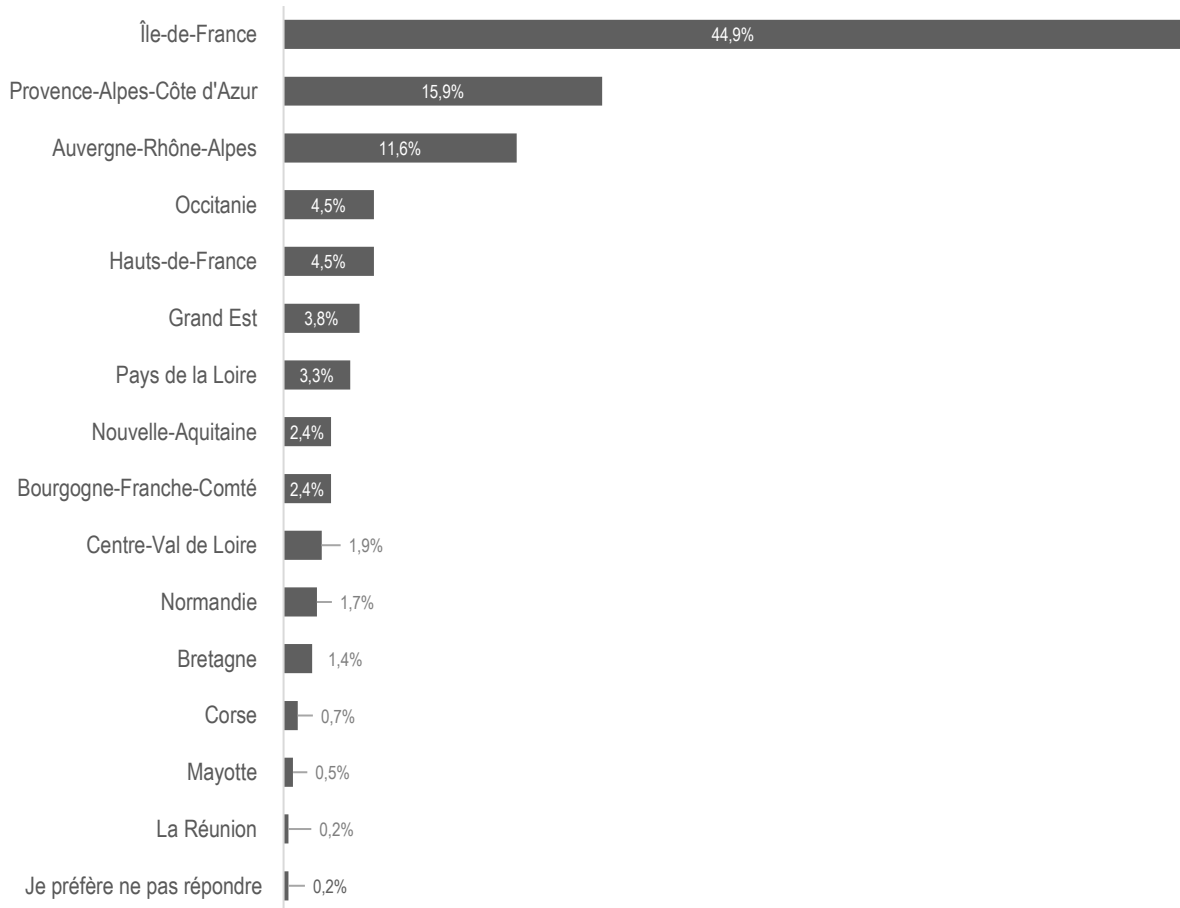


2 555 répondants.

Localisation des répondants TRE dans les pays de résidence

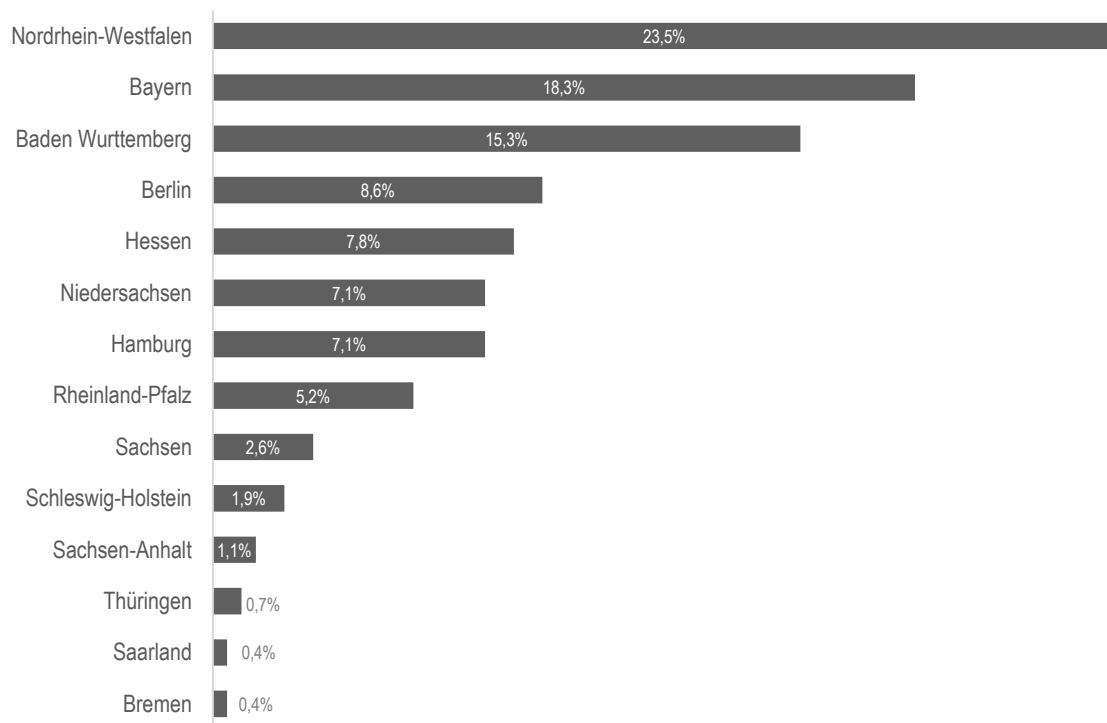
Europe

Figure 48: Région de résidence des répondants en France



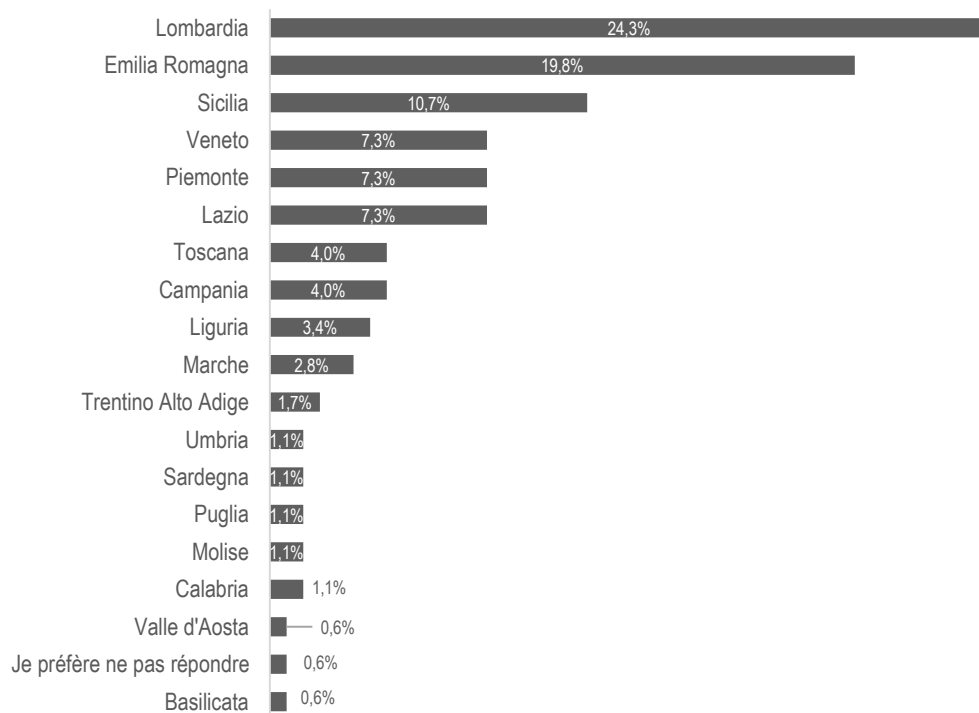
421 répondants.

Figure 49: Région de résidence des répondants en Allemagne



268 répondants.

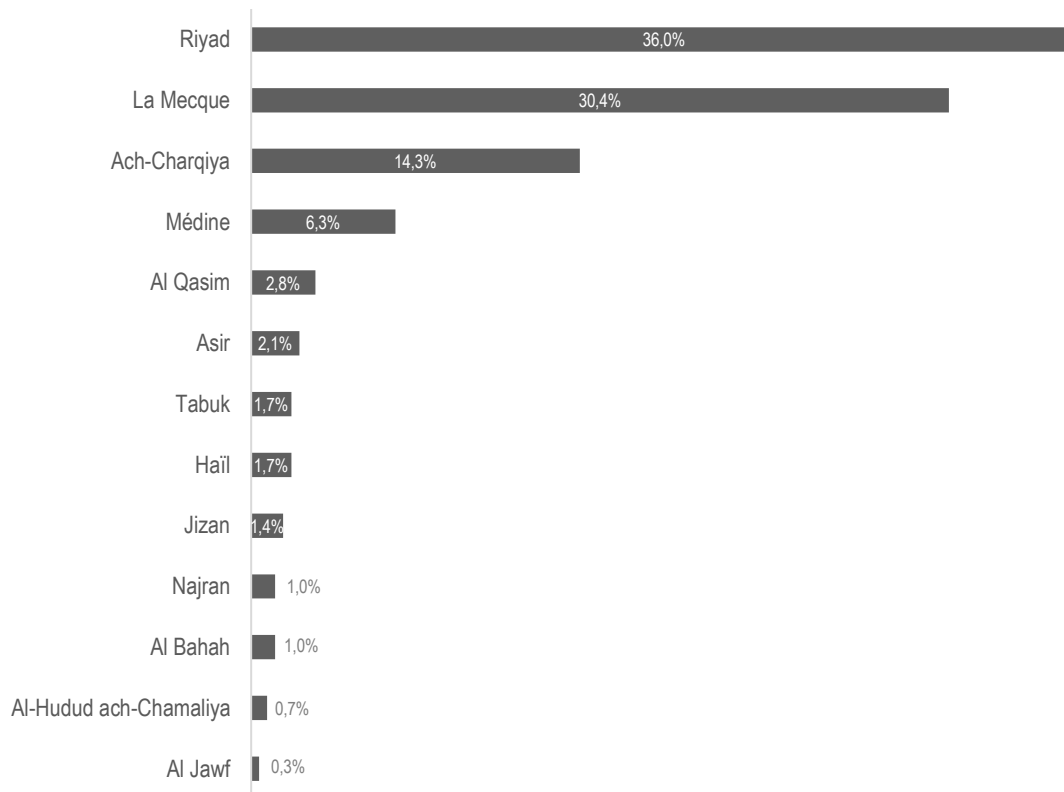
Figure 50: Région de résidence des répondants en Italie



177 répondants.

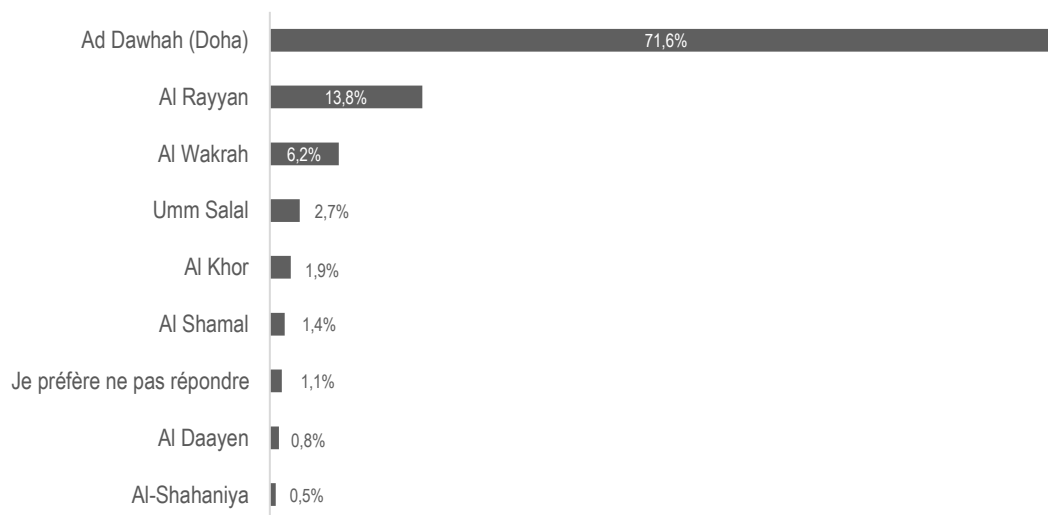
Pays du Golfe

Figure 51: Région de résidence des répondants en Arabie saoudite



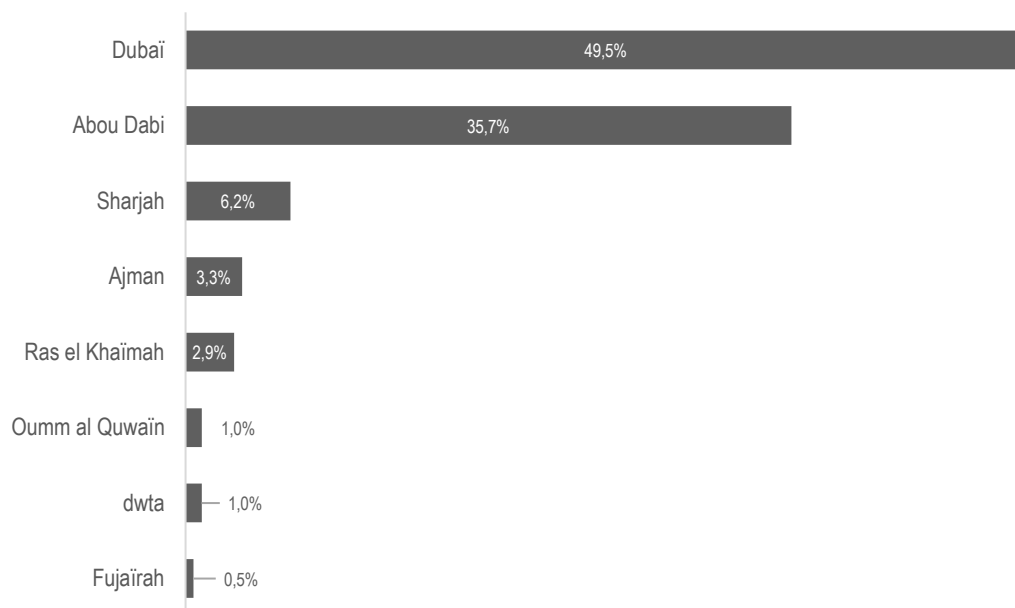
285 répondants.

Figure 52: Région de résidence des répondants au Qatar



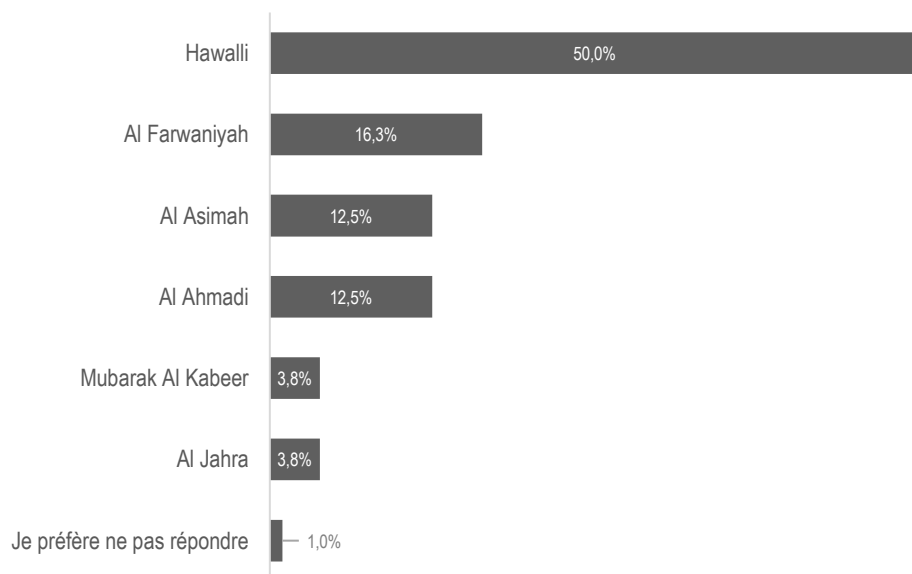
370 répondants.

Figure 53: Région de résidence des répondants aux Émirats arabes unis



210 répondants.

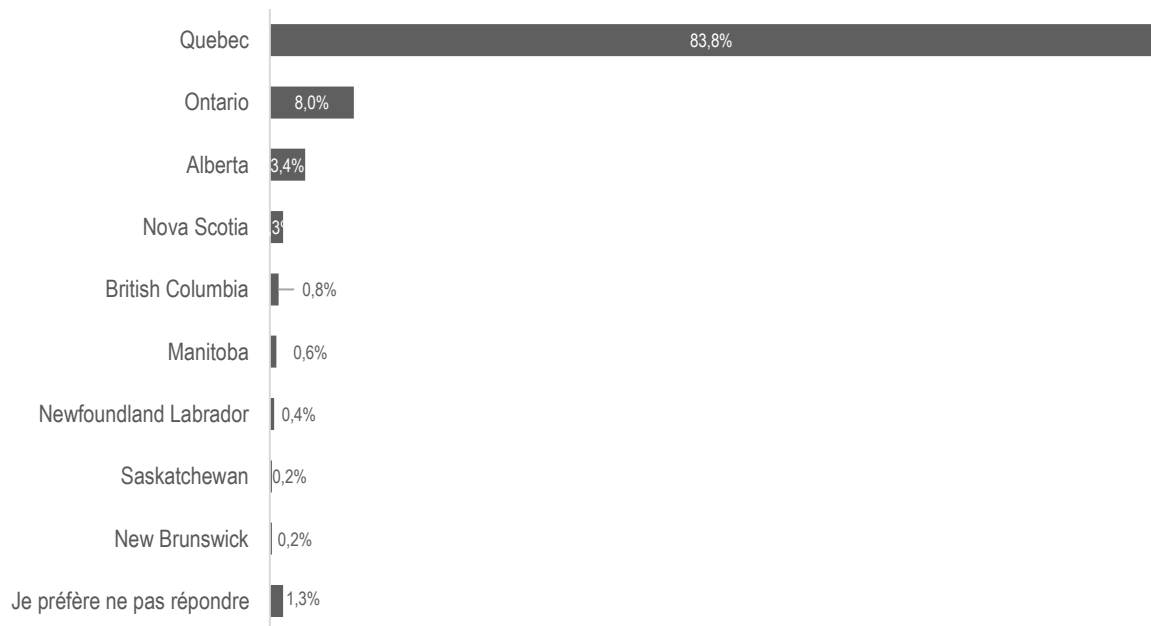
Figure 54: Région de résidence des répondants au Koweït



104 répondants.

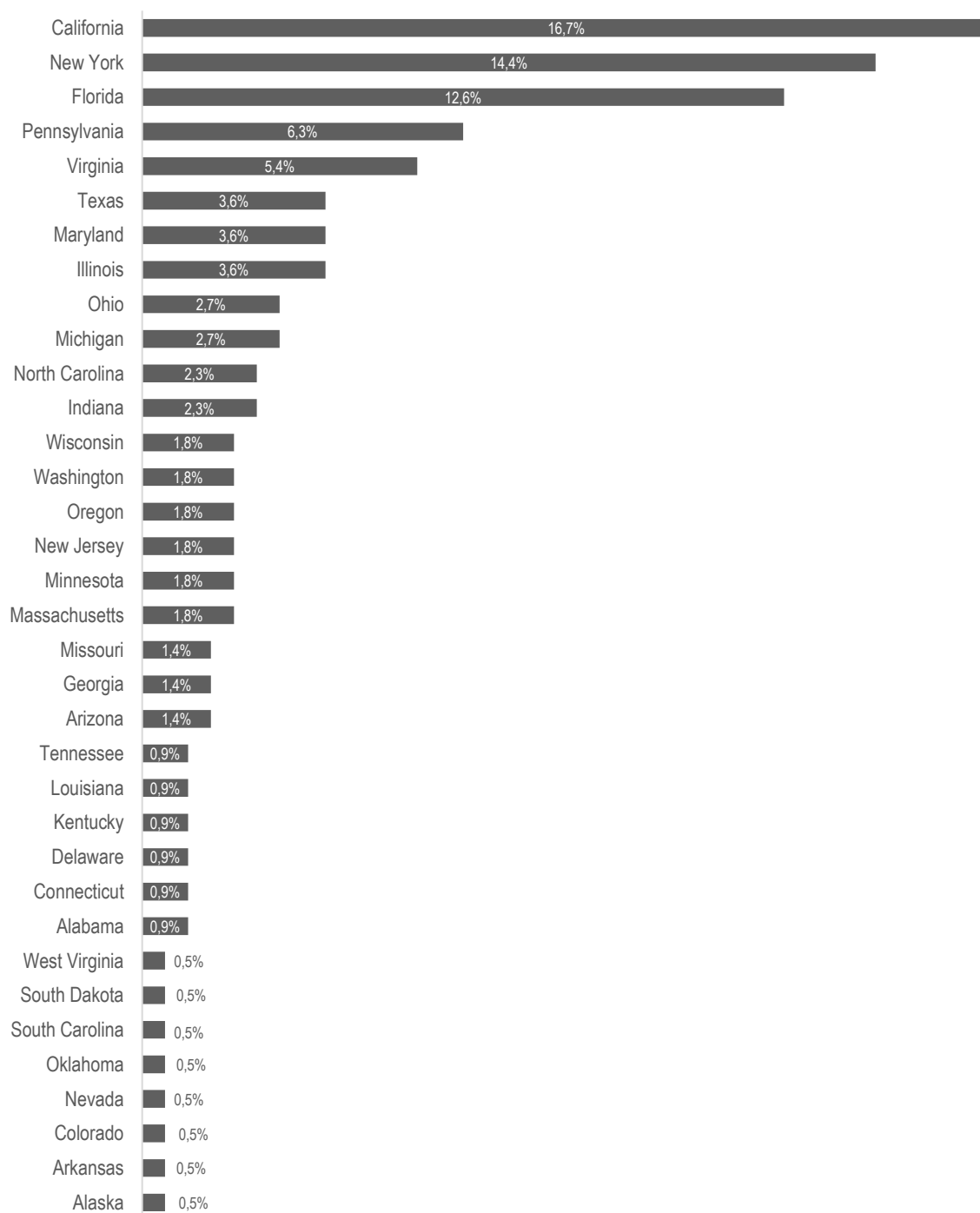
Amérique du Nord

Figure 55: Région de résidence des répondants au Canada



476 répondants.

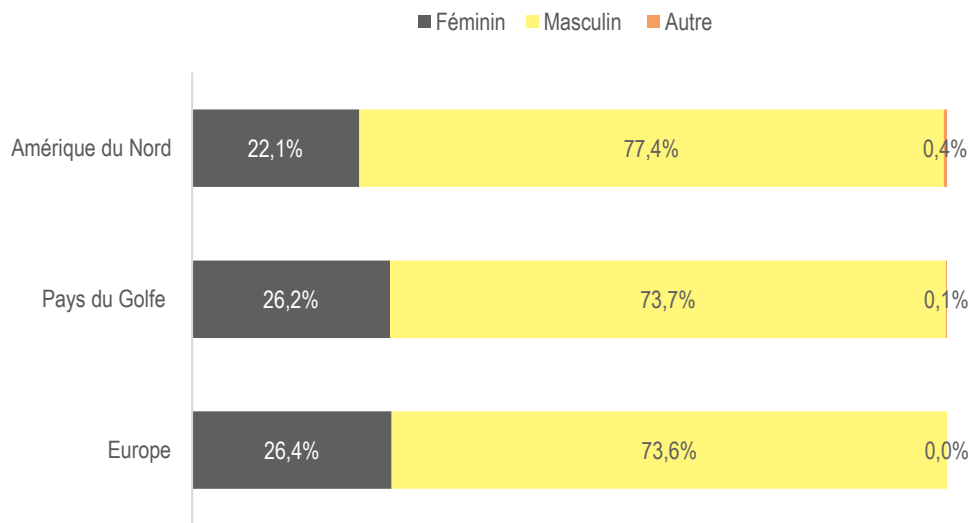
Figure 56: Région de résidence des répondants aux États-Unis



222 répondants.

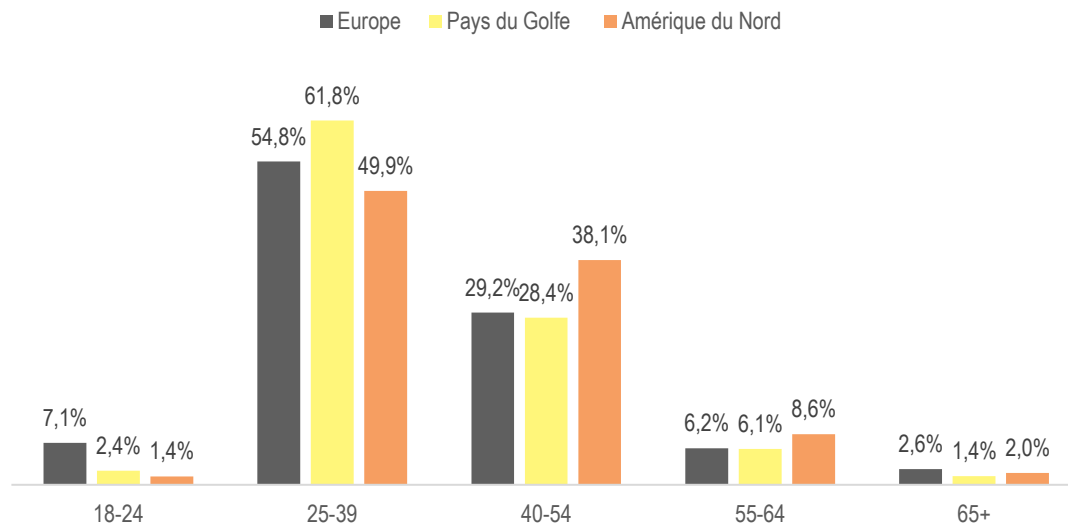
Genre, âge et niveau d'éducation des répondants TRE

Figure 57: Genre des répondants



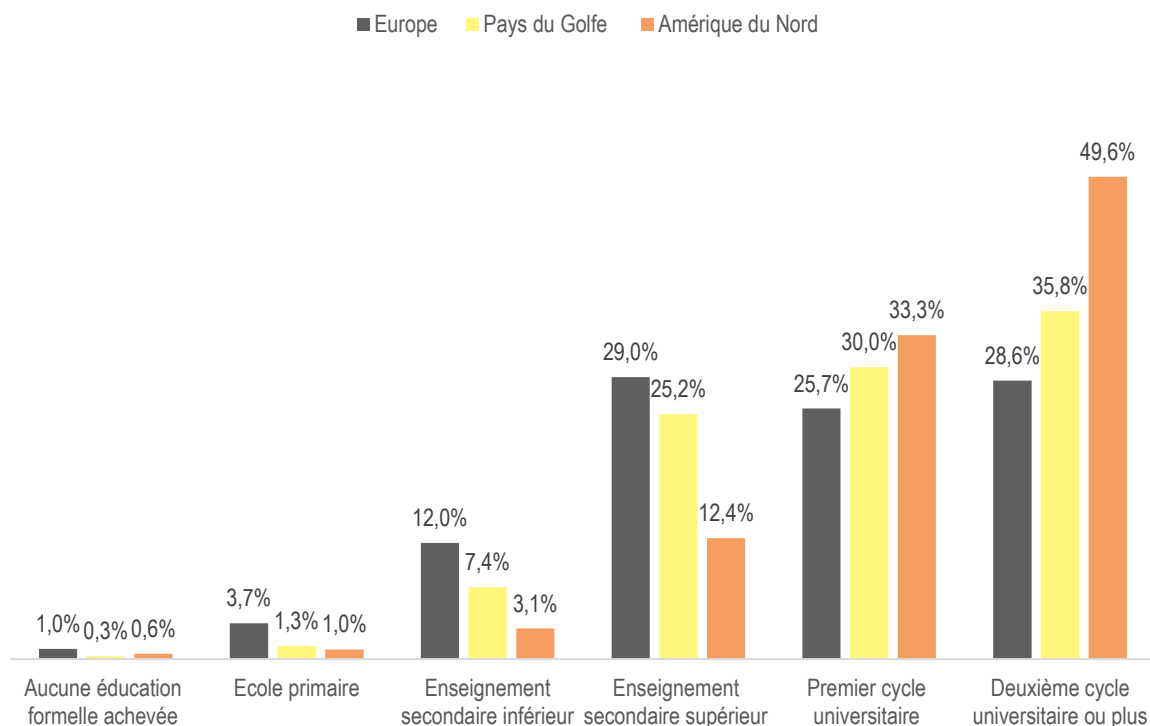
2 555 répondants.

Figure 58: Tranches d'âge des répondants



2 555 répondants.

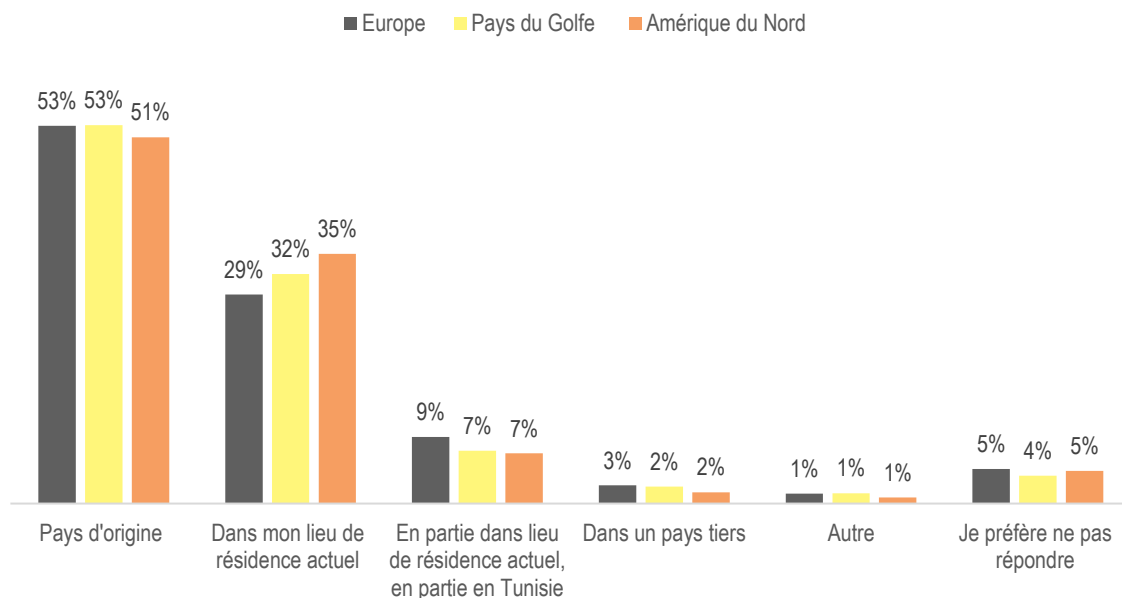
Figure 59: Niveau d'éducation des répondants



2 555 répondants.

Lieu de résidence des ménages des répondants TRE

Figure 60: Lieu de résidence de la famille nucléaire des répondants



2 555 répondants.